

A la veille de l'arrivée de M. Ronald Reagan à Moscou

## M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit »

Quelle liberté ?

Ce n'est pas un hasard si les « thèses » que M. Gorbatchev va faire adopter dans un mois par la conférence du PC soviétique sont publiées à la veille de l'arrivée à Moscou du président Reagan. Pour le chef du Kremlin, ce long document constitue une double démonstration.

La première est que, au moment où il va aborder avec son hôte les grands dossiers internationaux, il a « tout son monde derrière lui ». Ce programme très gorbatchévien a en effet déjà subi l'examen de passage du bureau politique et celui du comité central. Qu'une opposition sourde subsiste dans ces deux instances, on ne peut en douter. Mais il est clair que, pour le moment au moins, les adversaires du numéro un ne sont pas en position de faire obstacle à ses initiatives.

Deuxième démonstration : il continue d'aller de l'avant dans son entreprise de restructuration et de démocratisation de la société en URSS. Dans un style qui le caractérise, M. Gorbatchev sort de la crise qui a marqué le printemps - des troubles du Caucase à la querelle avec M. Ligatchev, par presse interposée - avec un dynamisme accru. Non seulement il ne recule pas, mais il franchit quelques pas supplémentaires à la fois dans la critique du passé et dans la définition des projets d'avenir.

Cette fois, l'accent est mis sur l'instauration d'un « Etat de droit » reposant sur l'adhésion des groupes les plus divers de la population. A la veille de conversations au cours desquelles M. Reagan compte bien faire une large place à la question des droits de l'homme, M. Gorbatchev montre qu'il se préoccupe de ce sujet sur lequel il expose ses propres conceptions.

Reste que l'on ne se fait pas exactement la même idée en URSS et en Occident de ce que liberté veut dire. En témoignent, parmi bien d'autres faits, l'agacement manifesté à Moscou à propos du projet de rencontre entre le président Reagan et quelques dissidents soviétiques. Pour M. Gorbatchev, le débat politique ne saurait se développer qu'en terrain socialiste. Hors de celui-ci, on se met en marge de la société, même si le nombre des marginaux a tendance à s'étendre, comme on le voit avec le double réveil des religions et des particularismes nationaux.

Dans les limites mêmes qu'il lui assigne, le projet de M. Gorbatchev se heurte à toutes sortes de difficultés, évoquées d'ailleurs dans les « thèses » qui dénoncent pêle-mêle le bureaucratisme, le conservatisme, le dogmatisme. En bref, les choses ne changent que beaucoup trop lentement. Si l'on ne peut mettre en doute la volonté de réforme du chef du Kremlin ni l'énergie qu'il déploie pour la faire entrer dans les lois, force est de constater que, à de rares exceptions près, elle s'est encore très peu matérialisée dans la vie quotidienne et le fonctionnement de l'économie en URSS. Or c'est sur ce « terrain »-là qu'il joue sa popularité et donc, à plus long terme, sa réussite.

Ratification imminente du traité sur les euromissiles par les Etats-Unis

A deux jours de son arrivée à Moscou, M. Reagan devait prendre la parole, le vendredi 27 mai, au pavillon Finlandia à Helsinki, là où a été signé en 1975 l'acte final de la CSCE. Il devait aborder notamment la question des droits de l'homme. A Moscou, une centaine de juifs soviétiques ont manifesté jeudi pour réclamer le droit à l'émigration. Le traité sur l'élimination des euromissiles, que M. Reagan et Gorbatchev avaient signé à Washington en décembre, devait être approuvé par le Sénat américain avant l'ouverture du sommet. A Moscou, la presse a publié les « thèses » adoptées par le comité

central pour la conférence du parti prévue en juin. M. Gorbatchev y traduit son ambition de transformer l'URSS en un « Etat socialiste de droit » et propose une limitation des mandats. Il y annonce un changement de « style » de la politique étrangère.

(Lire page 7 l'article de JACQUES AMALRIC.)

MOSCOU de notre correspondant

M. Gorbatchev veut transformer l'Union soviétique en un « Etat socialiste de droit » dont « le fondement sera la légalité, suprême et triomphante, expression de la volonté du peuple ». Développée dans les thèses qui seront présentées, fin juin, aux cinq mille délégués à la conférence du parti, cette ambition s'accompagne d'un appel au retour aux « principes leninistes » - notion recouvrant notamment le respect de la « liberté de discussion » dans le parti et le pays ainsi que celui de l'autonomie de

l'appareil d'Etat et de ses assemblées élues.

Publiées ce vendredi 27 mai par la Pravda, ces thèses constituent, par le seul énoncé de ce programme, un réquisitoire systématique et sans précédent contre la réalité présente du système politique soviétique. S'il faut, en Europe, à la fin du vingtième siècle, créer dans le pays qui s'est proclamé, pendant soixante-dix ans, le plus « progressiste » du monde, un Etat de droit, c'est bien en effet que l'arbitraire y est la règle jusqu'à aujourd'hui.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 7.)



Un point de vue de l'ancien président de la République

### L'ouverture, au-delà des mots

par Valéry Giscard d'Estaing

La classe politique continue, à l'occasion des élections législatives, de débattre d'une hypothétique « ouverture » politique. M. Mauroy estime qu'elle s'adresse autant à une partie de la droite qu'à la « société civile », thèse développée par M. Rocard. M. Raymond Barre a plaidé, le jeudi 26 mai, « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France échappe « aux guerres de religion ». M. Valéry Giscard d'Estaing donne ci-contre son analyse sur les conditions et les réalités de l'ouverture.

(Lire nos informations page 10.)

L'enjeu des élections législatives est parfois simple, et parfois complexe. En 1978 et en 1981, il s'agissait de décider, ou non, de l'application du programme commun. En 1986, il fallait choisir entre l'interdiction, ou la poursuite, de la politique socialiste.

En juin 1988, le débat est centré sur l'« ouverture ». Mais il est compliqué d'ambiguïtés et de confusions au point que, pour faciliter cette ouverture, on recommande aux électeurs de confier la totalité des pouvoirs de notre pays aux représentants d'un seul parti politique!

Pour essayer de voir clair, il faut s'interroger sur le contenu véritable de l'ouverture, et aussi sur le mouvement en profondeur

qui est en train de redessiner le paysage politique de la France. Il faut enfin se poser la question devant laquelle on se dérobe : l'ouverture, pour faire quoi ?

L'ouverture consiste à proposer aux formations politiques de rechercher s'il est possible, et à quelles conditions, de conduire une action commune. Ces conversations peuvent aboutir à des solutions bien connues, mises en œuvre dans d'autres pays, et qui sont soit le soutien au gouvernement sans participation, soit la formation d'un gouvernement de coalition.

Les ralliements individuels sont de tout autre nature. Ils expriment le fait que des personnes, jusque-là classées dans un camp, décident de servir la cause du camp adverse. Si leurs convictions

les y conduisent, il n'y a rien de surprenant, car les convictions politiques ne sont pas nécessairement figées. Mais l'expérience constante enseigne que ces ralliés sont des voyageurs sans bagages, n'engageant qu'eux-mêmes et qui se perdent assez vite dans l'environnement du camp qu'ils rejoignent.

L'ouverture n'a pas été tentée au lendemain de l'élection présidentielle. Malgré les affirmations répétées des dirigeants socialistes, aucune conversation n'a été nouée avec les représentants qualifiés de l'UDF ou du RPR avant l'annonce de la dissolution de l'Assemblée. Je l'ai vérifié auprès de chacun d'eux, et je puis affirmer, sans risque de démenti, que l'ouverture n'a pas été proposée.

(Lire la suite page 11.)

Aides au reclassement et à la reconversion

### Les « décrutements » en douceur de Renault

La régie Renault ne compte plus sur les seuls plans sociaux ou les mesures d'âge (prétraitements, FNE) pour réduire ses effectifs. Depuis des mois maintenant, et de façon plus insistante ces derniers temps, l'entreprise automobile pratique les départs en souplesse. Elle utilise des techniques sophistiquées pour éviter la coupure brutale des licenciements. Avec le temps, les méthodes se sont perfectionnées et, sans être indolores, elles ne provoquent pas de traumatismes à défaut de passer totalement inaperçues.

Quelques rares syndicalistes le disent. Depuis un moment, la politique de la régie Renault pour diminuer les effectifs repose sur des formules incitatives et discrètes. « Les mesures d'âge ont été supprimées ou ne peuvent plus produire leur effet massif. Les possibilités offertes par la mobilité interne ou externe - les aides au retour - s'épuisent progressivement », constatent-ils.

« Désormais, on fait dans la mesure, on traite le problème au cas par cas, en douceur. »

Certains militants d'ailleurs, et notamment à la CFDT, ne s'offusquent pas vraiment. Si l'usine de Boulogne-Billancourt doit inéluctablement fermer, comme ils le redoutent, il faut peut-être en passer par là.

Présent depuis peu dans l'île Seguin, le cabinet de « décrutement collectif » MOA (Mobilité et orientation active), créé il y a à peine quatre ans, symbolise ce changement d'orientation, même si l'ampleur du mouvement dépasse les capacités d'intervention de cette équipe de trente consultants.

« On l'utilise depuis deux ans », reconnaît-on à la direction des affaires sociales du groupe où l'on a voulu tester ces méthodes nouvelles d'abord à doses homéopathiques. La première mission qui lui a été confiée consistait en la fermeture, sans casse, de Renault-Sport. Ensuite, on lui a confié le reclassement du personnel de certaines filiales périphé-

riques dont une dans le nord à Hénin-Beaumont. Depuis, enhardi, le cabinet MOA intervient à Grand-Couronné, à Cléon, en Seine-Maritime, à Meudon aussi, et, plus récemment, au cœur du fief symbolique à Billancourt avec une antenne installée rue de la Ferme. « Ils sont là pour former des conseillers de conversion, des spécialistes de l'emploi », explique la direction sociale. « Ils nous fournissent une assistance et nous apprennent des techniques dont nous aurons toujours besoin. »

A Billancourt, tout commence avec « un groupe témoin » en y mêlant les moyens nécessaires. Début février, cinquante cas sont sélectionnés pour un départ prochain. Ils ne seront finalement que vingt-cinq quand l'opération commencera vraiment. Entre-temps, il y a eu des réunions, des discussions avec les élus du personnel au cours desquelles MOA expliquera sa démarche et dédramatisera son intervention.

ALAIN LEBEAUME.

(Lire la suite page 33.)

Costumes légers  
Gravures  
Chemises  
LA VEGUE



3790147004500 05280

A L'ETRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 dr.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 50 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 50 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL.; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 12,50 kr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.







# Etranger

La Monde • Samedi 28 mai 1988 • 3

## AFRIQUE DU SUD

### Deux policiers blancs condamnés à mort pour le meurtre d'un Noir

Pour la première fois dans l'histoire de la police sud-africaine, deux de ses membres blancs, coupables de l'assassinat d'un Noir, ont été condamnés à mort, le jeudi 26 mai, par un juge de Grahamstown (sud du pays).

La Cour suprême de cette ville, présidée par le juge Neville Zietsman, n'a accordé aucune circonstance atténuante à l'adjoint Léon de Villiers, trente-sept ans, et à l'un des hommes de son unité, David P. Goosen, vingt-sept ans, et a conclu qu'ils avaient prémédité le meurtre de Mlungisi Stuurman, le 26 juillet 1986, dans la cité noire de Cradock (150 kilomètres au nord de Grahamstown). Les faits se sont déroulés un mois et demi après l'instauration de l'état d'urgence en réaction aux émeutes qui avaient embrasé les cités noires de tout le pays pendant plus de vingt mois.

Envoyés à Cradock pour surveiller les obéissants d'un militant du Congrès national africain (ANC), ces policiers, basés à Port-Elizabeth (200 kilomètres plus au sud), avaient auparavant effectué une razia dans les shebeens (bars clandestins) de cette ville pour se procurer de l'alcool. La victime, Mlungisi Stuurman (dix-huit ans), avait apparemment été arrêtée par les

policiers parce qu'elle avait refusé de venir vers le car de police lorsque l'ordre lui en avait été donné.

Selon les témoignages de plusieurs collègues des deux accusés, ces derniers avaient passé à tabac le jeune homme si brutalement que l'adjoint de Villiers aurait décidé que la seule solution était de le « liquider », chargeant Goosen de la besogne.

L'avocat de la défense a fait valoir que les deux accusés obéissaient quotidiennement à la violence et la mort. Il a aussi insisté sur le fait que l'abus de boissons, et son intelligence inférieure à la moyenne, avaient influé sur la décision de l'adjoint de Villiers de faire abattre la victime. Mais le magistrat a rejeté ces arguments, soulignant « le manque total de discipline et de contrôle » au sein de l'unité.

Ces deux condamnations portent à quatre le nombre des policiers actuellement condamnés à être pendus en Afrique du Sud. Le 31 mars, à l'issue d'un procès qui avait défrayé la chronique, deux détectives de la brigade criminelle de la banlieue de Johannesburg avaient été condamnés à mort pour l'assassinat de deux trafiquants de drogue présumés. — (AFP, UPL)

### Deuxième rencontre entre l'ANC et des Afrikaners libéraux

Pour la deuxième fois, des représentants du Congrès national africain (ANC, interdit en Afrique du Sud) ont rencontré, le jeudi 26 mai, à Francfort, des personnalités libérales blanches sud-africaines.

Conduite par M. Wynand Malan, ancien député du Parti gouvernemental et leader du Mouvement démocratique national (NDM), essentiellement composé d'Afrikaners « éclairés », la délégation blanche comprenait aussi M. Frederick Vap Zail Slabbert, ancien chef de l'opposition libérale, parlementaire et aujourd'hui dirigeant de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud (IDASA). C'est l'IDASA qui avait notamment mis sur pied la première rencontre avec l'ANC en juillet dernier à Dakar.

A l'issue de la première séance à Francfort, un communiqué émis par l'ANC — dont la représentation était conduite par M. Thabo Mbeki, numéro deux de l'organisation — a indiqué : « Nous avons trouvé un terrain d'entente sur le genre d'Afrique du Sud que nous souhaitons. Cela implique la protection des langues, des cultures et des religions, et la protection des droits individuels dans une démocratie multipartite. » Le communiqué poursuit :

« Deux blessés dans un attentat. — Deux bombes ont explosé, le jeudi 26 mai, dans le centre de Pretoria, faisant au moins cinq blessés selon des témoins (nos dernières éditions du 27 mai). Les premiers témoignages faisaient état de un ou deux décès mais ils n'ont pas été confirmés. La police a indiqué que deux femmes blanches avaient été blessées dans les explosions mais n'a donné aucun autre détail. Elles se sont produites à cinq minutes d'intervalle à une heure de grande affluence. — (AP) »

« Malgré d'importantes divergences concernant la stratégie à adopter pour parvenir à ce but, nous nous sommes mis d'accord pour poursuivre nos discussions sur ce sujet et sur d'autres. » Les deux formations considèrent que « tous les Sud-Africains doivent prendre part au processus de développement d'un avenir juste ».

M. Mbeki a affirmé que cette rencontre constituait « le début d'un processus dont l'ANC espère la poursuite ». M. Mbeki a salué dans le NDM « un groupe politique important qui représente un point de vue de poids dans la communauté afrikaan ». « Nous voulons », a-t-il ajouté, « que les Afrikaners aient leur part dans le combat contre l'apartheid. »

« Nous devons agir ensemble », a-t-il encore dit. Evoquant l'utilisation par l'ANC de la violence, qui constitue la principale pomme de discorde avec le NDM, M. Mbeki a dit qu'elle pourrait être reconsidérée « si les conditions changeaient ». — (AFP)

## Le sommet de l'OUA à Addis-Abeba

### M. Hissène Habré réagit avec circonspection aux propositions libyennes

La reconnaissance du régime de N'Djamena par le colonel Kadafi et les multiples questions que soulèvent les déclarations du numéro un libyen (le Monde du 27 mai) ont occupé le devant de la scène à l'ouverture officielle du vingt-quatrième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, le jeudi 26 mai à Addis-Abeba.

En outre président en exercice de l'organisation, le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, a lu à la tribune les propositions du dirigeant libyen. Les Afrikaners, pris de court par ce nouveau coup de théâtre, n'ont pas réagi dans la journée de jeudi, la plupart d'entre eux cherchant à s'informer davantage auprès de journalistes étrangers présents au sommet et auprès des délégués libyens, très souriants et accessibles, indique l'AFP.

Pour sa part, Hissène Habré a réagi avec circonspection. « Je ne suis pas en possession du contenu exact des déclarations du colonel Kadafi. Néanmoins, il semble qu'il aurait dit qu'il était disposé à renouer les relations diplomatiques avec le Tchad, en somme à tourner une page », a-t-il déclaré à l'AFP et à Radio-France internationale. « S'il est vérifié que cette déclaration est exacte, nous pensons que c'est quelque chose de positif, a-t-il ajouté. Le Tchad a toujours cherché à ce que la guerre cesse entre les deux pays et qu'ils puissent inaugurer une ère de relations de bon voisinage et, pourquoi pas, de coopération. »

« Convenez, a toutefois dit M. Hissène Habré, que Kadafi nous a habitués à ce genre de déclarations contradictoires, d'autant plus qu'il n'a pas su, une fois de plus, éviter d'insérer dans nos affaires libyennes et, sur ce point, nous ne permettons ni à Kadafi ni à personne d'autre de se mêler des affaires du Tchad, qui est assez grand. »

M. Hissène Habré faisait ainsi allusion à la proposition libyenne de rencontre entre lui-même et les chefs des autres « factions tchadiennes » à Tripoli, ce qui est évidemment inacceptable pour lui si ces ententes sont organisées sur un pied d'égalité.

Selon certains délégués, l'apparente volte-face du colonel Kadafi servirait pas étrangers conseils de l'Algérie, qui souhaiterait voir participer au prochain sommet arabe d'Alger, à partir du 7 juin, une Libye plus crédible sur le plan international. Cela n'aurait pas été le cas si l'OUA avait eu à condamner l'attitude du colonel Kadafi, qui ne s'était pas rendu à Addis-Abeba pour dialoguer avec son rival tchadien dans le cadre de la réunion du comité ad hoc.

de l'organisation saisi du contentieux sur la bande d'Aouzou.

### M. Moussa Traoré nouveau président de l'organisation

De nombreuses rencontres ont eu lieu, en marge des débats. Toutefois, le président Moubarak a quitté Addis-Abeba quelques heures après l'ouverture du sommet sans avoir rencontré le président Chadli. Comme de nombreux délégués lui prêtaient l'intention de le faire, dans la perspective d'une prochaine normalisation algéro-égyptienne.

Comme on pouvait s'y attendre, un francophone succède à un anglophone pour la présidence de l'organisation, assumée à tour de rôle par les chefs d'Etat des pays membres, pendant un an. C'est le président du Mali, le général Moussa Traoré, au pouvoir depuis le putsch qui renversa Modibo Keita en 1968.

### La France « accueille favorablement » l'initiative de Tripoli

Le porte-parole du Quai d'Orsay a réagi en ces termes, le jeudi 26 mai, à l'initiative du colonel Kadafi : « La France accueille favorablement l'intention exprimée par les autorités libyennes d'établir des relations normales avec le gouvernement tchadien. Elle espère que cette décision contribuera au règlement positif des problèmes de la région dans le respect des principes et du droit international. »

Le porte-parole a précisé que l'ambassadeur libyen à Paris, porteur d'un message, avait été reçu à sa demande par M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères.

« Rétablissement des relations diplomatiques entre la Tunisie et l'Éthiopie. — La Tunisie et l'Éthiopie ont décidé, le jeudi 26 mai, de rétablir leurs relations diplomatiques après une rupture de plus de dix ans, a-t-on annoncé de source officielle à Tunis. Cette décision a été prise par le président Ben Ali et le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, lors d'une rencontre jeudi à Addis-Abeba à l'occasion du sommet de l'OUA. La rupture avait été décidée par Addis-Abeba après la reconnaissance par la Tunisie, en juillet 1975, du Front de libération de l'Érythrée (FLE), qui dispose depuis cette date d'un bureau et d'un statut diplomatique à Tunis. — (AFP) »

## Le Sahara occidental après la normalisation algéro-marocaine

### La prospérité pour gagner les suffrages

DAKHLA de notre envoyé spécial

Installés avec un certain confort dans les tranchées du mur de défense qui entoure désormais la quasi-totalité du Sahara occidental, les soldats marocains boivent du thé à la menthe et jouent avec leurs chats. A Aousserd, sur le versant sud-est de la ligne de défense, les seules détonations sont celles d'une séance d'entraînement, alors que l'immensité du désert survolté en hélicoptère semble plongée dans un silence que ne rompent que les colonnes de camions de ravitaillement.

« Ici et là une roquette nous parvient de l'autre côté, tirée d'une distance de plusieurs kilomètres », affirme le commandant de la base, le colonel Mzard Housseini. L'avis d'agir sur le mince no man's land laissé entre le mur et la frontière, et sur les territoires algériens et mauritaniens voisins, les maquisards sahraouis ne se manifestent plus guère. La dernière attaque d'envergure a eu lieu le 30 janvier, nous affirmant-ils, mais elle n'a entraîné que la destruction de la « zone sud », à Agadir.

Le responsable des opérations militaires, le général Abdelaziz Benani, souligne néanmoins que « le travail reste le même », car il s'agit de surveiller près de 2 500 kilomètres de lignes de défense à travers le désert. « L'endroit est plus calme qu'il y a quelques années mais ce n'est toujours pas la paix... »

« Nous sommes prêts à attendre le règlement pendant vingt ans encore s'il le faut », déclare un membre important du gouverne-

ment marocain à propos du Sahara occidental. En effet, les « provinces récupérées » semblent installées désormais dans l'attente d'une pause officielle à laquelle personne ne semble croire mais dont les bienfaits sont déjà manifestes. Lâchés dans un état de sous-développement profond par l'autorité coloniale, le Sahara a pris son essor grâce à une paix de facto et à des investissements si importants qu'ils provoquent déjà quelques remous au Nord.

Selon des chiffres officiels, près de 10 milliards de francs auraient déjà été investis au Sahara occidental depuis 1976 tant par l'Etat que par le secteur privé. La capitale, Laayoune, est indiscutablement et attire un grand nombre de migrants du Nord mais aussi certains nomades sahraouis, qui, après avoir passé plusieurs années avec les maquisards indépendantistes à Tindouf, en territoire algérien, ont tendance à utiliser les subterfuges des hommes du désert pour quitter ce que certains d'entre eux affirment être des « camps de concentration ».

Outil de ce développement, la route bitumée entre Tafaya et Dakhla, inaugurée le mois dernier, est ouverte à la circulation sans aucune restriction. Parallèlement, la compagnie d'aviation nationale assure des vols réguliers entre les villes du Nord et les trois principales localités du Sahara, alors que les autorités mettent en place un réseau téléphonique automatique. « Grâce à l'élevation manifeste du niveau de vie, constate un diplomate, la Couronne s'est assurée de grands frais de concours de la majorité des Sahraouis en cas de référendum. »

CHARLES LESCAUT.

## MAROC

### Création d'une organisation des droits de l'homme

Rabat. — Un groupe de juristes et d'intellectuels marocains a décidé la création d'une Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) totalement indépendante des partis politiques, a-t-on appris à Rabat, le jeudi 26 mai.

Elle tiendra samedi, à Rabat, sa réunion constitutive en présence des membres fondateurs, parmi lesquels M. Mehdi El Mandjra, professeur d'économie à l'université Mohammed-V de Rabat et membre de l'Académie du royaume ; M. Mohamed Bouzouba, journaliste, et M. Fatima Mernissi, écrivain et professeur de sociologie également à l'université Mohammed-V.

Dans un communiqué remis à la presse, cette organisation déclare s'être fixée pour objectif d'approfondir la prise de conscience des droits de l'homme individuels et collectifs, d'œuvrer en vue de l'abrogation de certaines dispositions législatives et réglementaires marocaines qu'elle

estime « contraires aux libertés individuelles et publiques », de renforcer l'autorité et l'indépendance du secteur judiciaire, et de défendre les victimes des violations des droits de l'homme tant au Maroc qu'à l'étranger.

Si elle affiche sa détermination à garder ses distances vis-à-vis du pouvoir public et des partis politiques, l'OMDH déclare néanmoins chercher « à garantir une large représentativité de toutes les tendances intellectuelles, politiques et syndicales engagées en faveur des droits de l'homme, ainsi que la participation de toutes les personnes se préoccupant de cette cause ».

Plusieurs organisations humanitaires existent déjà au Maroc, mais elles ne se manifestent que très rarement. Parmi elles figurent l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) et la Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme, proche du parti de l'istiglal. — (AFP)

## SÉNÉGAL

### MM. Diouf et Wade se sont mis d'accord sur une « table ronde nationale »

Dakar. — Le président Abdou Diouf et le chef de file de l'opposition sénégalaise, M. Abdoulaye Wade, se sont rencontrés le jeudi 26 mai et se sont mis d'accord sur l'organisation d'une « table ronde nationale » pour évoquer tous les problèmes du pays.

Le principal adversaire du chef de l'Etat à l'élection présidentielle de février a été reçu pendant deux heures par M. Diouf. Il a précisé à sa sortie du palais présidentiel que

cette table ronde, à laquelle sera convié l'ensemble de l'opposition, se traduira par l'installation d'ici une quinzaine de jours de trois ou quatre commissions qui se pencheront sur les questions politiques, économiques et sociales, ainsi que sur les problèmes d'éducation et de la jeunesse.

« Tous les problèmes, sans exclusion, seront évoqués dans ces commissions », a déclaré le chef du Parti démocratique sénégalais

(PDS), il a précisé qu'il n'avait pas été question d'une quelconque participation au gouvernement.

Il a souligné d'autre part que la démarche qu'il venait d'effectuer n'engageait que son parti, mais il a ajouté qu'il allait prendre contact avec l'ensemble de l'opposition sénégalaise, car « il est tout à fait exclu que le PDS discute de manière bilatérale de ces problèmes », a-t-il déclaré. — (AFP)

## Proche-Orient

### ISRAËL

### Une journaliste se plaint de mauvais traitements lors de son interrogatoire

Jérusalem. — Une journaliste de l'hebdomadaire israélien d'extrême gauche Derekh Hanitzotz, M<sup>me</sup> Hadas Lahav, libérée mercredi 25 mai sous caution, a dénoncé les « mauvais traitements » et les « pressions psychologiques » qu'elle aurait fait subir ses interrogateurs du Shin Beth, les services de sécurité intérieure israéliens.

« J'ai été interrogée jour et nuit pendant soixante-douze heures après mon arrestation le 3 mai. Pour me déstabiliser psychologiquement, ils m'ont mis un bandou sur les yeux et des écouteurs sur les oreilles, diffusant des bruits assourdissants », a déclaré M<sup>me</sup> Lahav, trente-quatre ans, à l'AFP. La jeune femme, chargée des pages culturelles du journal, était soupçonnée d'être en contact avec le Front démocratique de libération de la Palestine, le FDLP de Nayef Hawatmeh.

« J'ai été enfermée pendant deux jours au secret dans une cellule minuscule, sans fenêtre », a-t-elle ajouté. Elle a accusé ses interrogateurs d'avoir excrucé sur elle un véri-

table « chantage à la torture » en la mettant en présence d'un prisonnier palestinien qui l'a suppliée de « passer aux aveux pour mettre fin aux mauvais traitements qu'on lui faisait subir ».

« Mes compagnons sont innocents. Nous sommes victimes d'une chasse aux sorcières », a poursuivi M<sup>me</sup> Lahav, qui rejette catégoriquement les accusations portées contre le groupe Derekh Hanitzotz (éditant le journal du même nom) d'être de mèche avec le FDLP. — (AFP)

« Vingt-sept suspects palestiniens arrêtés après une égrégation contre un Israélien. — La police israélienne a arrêté vingt-sept suspects arabes palestiniens, le jeudi 27 mai, dans la vieille ville de Jérusalem, après qu'un Israélien de seize ans eut été blessé dans la matinée d'un coup de couteau dans le dos. Le blessé, Hannech Albet, étudiant dans une Yéchiva (école talmudique) du quartier juif de la vieille ville, a été transporté à l'hôpital Hadassah. Son

état a été qualifié de « stationnaire », par des médecins de cet établissement.

D'autre part, le tribunal militaire israélien de Naplouse, en Cisjordanie occupée, a condamné à quinze ans de prison ferme un Palestinien de dix-neuf ans qui avait légèrement blessé d'un coup de couteau un militaire au centre de Naplouse, le 29 décembre, à-t-on précisé de mêmes sources. — (AFP)

### La guerre du Golfe

### Des vedettes iraniennes attaquent un méthanier

Téhéran a annoncé, le jeudi 26 mai, l'envoi de milliers de vedettes sur le front après la défaite enregistrée par ses forces à l'est de Basorah, tandis que trois vedettes iraniennes attaquaient un méthanier norvégien dans le détroit d'Ormuz.

L'Irak, qui a annoncé de nouvelles offensives, a affirmé de son côté que sa DCA avait abattu un chasseur-bombardier iranien F-5, tandis que les combats continuaient de faire rage dans la région de Chalamech, ville reprise par les Irakiens mercredi.

Le méthanier de 15 530 tonnes, appartenant à un armateur norvégien et battant pavillon libérien, a été attaqué au moment où il sortait du détroit d'Ormuz. Un petit incendie s'est déclaré à bord du Mundogas-Rio, qui transporte du gaz liquéfié, mais on ne signalait aucun blessé parmi les membres d'équipage.

L'Iran a proposé à plusieurs Etats arabes du Golfe de leur revendre des missiles anti-aériens Stinger de fabrication américaine, écrit vendredi le Times de Londres. Selon une source arabe « haut placée » citée par le quotidien britannique, Téhéran a actuellement en sa possession suffisamment de missiles Stinger fournis par les moudjahidins de la résistance afghane, sympathisants du régime iranien, pour en revendre une partie à ses voisins arabes. L'Iran a déjà revendu plusieurs de ces missiles au Qatar et vient d'entamer des pourparlers avec un autre pays arabe, précise cette source. — (AP, AFP)



## LES DOM-TOM

Par Jean-Luc Mathieu

Sous-emploi massif, économie moribonde, inégalités, revendications indépendantistes : Jean-Luc Mathieu nous permet de comprendre l'origine des difficultés des DOM-TOM et leur actualité particulièrement préoccupante.

Collection « Politique d'aujourd'hui » puf  
272 pages - 149 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



L'UNE DE CES DEUX PAGES



Ogilvy & Mather NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company.

Il aura fallu attendre des siècles pour savourer des sodas, des yaourts aux fruits ou des desserts... avec si peu de calories et autant de

plaisir. Heureusement maintenant il y a NutraSweet.\* NutraSweet ne sera jamais en vente mais vous le trouverez partout. Dans tout ce que

vous aimez, il apporte toute la douceur, et peu de calories. NutraSweet est un édulcorant composé de constituants protéiques similaires

à ceux des aliments que vous consommez habituellement. Il vous apporte le plaisir du goût et seulement le plaisir du goût.

صكنا من الأصل

AUSSE

CORANT



صكنا من الأصل

... Le Monde • Samedi 28 mai 1988 5

EST AUSSI PEU CALORIQUE QUE L'AUTRE.

Ogilvy & Mather NutraSweet est une marque déposée de The NutraSweet Company

ÉDULCORANT FORT EN GOÛT FAIBLE EN CALORIES.





هكذا من الأصل



# Diplomatie

## Europe

### et les réformes en Union soviétique

## « Le style de notre politique étrangère a changé »

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

La politique étrangère peut-elle être un atout pour M. Gorbatchev dans la lutte sourde qu'il mène contre les éléments conservateurs de la société et du pouvoir soviétiques ? Le secrétaire général, manifestement, le pense. La manière dont on se prépare ici à accueillir, dimanche, M. Reagan est d'ores et déjà une indication : presse, radio et télévision consacrent tous leurs efforts à l'événement. Certes, reconnait-on ici et là, aucun document fondamental ne sera signé lors de ce quatrième sommet Reagan-Gorbatchev, mais qu'importe puisque la volonté d'améliorer les relations américano-soviétiques est un fait accompli et que de nouveaux progrès en matière de réduction des armements sont à portée de la main.

Ne discute-t-on pas déjà dans les couloirs des avantages et des inconvénients de Genève et de Helsinki pour une cinquième rencontre entre les deux « amis » ? Les deux « amis » de l'empire du mal et le messie de la transparence ? L'importance que M. Gorbatchev accorde à la politique étrangère dans sa stratégie ressort tout à fait clairement des thèmes déjà approuvés par le comité central et qui seront soumis à la fin du mois de juin à la conférence du parti.

Sur vingt-huit feuillets que compte ce document publié le jeudi 26 mai, trois seulement sont consacrés à l'action de l'Union soviétique à l'extérieur, mais le ton de ces trois pages est révélateur : alors que toute la partie consacrée à la société soviétique n'est que critiques, dénonciations des insuffisances et exhortations non pas à faire mieux mais à faire différemment, le chapitre politique étrangère est empreint d'auto-satisfaction. La reconstruction n'a-t-elle pas déjà permis « deux grandes réalisations pratiques : la

signature du traité sur l'élimination des armes intermédiaires (FNI) et le début du retrait de nos troupes d'Afghanistan » demandent les rédacteurs des thèses de la conférence.

Mais ils vont beaucoup plus loin dans l'analyse, et cela fera certainement tout aussi chaud au cœur de M. Reagan que froid à celui de M. Andreï Gromyko, puisqu'ils se livrent, pour la première fois, dans un document qui engage le parti, à une critique de la diplomatie des années de stagnation, c'est-à-dire de la période Brejnev. « Notre ancienne politique étrangère, écrivent-ils, n'a pas échappé au dogmatisme et au subjectivisme ; elle était en retard par rapport aux changements fondamentaux qui se produisaient dans le monde, et a été des occasions de réduire les tensions internationales et de renforcer la compréhension entre les nations. Dans nos efforts pour atteindre la parité militaire-stratégique, nous n'avons parfois pas su utiliser les occasions qui se présentaient d'assurer notre sécurité par des moyens politiques ; en conséquence, nous nous sommes laissés tenter par la course aux armements, ce qui n'a pu qu'effacer notre progrès économique et social et notre prestige sur la scène internationale ».

Aucun exemple précis n'est cité, mais on pense immédiatement à la décision de Brejnev d'autoriser, au milieu des années 70, l'implantation des SS-20 et à l'invasion de l'Afghanistan. On pense aussi à l'exploitation par Moscou de divers conflits régionaux comme ceux du Cambodge, de l'Afrique australe, de l'Amérique centrale, du Proche-Orient, ainsi qu'au soutien à l'Éthiopie. Le document n'affirme-t-il pas, en effet, que notre monde comporte « un potentiel formidable pour la coexistence, la coopération et la recherche de solutions politiques aux problèmes urgents ».

Voilà qui nous éloigne de l'exaltation de naguère du « devoir interna-

tionnaliste », puisque « le style tout entier de notre politique étrangère a changé ; sa marque caractéristique est le dialogue ». « Durant les années de la reconstruction, les relations avec un grand nombre d'États voisins ont été améliorées ou établies. Et nos relations ne se sont dégradées avec aucun État ».

### « Tournaient fondamental »

La principale amélioration concerne bien sûr les États-Unis. Elle est d'ailleurs qualifiée non sans optimisme de « définitive » dans les thèses de la conférence, qui soulignent l'aspect « symbolique » des rencontres au sommet et le « tournant fondamental » pris en direction de la suppression du danger nucléaire au bénéfice d'un monde qui serait régi « par le respect de la loi, de la moralité et des obligations internationales ».

Le respect, bien tardif, d'anciens principes n'a pas empêché l'URSS d'améliorer nettement son image internationale « en renforçant la confiance en notre pays plutôt qu'en augmentant sa puissance », font remarquer les rédacteurs du texte. A se demander si on n'est pas en présence de cette déclaration de non-agressivité émise à plusieurs reprises par M. Reagan.

Qui vivra verra, et on en saura plus au lendemain de la visite du président américain. Non qu'il faille s'attendre encore une fois à des événements sensationnels mais parce qu'il est vrai que l'établissement de la confiance entre deux États comme l'Union soviétique et les États-Unis ne peut pas reposer seulement sur des mesures de réduction des armements. Il dépend aussi d'un nouveau comportement de l'URSS, tant dans les crises régionales déjà citées, qu'à l'égard de ses propres citoyens.

Même si M. Shultz arrive ici avec de nouvelles idées pour débloquer les négociations sur la réduction de 50 % des armes stratégiques (START), même si M. Gorbatchev relance le jeu en promettant pour bientôt une réduction des forces conventionnelles soviétiques en Europe de l'Est, il n'en faudra pas pour autant assécher les conversations beaucoup plus discrètes (parfois au niveau des experts) qui seront consacrées pendant le sommet à l'Afrique australe, au Proche-Orient et au Cambodge. Ce n'est bien sûr pas un hasard si Hanoi a choisi d'annoncer, la veille de la rencontre, le retrait du Cambodge de la moitié de son contingent.

La remarque vaut également pour le président Najibullah qui vient de se lancer dans une opération d'ouverture de la dernière chance et qui a décidé enfin de rendre la liberté au journaliste français Alain Guillo. D'autres gestes du même genre vont sans doute émailler les jours qui viennent.

Le grand communicateur qu'est M. Gorbatchev n'a pas d'autre choix, en effet, que de convaincre de sa bonne volonté l'opinion publique occidentale en général, américaine en particulier. Pour cela, il lui faut le plus loin possible avec M. Reagan, qui bien peu soupçonneront aux États-Unis d'avoir cédé au chant des sirènes rouges. De nouveaux sacrifices fructueux seront sans doute nécessaires puisqu'il faut pouvoir faire état de nouveaux résultats pour convaincre les Soviétiques que la « perestroïka » comporte des avantages, et faire taire les grommellements d'une bureaucratie tentée par le sabotage. Et ce n'est pas sur la scène intérieure que M. Gorbatchev peut obtenir à court terme le succès « c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens » qui mettrait ses adversaires en débandade.

JACQUES AMALRIC.

### Adoption du projet de loi sur les coopératives

Le Soviet suprême — le Parlement soviétique — a voté, le jeudi 26 mai, à l'unanimité et à main levée, comme il est de coutume, un projet de loi sur l'activité des coopératives, désormais placées sur un pied d'égalité avec les entreprises d'État.

Les députés soviétiques se sont tout de même permis de retarder d'une journée le vote du projet de loi, qui aurait dû être adopté dès mardi. Plusieurs d'entre eux ont, en effet, réclamé l'examen d'amendements visant à atténuer certaines restrictions au développement du mouvement coopératif.

Le député Alexei Ponomarev, qui présidait une commission parlementaire chargée d'étudier ces amendements, a indiqué que les députés avaient surtout critiqué un décret fiscal promulgué le 1<sup>er</sup> avril. Ce décret, qui institue un système d'imposition progressif des coopératives allant jusqu'à un taux d'imposition de 90 % des bénéfices, aurait eu pour effet de priver les coopératives les plus rentables d'une grande partie de leurs gains, supplantant ainsi la fonction d'incitation du profit.

Selon M. Ponomarev, le gouvernement a accepté de modifier le décret fiscal, « afin que la loi n'empiète ni sur les intérêts de l'État ni sur ceux des coopératives ».

Les critiques sont venues en particulier de députés d'Estonie, l'une des républiques baltes qui ont été jusqu'ici les plus innovatrices dans le développement du secteur privé.

La nouvelle loi votée jeudi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Les coopératives n'ont connu jusqu'ici qu'un succès limité : seules neuf mille d'entre elles ont été créées en République de Russie, par exemple, employant cent sept mille personnes pour cent quarante-huit millions d'habitants. — (AFP, Reuters.)

● UEO : ouverture des négociations sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. — L'Espagne et le Portugal ont annoncé officiellement le jeudi 26 mai à La Haye leurs pourparlers avec l'UEO (Union de l'Europe occidentale), en vue de leur adhésion à cette organisation, la seule instance européenne compétente en matière de défense. Cette première réunion, qui s'est déroulée au niveau des directeurs politiques des ministères des affaires étrangères, avait un caractère formel. Les délégations ont confirmé que les pourparlers seraient conduits séparément avec chacun des pays candidats tout en observant « un certain parallélisme ». Il est convenu de tenter de conclure la prochaine réunion ministérielle de l'UEO en novembre prochain. — (AFP.)

### La limitation des mandats

## Une victoire posthume de Khrouchtchev

La limitation des mandats édictés qui sera ratifiée par la prochaine conférence du parti soviétique présente plusieurs similitudes avec la réforme que Khrouchtchev avait introduite au vingt-deuxième congrès, en octobre 1961, et que Brejnev s'était empressé d'annuler. Il avait été décidé à l'époque que les membres de la direction suprême (le Politburo, que l'on appelait alors présidium) ne pourraient pas exercer plus de trois mandats consécutifs : comme la durée d'un congrès à un autre était alors de quatre ans (contre cinq aujourd'hui), la limite était donc de douze ans.

On était même allé un peu plus loin qu'aujourd'hui en prévoyant également que chaque congrès devrait obligatoirement renouveler d'un quart le comité central et le Politburo d'un tiers les mêmes instances au niveau des républiques et pour moitié les organismes dirigeants des cellules de base.

Sur bien d'autres aspects, en revanche, les dispositions d'aujourd'hui vont plus loin : d'abord parce qu'elles sont étendues aux fonctions parlementaires et pas seulement au parti, ensuite parce qu'elles s'appliquent à toutes les institutions, alors que, en 1961, le comité central, principal endroit où les responsables s'accrochaient à leur siège, était tenu à l'écart.

Enfin, l'exception est dorénavant la troisième mandat (voté à la majorité des trois quarts) et rien d'autre, alors que Khrouchtchev avait admis le maintien au-delà de trois mandats de « personnalités jouissant d'une autorité reconnue pour leurs hautes qualités politiques et de gestion ».

A l'époque, on pensait que le premier secrétaire serait le premier bénéficiaire de cette exception, alors qu'il fut en fait le premier et unique victime de la règle qu'il avait édictée. Et l'on a appris depuis lors, grâce à un de ses conseillers de l'époque, que Khrouchtchev voulait aller beaucoup plus loin : dans son projet initial, a raconté Fedor Bouratinski en février dernier dans la *Litvinskaya Gazeta*, il était question

de limiter les mandats à deux et non trois, mais les opinions « différaient radicalement » et le projet fut « modifié jusqu'à en être méconnaissable ». Curieusement, les plus ardents protestataires n'étaient pas les vieux, mais « les responsables plus jeunes, qui trouvaient tout à fait injuste que les représentants de la vieille génération, qui avaient déjà fait leur temps, tentent de limiter leurs possibilités ».

### Vers un renouvellement systématique du comité central

L'impact des changements annoncés est encore théorique, puisque ceux-ci n'entreront en vigueur qu'à partir du prochain congrès, en 1991, et qu'une application rétroactive reste douteuse. Même dans ce cas, l'arrivée de M. Gorbatchev au poste de secrétaire général serait datée de mars 1985, date du premier congrès qui a ratifié son élection par le comité central un an plus tôt, ce qui assure son maintien en fonctions jusqu'en 2001, pour peu qu'il trouve, en 1986, les 75 % de voix nécessaires à un troisième mandat... Si la nouvelle loi n'est pas rétroactive, le secrétaire général est assuré d'être en poste encore cinq ans de plus, soit jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.

En revanche, si les nouvelles dispositions trouvent leur rythme de croisière, le renouvellement du comité central devrait devenir beaucoup plus systématique. Une simulation effectuée grâce aux ordinateurs du système SOVT montre que 66 membres titulaires du comité central du dernier congrès de 1986 (sur 307) auraient été éliminés d'office pour avoir déjà accompli trois mandats, et que 111 autres auraient dû faire l'objet d'une réélection exceptionnelle à 75 % des voix. La même règle appliquée au dernier congrès brejnevien de 1981 aurait écarté pas moins de 95 titulaires réélus, soit un quart de l'effectif, et même la moitié si l'on avait appliqué la règle des deux mandats.

MICHEL TATU.

## Les intentions du secrétaire général

(Suite de la première page.)

Si l'on faut respecter la liberté de discussion et le pouvoir des soviets, et si l'on tient à ce qu'ils ne se sentent pas, et si toutes les organisations du parti devraient agir dans le respect de la Constitution et des lois, c'est bien que ce n'est pas le cas.

A la seule condition de le vouloir, on pouvait le savoir depuis vingt-cinq ans. C'était, de par le monde, de plus en plus largement admis depuis trente ans. Mais que cela soit dit, fût-ce en creux, dans un document officiel du comité central destiné à l'adoption par une conférence du parti, marque une rupture fondamentale dans l'histoire de l'Union soviétique.

C'est en effet la première fois qu'un sort de la seule dénonciation de la dernière « erreur » en date pour reconnaître la réalité du non-droit et proposer non pas une condamnation de la réalité mais une « réforme du système politique ». M. Gorbatchev n'a en ce sens pas tort de déclarer régulièrement qu'une « révolution » est en cours dans son pays, et cela bien que ses propositions de réformes constituent beaucoup plus une déclaration d'intention qu'un arsenal de mesures concrètes.

Hormis la limitation (deux fois cinq ans) du nombre des mandats édictés consécutifs qui pourront être brigués dans les appareils du parti et de l'État, la plupart de ces propositions sont d'ailleurs formulées de manière assez vague, quand elles ne sont pas seulement brièvement énoncées. La raison en est que ces thèses sont le fruit d'un compromis entre modernistes et conservateurs de la direction aux termes duquel les seconds ne les ont acceptées qu'à la condition qu'elles se donnent pas lieu à des décisions immédiates de la conférence (le Monde du 21 mai).

Les délégués seront donc seulement appelés à donner mandat au bureau politique de réaliser ces « réformes de portée historique » dont la rapidité et l'ampleur dépendront essentiellement des rapports de forces politiques qui prévaudront dans les années à venir. Actuellement favorables aux modernistes, ils ne l'ont pas toujours été depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, et rien ne garantit qu'ils le resteront demain.

Consacrée à la création de l'État de droit, la huitième thèse affirme que « le devoir de l'État est de veiller au renforcement de la garantie des droits et des libertés des citoyens », ce qui implique la création de « conditions matérielles et juridiques pour l'exercice des libertés constitutionnelles (libertés d'expression, de presse, de conscience, de réunion, de meeting, de défilé de rue, de manifestation, etc.) et des garanties plus strictes des droits individuels tels que l'inviolabilité de la personne et du domicile et le secret de la correspondance et des communications téléphoniques ».

Une « profonde réforme judiciaire » est en conséquence nécessaire, et il est alors dit, dans les « priorités », sont « un renforcement spectaculaire du rôle de la justice » fondé sur la « stricte observation des règles de procédure, de la publicité des débats et de la présomption d'innocence » ; sur la garantie d'indépendance de la magistrature (« subordonnée à la loi et à la loi seule ») ; sur le développement des activités du barreau et sur une réforme du fonctionnement du parquet dont le chef, le procureur général de l'URSS, a été limogé jeudi.

Des lois et des circulaires devront être abrogées, de nouvelles adoptées, et le principe général à respecter dans ce renouvellement législatif est que « tout est permis, sauf ce qui est interdit par la loi ».

### Le rôle du parti

Consacrée au fonctionnement interne et au rôle du parti, la cinquième thèse propose en premier lieu de « restaurer pleinement la conception légitime du centralisme démocratique », qui garantissait, est-il dit, la libre discussion politique jusqu'à l'adoption des décisions « par la majorité ». Les fonctions respectives du parti et de l'État devront, en deuxième lieu, être « précisément délimitées », ce qui implique que les comités du parti ne devraient plus adresser d'instructions directes aux organes de l'État et de l'économie, mais faire valoir leurs points de vue via les membres du parti appartenant à ces organes.

Cela semble relever de la simple manœuvre, mais l'objectif est néanmoins fondamental : empêcher des bureaucrates ignorants d'imposer, comme c'est aujourd'hui le cas, leur volonté aux gestionnaires, qu'ils soient membres ou non du parti. D'ici au prochain congrès, en 1991, l'appartenance au parti de chacun de ses membres devrait d'ailleurs être réexaminée à la lumière de « sa contribution à la cause de la « perestroïka », et des changements devraient parallèlement être introduits dans les procédures électorales dont « la véritable compétition, la large discussion des candidatures et le vote secret devraient devenir la norme ».

Le nombre des candidats devrait enfin « exister » le nombre de postes à pourvoir, et tous ces principes devraient s'appliquer du haut en bas de la hiérarchie — tout comme la limitation des mandats à laquelle il est toutefois prévu une entorse possible : si les trois quarts des électeurs concernés en sont d'accord, un troisième mandat peut être brigué. Cette règle ne pouvant être ni rétroactive ni adoptée avant le congrès de 1991, chaque responsable, y compris M. Gorbatchev, peut encore avoir devant soi douze ans, plus éventuellement cinq, ce qui est à peine plus cruel que la biologie.

Consacrée à la « pleine restauration du rôle et des pouvoirs des

soviets », la sixième thèse déplore d'abord la « ruine », aujourd'hui, du rôle des soviets et des ministères qui ne leur laissent « souvent qu'à entériner des décisions déjà prises ». Il est donc « vital » de leur donner (par le biais des impôts locaux) les possibilités « financières et matérielles » d'être de véritables assemblées en charge des quartiers, des villes, des régions ou des républiques qui les élisent — et cela notamment dans les domaines de l'économie et des rapports entre nationalités, dont la « décentralisation » devrait assurer la bonne existence. Il ne faut plus, autrement dit, que Moscou ait à s'occuper de tout et puisse, en conséquence, être tenu responsable de tout problème local.

Pour garantir enfin la prééminence des soviets sur les organes exécutifs, on ne pourra simuler l'existence d'un parti et des autres, et les députés devront, eux aussi, être élus avec multiplicité de candidatures et discussions de leurs mérites par la presse.

### Les « associations informelles »

Particulièrement novatrice, la neuvième thèse appelle à encourager et non pas à détruire, à museler ou à noyauter les organisations créées par l'initiative publique. « Cette expression recouvre en fait tout ce qui n'a pas été créé par le parti-État, c'est-à-dire les Églises et les « associations informelles », qui se sont multipliées depuis trois ans. Les uns et les autres devraient avoir « un plus grand mot à dire dans le processus politique », pouvoir déposer des projets de loi, « envoyer des représentants dans les instances de l'État et être les partenaires du gouvernement dans le développement des programmes sociaux, la résolution des questions de logement, de santé, d'éducation... » [...] En clair, il serait souhaitable que le monopole du parti, vigoureusement réaffirmé, n'exclue pas l'existence d'autres organisations représentatives et agissant, bien sûr, « dans le cadre de la Constitution ».

Chaque thèse se réfère aux principes léniens, pour bien marquer qu'il ne s'agit aucunement d'aller vers une démocratie parlementaire pluraliste. L'État de droit, qui est à fonder, serait en ce sens bel et bien « socialiste », et les thèses ne laissent aucun doute sur les difficultés qu'il y aura à créer cet hybride. « La « perestroïka », disent-elles, est un processus complexe, mené dans les difficultés et la lutte entre l'ancien et le nouveau, [car] les survivances de la mentalité conservatrice et bureaucratique se sont révélées tenaces, les adeptes des conceptions dogmatiques sont lents à céder, et des tentatives sont faites pour préserver les vieilles méthodes de gestion par le haut ».

Toutes les révolutions ne sont pas victorieuses, mais toutes sont très longues.

BERNARD GUETTA.



PARFUM  
**Panthère de Cartier**  
Paris



**Offre fantastique**  
**NEUBAUER**  
Votre **205** berline (3 ou 5 portes)  
en livraison immédiate  
avec l'intérieur en CUIR  
c'est **GRATUIT**  
du 1<sup>er</sup> au 30 juin



**NEUBAUER**  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

**Le Monde**  
**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**  
chaque mercredi (éditions datées jeudi)  
Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

**10 HEURES : LE MINI-JOURNAL**  
**L'ACTUALITÉ DU MONDE**  
Toute l'actualité  
en direct sur minitel  
**ACTUALITÉ**  
**36.15 LEMONDE**

## Europe

ESPAGNE : les élections régionales en Catalogne

### Une région où les conservateurs coulent des jours heureux

BARCELONE  
de notre envoyé spécial

Il est au moins une région d'Espagne où les conservateurs coulent des jours heureux : la Catalogne. Tous les sondages indiquent, en effet, que le coalition nationaliste modérée Convergència i Unió, de centre-droit, remportera à nouveau la majorité absolue lors des élections pour le Parlement autonome qui s'y dérouleront le dimanche 29 mai. Son secrétaire général, M. Jordi Pujol, se maintiendra donc, selon toute vraisemblance, à la tête de la Generalitat, le gouvernement autonome catalan entamant ainsi son troisième mandat consécutif, un record toutes catégories dans l'histoire de la jeune démocratie espagnole.

Le « pujoisme » serait-il donc invincible dans cette Catalogne, qui fut pourtant, traditionnellement, l'un des fiefs de la gauche ? Tout porte à le croire, tant qu'il s'agit, en tout cas, de voter pour la Generalitat. Car les Catalans semblent en proie à une étrange « schizophrénie électorale », comme la qualifie le directeur d'un journal de Barcelone : lorsqu'il s'agit de voter pour le Parlement de Madrid, c'est aux socialistes qu'ils accordent la majorité de leurs voix. Mais lorsqu'il s'agit d'élire leur propre Parlement autonome, M. Pujol, alors, n'a guère de rival.

La clef du mystère est pourtant simple. C'est son principal rival, le candidat socialiste Raimon Obiols, qui la livre : « Jordi Pujol a réussi à personifier, aux yeux des électeurs, l'image de la Catalogne. » Voter catalan, en un mot, c'est voter pour lui.

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, sa base électorale dépasse amplement, lors des consultations régionales, le cadre de ce nationalisme modérément conservateur qu'il incarne. Il compte également de solides appuis au sein de l'électorat catalan de gauche, qui, lui aussi, se veut nationaliste et n'est donc pas mécontent de voir à la tête de la Generalitat le candidat le plus « catalaniste » de tous. Il fait en

outre, pour de toutes autres raisons, le plein du « vote utile » au sein de la droite, qui voit en lui un rempart contre le socialisme. Il tire profit, enfin, de l'excellente conjoncture économique que connaît aujourd'hui la Catalogne.

M. Pujol, pourtant, affecte la modestie. « Ce que j'essaie simplement de faire, c'est d'offrir aux Catalans une espèce de cadre commun, où chacun peut se sentir chez lui, nous affirme-t-il. Notre nationalisme prétend être celui de l'intégration, et non de l'exclusion. Dans mes meetings, pour expliquer notre philosophie, j'ai coutume de comparer la Catalogne avec la place d'un village où les habitants se rassemblent le soir venu pour discuter tous ensemble : tous ont des idées différentes, mais chacun sait qu'il pourra les défendre sans être exclu de la place. »

#### Un style populiste

Conscient de son avantage, M. Pujol a fait une campagne tranquille, prêchant, avec des accents méditerranéens, les vertus du rassemblement. Son style populiste, en outre, a fait à nouveau merveille. Il fallait par exemple le voir, l'autre soir, à La Mina, l'un des quartiers les plus misérables de Barcelone, où s'est progressivement agglomérée, en alluvions successives, toute la population venue des bidonvilles des alentours : immigrés d'autres régions du pays pour la plupart, gitans dans leur majorité. Un public particulièrement difficile, donc, pour un nationaliste catalan. « Je connais votre détresse, mais j'aurais honte de vous faire des promesses à la veille des élections, comme tant d'autres, se contente de dire M. Pujol à la tribune. Je vous propose donc un marché : je reviendrai après, en juin, et nous parlerons de ce dont vous avez besoin. » Le public applaudit à tout rompre, la partie est gagnée : les gitans, eux aussi, voteront pour Convergència i Unió.

Face à la « force tranquille » pujoïenne, les socialistes catalans,

de leur côté, font une campagne davantage teintée d'idéologie. « Le véritable choix, c'est entre une Generalitat de droite ou une Generalitat de gauche », assure dans ses meetings M. Obiols, qui accuse M. Pujol de pratiquer le clientélisme au sein de l'administration autonome, et de favoriser, en matière de répartition des ressources, les maires dominés par son parti aux dépens de celles gérées par la gauche. « La situation du gouvernement catalan est des plus communes, tempère M. Obiols, c'est lui qui dépense, mais c'est le gouvernement socialiste de Madrid qui récolte les impôts. C'est Pujol qui a le beau rôle, et nous le mauvais. » Un argument de poids, si l'on songe que le budget annuel de la Generalitat atteint aujourd'hui quelque 700 milliards de pesetas (35 milliards de francs).

Quant aux autres formations, elles semblent condamnées au rôle de comparses : seuls les communistes (dont la Catalogne fut longtemps l'un des fiefs) pourraient enregistrer une poussée sensible : pour la première fois depuis le début de leur interminable crise, ils se présentent, en effet, unis devant les électeurs. Quant aux nationalistes de gauche de la formation Esquerra republicana, laminée par le « pujoisme », ils ne jouent plus guère, désormais, qu'un rôle marginal.

A droite et au centre, tant l'Alliance populaire que le Centre démocratique et social de M. Adolfo Suarez demandent aux électeurs de voter en fonction de considérations « nationales » et non pas seulement régionales : il s'agit, affirment-ils, de franchir en Catalogne le premier pas vers l'éviction des socialistes du pouvoir à Madrid. Un langage qui restreint peu d'écho dans cette région, où l'on n'aime guère servir de « laboratoire » de la politique nationale : lorsqu'il s'agit de choisir le président de la Generalitat, les Catalans ne se préoccupent guère de ce qui se passe à Madrid. Sans doute est-ce là, d'ailleurs, l'une des principales raisons du succès de M. Pujol.

THIERRY MALINIAK.

SUISSE : malgré l'augmentation du nombre des immigrés

### Les mouvements xénophobes sont en perte de vitesse

BERNE  
de notre correspondant

La population étrangère est à nouveau en légère progression en Suisse : selon les derniers chiffres publiés par l'Office fédéral des étrangers, le nombre d'immigrés s'élevait à 986 491 personnes à la fin du mois d'avril - 2,5 % de plus qu'un an plus tôt - soit, pour une population de 16,6 millions d'habitants, une proportion de 15,1 %.

Ces statistiques ne tiennent compte ni des fonctionnaires internationaux ni des saisonniers, ni des demandeurs d'asile. On compte en outre 138 292 frontaliers (en augmentation de 10,3 %). D'une année à l'autre, la population étrangère active s'est accrue de 3,5 % pour atteindre 592 202 personnes.

#### A court de main-d'œuvre

Alors que le nombre d'étrangers s'est élevé jusqu'à 16 % au début des années 70, les autorités helvétiques avaient été amenées à prendre des mesures de stabilisation sous les pressions conjuguées de la récession économique et des milieux xénophobes.

Aujourd'hui, la situation est sensiblement différente. Avec un taux de chômage inférieur à 1 %, la Suisse est plutôt à court de main-d'œuvre. Conséquence de cette évolution : les partis xénophobes sont en perte de vitesse et leur croisade contre la « surpopulation étrangère » ne semble plus guère faire recette du moins pour l'instant.

J.-C. B.

## RÉSULTATS (suite) GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



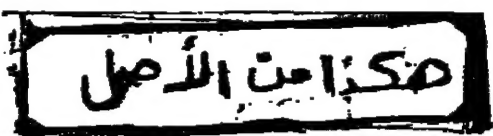
DU 98<sup>e</sup> AU 500<sup>e</sup> PRIX

Douze bouteilles de grands vins de France AOC

Eve ADAM, 75 Paris • Karen AGOU, 75 Paris • Victor AMBROGI, 33 Bruges • Sylvie ABOINE, 50 Cherbourg • Frédéric ANXOLABEHÈRE, 75 Paris • Guy ARBON, 94 Villejuif • Bernard ARNOULD, 93 Montreuil • Alain ASPECT, 91 Givry • Jacqueline ASSAËL, 75 Paris • Sybille ATCHOUE, 78 Méry • Béatrice AUDREN, 75 Paris • Gérard AYMERIC, 71 Le Creusot • Marcelle AYMERIC, 12 Aubin • Isabelle BACHELARD, 75 Paris • Claire BAJARD, 75 Paris • Jacques BALLERY, 18 Bouges • Bernard BARBIER, 77 Avon • Josette BARBIER, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Mario BARBOSA, 14 Livarot • Jacques BARET, 93 Cagny • Michel BARET, 75 Paris • Louis BARRET, 91 Boulogne-Billancourt • Jean-Philippe BARTHÉLÉMY, 33 Bordeaux • Alain BEAUFREY, 68 Triz-les-Méziers • Paulette BELADIT, 21 Beaune • Maurice BELARD, 59 Mons-en-Barœul • Gérard BENOTT, 75 Paris • Pierre BERNADAC, 54 Ludes • André BERNAL, 95 Gonesse • Roger BERNARD, 41 La Chaussée-St-Victor • Suzanne BERNARD, 27 Evreux • Jacques BERTHET, 69 Villeneuve • Alain BESNARD, 41 Les Monnaies • Sophie BETHENOD, 92 Antony • Jean-Pierre BETTON, 14 Livarot • M. BEWIG, 78 Rambouillet • Marcel BILLA, 60 Maignelay • Patricia BINET, 13 Marignane • Patrick BINET, 13 Marignane • Jean BIRCK, 57 Metz • Philippe BONDANO, 38 Grenoble • Thierry BONIFACE, 91 Chilly-Mazarin • Hélène BONNAMY, 94 Arcueil • Suzanne BONNAMY, 36 Châteaufort • Jean-Marc BONNEFOY, 71 Chagny • Michel BONNEFOY, 69 Lyon • Serge BONNEFOY, 38 Brignaud • Alain BONNET, 75 Paris • Marcel BONTEMPS, 78 Le Perrey-en-Yvelines • Patrice BOSCH, 94 Ivry-Seine • Geneviève BOUCHE, 56 Pontivy • J.-M. BOUTET, 72 La Miesse • BOUVET, 72 Le Mans • Christian BRASSEUR, 54 Nancy • Jacqueline BREMONT, 93 Rosny • Colette BRIGANT, 75 Paris • Jean-Louis BRÔ, 41 Blois • BRUNY, 13 La Ciotat • Jean-Emmanuel BRUYNE, 75 Paris • Madeleine BUDIN, 71 Chalons/Seine • Paulette BULCOURT, 06 Nice • Daniel BURIN, 76 Sotteville • Bernard BURTSCHY, 75 Paris • Alain BUSATO, 91 Morsang/Orge • Eugène CALVEZ, 29 Brest • GAQUET, 75 Paris • Abel CARNOT, 29 Saër • Michel CARRE, 75 Paris • Joël CAUSSE, 12 Villefranche-de-Rouergue • Claude CHARLARD, 78 Montigny-le Bretonneux • Philippe CHALOT, 31 Lacroix-Falgarde • René CHALET, 60 Lamorlaye • Emile CHAMBRIER, 38 Fontaine • Jean-Louis CHAMPEAUX, 92 Colombes • Pascal CHANTON, 92 Clamart • Alain CHARPENTIER, 91 Arpajon • Joséphine CHASTANG, 78 Rambouillet • Francine CHAUVAUT, 75 Paris • Elisabeth CHAVATTE, 08 Charleville-Mézières • Etienne CHAZAL, 75 Paris • Jean-Pierre CHAZAL, 75 Paris • Monique CHAZAL, 75 Paris • René CHAZAL, 94 Arcueil • Catherine CHILIN, 95 Vetheuil • Jean-Rémy CLAUSSE, 75 Paris • Joël COCHE, 56 Guidel •

J.-C. COINTEPAS, 75 Paris • Robert COINTEPAS, 75 Paris • Jeannine COQUAND, 38 Sassenage • Claude CONQUET, 46 Cahors • Muriel CONSTANT, 75 Paris • Jacky CORBONNOIS, 92 Rueil-Malmaison • Corinne COUDERT, 68 Courmoulin • A. COUPÈRE, 75 Paris • Michèle COUTIN, 92 Sceaux • Roland COUTOUY, 91 Palaiseau • Pierre COMBRUDDIE, 1640 Rhode-St-Genèse (Belgique) • Véronique CROIZET, 69 Lyon • Lucien CRUZ, 34 Le Cers • Raphaël CLARTERO, 78 Andrézy • Bernard DAHAN, 78 Versailles • François DANNY, 13 Martine DESBERRE, 92 Puteaux • Gilbert DANON, 22 Rostrenet • Marie DESBERRE, 92 Puteaux • Patrick DECHARTRE, 75 Paris • Robert DECOURT, 75 Paris • Roger DEGAS, 33 Bordeaux • Denise DEMAIN, 16 Ruffec • Guy DEMICHEL, 92 Orsay • Sylvie DEPAUW, 92 Meudon • Christophe DERAMBURE, 59 Commenegies • Gilbert DERAMBURE, 59 St-Sauve • Louis DE ROSSI, 24 Montpon • Marie-Thérèse DESBORDES, 56 Quénenbert • Penny DESBORDES, 94 Fontenay-sous-Bois • Alain DESCHAMPS, 33 Bordeaux • Anne DESCHAMPS, 93 Epagny • M. DESCHAMPS, 75 Paris • Alain DESROQUES, 95 Eaubonne • Gérard DESVAUX, 75 Paris • Ronald DE DIEUBONNE, 1180 Bruxelles (Belgique) • Jean-Claude DIQUELOU, 29 Quimper • Georges DOUGER, 50 La Haye-Pesset • Michel DOUGER, 78 Epone • Robert DOUTEAU, 16 Le Gond-Pontouvre • Francis FRAN, 78 Le Perrey-en-Yvelines • J.-C. DUBOIS, 41 Blois • Maryvonne DUBOIS, 41 St-Amand-Longpre • Marie-Alice DUCHET, 45 St-Denis-de-L'Hôtel • Constant DUFOUR, 59 Warechain-sous-Denain • François DUMONTEIL, 30 Alès • Maurice DUMONTEIL, 95 Argenteuil • Christian DUMUR, 75 Paris • Jeanne DUPIRE, 59 St-Sauve • Jean-Louis DUPONT, 56 Lanester • Lysiane DUPONT, 50 Equeurdreville • Pierre DUPONT, 50 Cherbourg • Gérard DUPRE, 92 Boulogne-Billancourt • Michel DUPUY, 94 Nogent-Marne • Jean DUPAT, 93 Sevran • Michel DUTAT, 93 La Courneuve • Louis DUVAL ARNOULD, 00186 Rome (Italie) • Monique DUVERNOY, 93 Rosny-sous-Bois • Charles ENGELMANN, 92120 Montargis • Françoise ESTIENNE, 60 Hermès • Michel ESTIQ, 38 Chartres • Roland FABY, 50 Hengneville/Seine • Gustave FARENC, 92 Meudon • Jean FAUCHER, 75 Paris • Claudine FAYRE, 78 Neauphle-le-Château • Alain FAYE, 78 Andrézy • Jacqueline FAYE, 78 Tril/Seine • Maria FERNANDES, 92 Rueil-Malmaison • Janine FONTAINE, 75 Paris • Raymond FONTAINE, 78 Andrézy • Bernard FOUCHER, 45 Orléans • Monique FOUCHER, 75 Paris • Didier FOUNTAUX, 93 Montreuil • Edouard FOURMOIS, 1160 Bruxelles (Belgique) • Jacques FOURNIER, 78 Maisons-Laffitte • Pierre FRADIM, 89 Orléans • Jacques FRANCHI, 75 Paris • Fa FRAULI, 75 Paris • René FREMIN, 94 Fontenay-sous-Bois • Claude GABARD, 78 Sonchamp • Régine GAC, 77 Lieusaint • Jean GANIAGE, 75 Paris • Monique GANIAGE, 75 Paris • Jean-Michel GARNIER, 90 Valdoie • Raymond GARNIER, 35 Noyat-sur-Vilaine • Jean-Marc GATTERON, 57 Arsmoselle • Madeleine GAUDINOT, 77 Thorigny-Marne • Monique GAUDINOT, Lagny-Marne • Gilles GUCCA, 13 La Ciotat • Régine GAUTHIER, 61 Vincennes • Louis GAYBAUD, 15 St-Flour • Michel GELINEAU, 72 Amage • Jean-Jacques GHOUSSE, 75 Paris • Denise GICCOLINI, 74 Annecy-le-Vieux • Marie-France GILBERT, 89 Auxerre • Françoise GIRON, 75 Paris • Françoise GRUCHET, 75 Paris • Annie GRUOT, 75 Paris • Pierre GOUSSAU, 17 Royan • Geneviève GOUSSSET, 35 Taverny • Jean-Claude GOUY, 77 Champs-Marne • Françoise GOYARD, 18 Vierzon • Marie-France GUEDJ, 75 Paris • Louis GUEDJ GUERLINZE, 51 Reims • Mayline GUERLINZE, 51 Reims • Claude GUIBON, 75 Paris • GUIDERDONI, 89 Auxerre • Jean-Yves GUIQUEN, 29 Cornay • Mireille GUILLET, 41 Blois • Dominique GUILLOIS, 29 Brest • François-Xavier GUITTER, 61 Fiers • Claude GUITTIN, 75 Paris • Jean GUITTIN, 75 Paris • Pierre GUITTIN, 91 Balancourt • Bruno GUYOT, 91 Ste-Geneviève-des-Bois • Jean-Frédéric HANSEN, 1050 Bruxelles (Belgique) • Catherine HAUDOUIN, 69 Lyon • Anne-Marie HAUDOUIN, 38 Grenoble • Simone HEILBRONN, 75 Paris • Christian HENRY, 91 Yerres • Raymond HERTWIG, 30 Langlade • Ellette HERVOIN, 12 Aubin • Yannick HERVOIN, 12 Aubin • Ursula HIBNER, 75 Paris • Eric HOLTOF, 72 Le Mans • Yolande HOSPICE, 13 Cassis • Bernard HOZE, 94 Maisons-Alfort • Gilles HYBERT, 92 St-Cloud • Martine HUGOT, 10 St-André-les-Vergers • Anissa IGHIL, 92 Asnières • Marie IGHIL, 93 Rosny-sous-Bois • Françoise ILCKINKAS, 75 Paris • Micheline JAUNAUX, 93 Vannes • Alice JEAN, 60 St-Just-en-Chaussée • Mathilde JEAN, 75 Paris • Dominique JEAN, 75 Paris • François JEHL, 75 Paris • André JOLY, 75 Paris • Hervé JOLY, 92 Rueil-Malmaison • Michel JOLY, 80 Cayeux/Mer • Louis JOURDAN, 38 Montargis • Raymond JULES, 33 Le Hallan • Maxime JULIAN GAUFRES, 75 Paris • Frédéric KASPROVIC, 01 Serrières-Demord • Rozenn KERRIST, 75 Paris • Serge KIBLER, 77 Avon • Paul-Joseph KRISER, 75 Paris • Colette LABRUE, 33 St-Sauve/Isle • Denis LACOSTE, 31 Toulouse • LAFORQUE, 09 Foix • Josiane LAIGO, 56 Ploemeur • Christophe LALO, 95 Le Plessis-Bouchard • Irène DE LAMOTTE, 75 Paris • Anna LAPLACE, 78 Le Perrey-en-Yvelines • Anne-Caroline LASCoux, 75 Paris • Gérard LECOMTE, 75 Paris • Rémi LEDOUX, 94 St-Maur • Michel LE GALL, 75 Paris • R. LEJEUNE, 38 Echirolles • Mariette LEPLAT, 83 Toulon • Christine LELEUX, 10 St-Benoît/Luc • Jean LEPUSANT, 75 Paris • LE NAOUR, 29 Brest • LEPAGE, 41 La Chapelle-Vendômoise.

Demain, suite du classement du 98<sup>e</sup> au 500<sup>e</sup> prix et du 501<sup>e</sup> au 600<sup>e</sup> prix





## Asie

### AFGHANISTAN

## M. Hassan Sharq a été nommé premier ministre

L'explosion d'un important dépôt de munitions de l'armée afghane, le dimanche 22 mai à Hérat, au nord-ouest du pays, aurait fait plusieurs centaines de morts et de blessés, selon un communiqué du mouvement Jemdat-I-Islam, publié le jeudi 26 mai à Peshawar. Ce communiqué indique que l'attentat a détruit la totalité des armes et munitions stockées dans le dépôt du 11<sup>e</sup> régiment de la division de Hérat, y compris des dizaines de chars et de blindés.

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

La nomination du docteur Hassan Sharq au poste de premier ministre du gouvernement afghan était attendue depuis plusieurs semaines. Il y a une quinzaine de jours, à Kaboul, nous avions évoqué avec lui cette éventualité. Le docteur Sharq, bien sûr, avait répondu qu'il n'était pas au courant de ces « rumeurs de Kaboul » et qu'« on » ne lui avait rien dit (le Monde du 14 mai). Puis il avait insisté sur un point à ses

yeux essentiels : « Je ne suis pas membre du parti » (le PDPA, le parti communiste au pouvoir).

Cette spécificité est l'une des raisons expliquant la promotion de celui qui cumulait jusqu'à présent les fonctions de vice-premier ministre et de ministre des réfugiés. M. Sharq a en effet le profil idéal pour tenter de rendre un peu plus crédible la politique de « réconciliation nationale », c'est-à-dire d'ouverture en direction des partis et des commandants de la résistance, qui est devenue le thème central (à défaut de résultats très probants) des discours du président Najibullah. M. Sharq remplace M. Sultan Ali Kochmand, à qui échoit le titre de secrétaire du comité central du PDPA. M. Kochmand, réputé pro-soviétique, et qui, comme le président Najibullah, est de tendance

parachutiste (l'une des deux factions rivales du parti, avec le Khalq) est déjà membre du bureau politique du PDPA. Ancien chef de cabinet du prince Daoud (alors premier ministre du roi Zahir Shah) de 1953 à 1963, puis vice-premier ministre de Daoud devenu chef de l'Etat (1973-1977), M. Hassan Sharq a été successivement ambassadeur au Japon puis en Inde (1980-1986).

Resté à l'écart des luttes internes du PDPA, le nouveau premier ministre, comme l'a montré sa carrière, est capable d'une grande faculté d'adaptation, mais aussi de dialogue, deux qualités qui vont être particulièrement importantes dans les mois à venir. Devant le défi que représente pour la survie de son régime le départ des troupes soviétiques, le président Najibullah a besoin d'une cohésion sans faille dans son propre camp. Or, jusqu'à présent, celle-ci n'existait pas, chacun sachant à Kaboul que le ministre de l'Intérieur et chef de la tendance Khalq du PDPA, le général Gulabzoi, ambitionne de remplacer le président « Najib ». Celui-ci a tiré les leçons du rapport des forces politico-militaires : l'armée et la lissandoy, la police militaire, sont majoritairement contrôlés par le Khalq, c'est-à-dire par le général Gulabzoi.

Pour rester au pouvoir, le chef de l'Etat doit donc composer avec son principal rival, il essaie de se créer en quelque sorte une « nouvelle majorité » au sein du PDPA, même si celle-ci n'est que de circonstance. Depuis un mois, plusieurs dizaines de militants du Khalq ont été libérés de prison, alors que bon nombre de

parachutistes restent incarcérés. Ces « petits gestes », et surtout le remplacement au poste de premier ministre d'un parachutiste par une personnalité « ocuménique », sont destinés à se concilier les bonnes grâces des chefs de l'armée (quarante-huit officiers supérieurs ont été nommés généraux à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, le mois dernier).

Cette redistribution des cartes au sein du PC afghan ne semble pas avoir de conséquences sur les liens avec le « parti frère » soviétique. D'autant que Moscou souhaite également qu'un régime acceptable, sinon par tous, du moins par le plus grand nombre, soit mis en place à Kaboul. Entre parachutistes et khalqis, les divergences se sont en outre beaucoup atténuées ces dernières années. Comme nous l'expliquait récemment un intellectuel afghan, « la tradition afghane et les appétits de pouvoir des uns et des autres l'emportent toujours sur les convictions idéologiques ». « Et puis, aujourd'hui, ajoutait-il, beaucoup de cadres du parti pensent à l'avenir et au moyen, si cela tourne mal, de sauver leur peau ».

LAURENT ZECCHINI

## La libération d'Alain Guillo serait imminente

L'Humanité du vendredi 27 mai a confirmé les informations faisant état de la libération prochaine du photographe français Alain Guillo, détenu par le régime de Kaboul. Le Monde était informé des négociations en cours entre Kaboul et Paris, mais n'en avait pas fait état jusqu'à présent, afin de ne pas gêner le déroulement. Jeudi en début d'après-midi, l'envoyé spécial dans la capitale afghane du quotidien communiste, Francis Crémieux, a été convoqué par un « proche collaborateur du président Najibullah » qui lui a déclaré : « Nous venons de décider la libération de votre concitoyen Alain Guillo, condamné pour atteinte à la sécurité de l'Etat et franchissement illégal de nos frontières. Je tiens à vous préciser que l'intervention de Georges Marchais et le dernier message du directeur de votre journal, Roland Leroy, ont joué un rôle déterminant dans la prise de notre décision ». Ce responsable afghan précisait qu'Alain Guillo serait libéré « dans deux ou trois jours ».

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

M. Gilbert Pérol, secrétaire général du Quai d'Orsay, est arrivé le jeudi 26 mai à Kaboul, porteur d'un message de M. Mitterrand au président afghan, M. Najibullah. Cette visite, dont l'objet est d'obtenir la libération du photographe français Alain Guillo, détenu depuis le 12 septembre 1987, est à rapprocher des propos relativement conciliants tenus récemment par le chef de l'Etat afghan. Le 14 mai, à l'occasion d'une conférence de presse à Kaboul, M. Najibullah, interrogé sur son attitude si une demande de grâce pour Alain Guillo lui était présentée par le président de la République française, avait répondu qu'il était prêt à examiner celle-ci avec « bienveillance » (le Monde du 17 mai).

M. Najibullah envoyait ainsi un « signal » à Paris, et les autorités françaises ont apparemment décidé de saisir la balle au bond. Les dirigeants afghans — et, selon des informations recueillies à Kaboul, plus encore les autorités soviétiques, en cette période de glasnost — ne souhaitent pas qu'Alain Guillo purge ses dix ans de prison. Leur souci était de « faire un exemple » pour éviter que d'autres journalistes entrent en Afghanistan avec le mouvement de la résistance. Mais ni la condamnation de Jacques Abocher ni celles d'Alain Guillo et de Fausto Biloslavo (le journaliste italien condamné en février 1988 à sept ans de prison et détenu avec Alain Guillo), n'ont été vraiment dissuasives.

Le gouvernement du président Najibullah est par ailleurs soucieux, au moment où s'amorce le départ des troupes soviétiques et où le maître mot de la politique gouvernementale est la « réconciliation nationale », d'acquiescer une respectabilité et une reconnaissance internationale, que la France, comme la plupart des pays occidentaux, n'a jamais acceptée de lui accorder.

Paris, comme les autres capitales de la Communauté européenne, soutient — mais sans ostentation — le combat des moudjahidines. Cette position n'a pas changé bien que, à tort ou à raison, le président Najibullah puisse tenter de se servir de la présence à Kaboul du secrétaire général du Quai d'Orsay (le plus haut représentant du gouvernement français à se rendre dans la capitale afghane depuis la « révolution » de 1978) et aussi de la lettre que lui a adressée M. Mitterrand pour prétendre à une certaine « légitimité ».

### Une « parodie » de procès

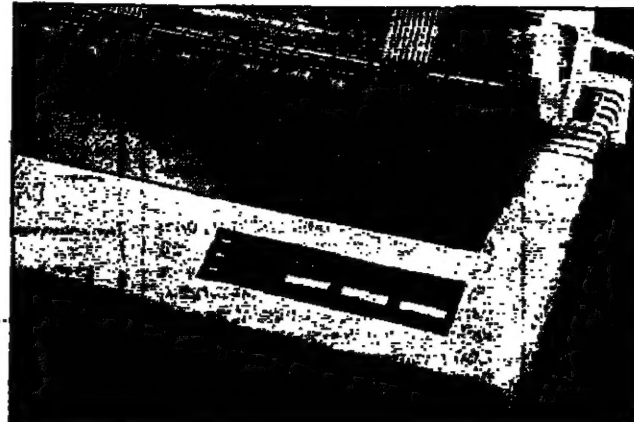
Dans l'immédiat, l'important est la libération d'Alain Guillo. Celui-ci est emprisonné à Pul-i-Charik, un centre-carcéral de sinistre réputation où sont enfermés plusieurs milliers de prisonniers, notamment des « politiques ». Le 15 mai, en compagnie de quelques confrères français et italiens, nous avons rencontré Alain Guillo (le Monde du 17 mai). Si son apparence physique était celle d'un homme affaibli, sa détermination et son moral semblaient apparemment intacts. Photographe et journaliste indépendant, il travaillait pour plusieurs agences, notamment l'agence Sygma. Arrêté aux environs de Daoulatabad, près de Maymana, dans le nord de l'Afghanistan, à la suite de la trahison d'un « petit commandant local de la résistance », Alain Guillo est, un habitué des reportages dangereux. Avant son arrestation, il s'était rendu une dizaine de fois en Afghanistan dans les mêmes conditions.

Après trois mois d'interrogatoires d'isolement, il avait pu rencontrer un chargé d'affaires français à Kaboul, M. Christian Lambert, dont les visites, devenues par la suite mensuelles, contribuèrent à atténuer les conditions de détention extrêmement dures. Le 4 janvier dernier, Alain Guillo avait été condamné à

dix ans de prison par le tribunal révolutionnaire pour « activités subversives et espionnage pour le compte de puissances occidentales ». En prison, l'intéressé nous avait parlé de cette « parodie » de procès. Il se considérait comme « un journaliste arrêté dans le cadre de son travail » et aussi comme un « otage ».

LAURENT ZECCHINI

# Montre en main, citez le fabricant de l'imprimante qui affiche la plus forte progression des ventes en France.





# Politique

## La préparation des élections législatives

### Marseille, cible du Front national

Des universitaires et des scientifiques marseillais ont lancé, le jeudi 26 mai, un appel contre la candidature de M. Le Pen dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône. « Il ne peut pas y avoir d'histoire d'amour entre Marseille et Jean-Marie Le Pen (...) Il n'amenait à Marseille que la violence et la haine. Il vouerait notre ville à un isolement mortel en France comme en Europe », écrivent-ils.

Toujours en lutte contre l'institut de sondages BVA, qui le donne largement battu dans la circonscription qu'il a choisie (le Monde du 27 mai), M. Le Pen a parié 100 000 francs avec le directeur de cet institut, qu'il lui versera s'il est vaincu. M. Michel Brulé a relevé le défi. « Bien, volontiers ! » a-t-il dit, vendredi, à Europe 1.

### Une place pour 89

MARSEILLE  
de notre envoyé spécial

Yves Montand tourne en ce moment à Marseille, cité de son enfance, une comédie musicale intitulée *Trois places pour le 26*. Tranquillement, au gré des péripéties de la vie, le chanteur se fabrique sous ses yeux une vision de ce qu'elle fut quand les colonies, la prospérité maritime, les périls imaginaires d'une autre immigration et une sauterelle méditerranéenne à couper au couteau, le faisaient palpiter à un rythme aujourd'hui révolu.

Pendant ce temps-là, la plupart des quelques quarante-cinq candidats, aux huit sièges marseillais de députés, courent les quartiers et, d'espérance en espérance, tissent leur toile ou en vérifient la solidité. Bernard Tapie ne cesse de traquer Jean-Marie Le Pen de « dégoûté » car ce dernier ne veut pas le rencontrer. Jean-Marie Le Pen a, en termes aussi fleuris, autant à son service : « à dégoûté », beugne-t-il et d'émotion.

La tour du fond de vague terrorise d'interrogations diversifiées formulées de voir cette ville qui aime l'école en commettre un de trop et laisser le patron du Front national s'installer dans ses murs. L'angoisse et le dégoût de tous ceux qui, ici, ont parlé si fort pour Jean-Marie Le Pen se retournent maintenant contre son principal bénéficiaire. Jusqu'à quel point ?

Marseille ne s'en tient pas là. Elle se fait un autre cinéma, vieux comme la mort de « Gaston » en 1986, peut-être même comme sa dernière et acrobate élection de maire trois ans plus tôt. A qui la place, l'unique place pour 1989 dans le faubourg du premier magistrat de Marseille ?

Tous les combats locaux annoncent cette bataille-là, y compris ceux qui se déroulent en ce moment. Tous les croche-

### Douze mille fonctionnaires

Pour prévenir toute autre velléité, Michel Pezet a immédiatement contre-attaqué et entend obtenir avant l'échéance une investiture de la future tête de liste socialiste marseillaise qui, sauf malheur phocéen, lui est acquise. Car il tient solidement en main le PS local, directement ou par homme lige interposé, tandis que le PS, dont la surpuissance, largement fictive, puisait surtout aux sources d'un clientélisme des plus traditionnels (la mairie emploie douze mille fonctionnaires municipaux) pèse lourd dans le vote de toute décision nationale importante du parti. Ce qui explique la discrète ostentation et quelquefois l'insolite déférence dont Lionel Jospin, Laurent Fabius ou Michel Rocard ont, en des circonstances différentes, fait preuve à l'égard de l'exceptionnelle fédération des Bouches-du-Rhône.

Mais pour obtenir l'unique et fameuse place de 1989, Michel Pezet est tributaire de bien d'autres séquelles qui se jouent en ce moment même. Si Jean-Marie Le Pen et l'outsider local du Front national, Pascal Arrighi, sont tous les deux sortis du circuit marseillais lors de ces législatives, le mensonge direct du Front, propice aux combinaisons variées d'un autre Front, républicain celui-là sera écarté.

Le patron du PS, sûr pour ce qui le concerne d'être député et qui a même failli être ministre dans le premier gouvernement Rocard, ne sera pas en peine de faire voter en séance une éventuelle et ultime velléité de Robert Vigouroux : une liste dissidente. Le maire de Marseille se contente pour l'instant de trouver « inacceptable » l'accélération voulue par Michel Pezet, ses amis et ceux qui sont bien contraints de composer avec lui. Enfin, ce der-

MICHEL KAJMAN.

### A Longjumeau, M. Barre dans un théâtre d'ombres

Echappé pour une soirée de sa campagne lyonnaise, M. Raymond Barre était, le jeudi 26 mai, à Longjumeau pour soutenir son directeur de cabinet, M. Pierre-André Wiltzer, candidat de l'URC dans la quatrième circonscription de l'Essonne.

L'ancien premier ministre ne s'était plus produit à une tribune depuis le grand meeting commun de Bercy avec M. Jacques Chirac, le 29 avril dernier, entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ce meeting en cinémascope avec foule et flonflons avait permis à l'époque d'entretenir la dernière flamme de l'illusion. A peine un mois après, le rendez-vous barriste de Longjumeau paraissait se produire à des années-lumière. Plus de flonflons, plus de foule : à peine trois cents personnes dispersées dans un théâtre d'ombres.

La droite semblait soudainement être revenue au temps du cinéma muet, réfugiée déjà frileusement dans une opposition des catacombes. Sur ce bateau touchant le fond, le capitaine Barre tente aujourd'hui de ramer comme il peut, ce qui, avant tout, consiste pour lui à se faire comprendre par une opinion quelque peu désorientée par ses prises de position depuis le 8 mai.

L'ancien premier ministre a donc remis son ouvrage sur le métier. Oui, « il était normal » que le président de la République dissolve l'Assemblée nationale, surtout « après la période d'incohérence que nous avons vécue pendant deux ans (...) ». Sous la 1<sup>re</sup> République le principe est la cohérence entre la majorité parlementaire, le président de la République et le premier ministre. Je préfère que la France soit gouvernée plutôt qu'elle reste dans cette période de confusionnisme ou des gens qui ne pensent pas la même chose se mettent ensemble pour ne rien faire.

### Fin des guerres de religion

Un raisonnement qui, pour répondre aux « propos prompts, légers et stupides » des commentateurs, ne peut être en rien assimilé, selon lui, à un appel à voter socialiste.

M. Barre a ensuite répété que la politique d'ouverture de M. Mitterrand « ne devait pas être jugée au niveau des paroles mais au niveau des actes ». S'il estime que le gouvernement Rocard a les allures « d'un

gag temporaire », il ne souhaite pas pour autant que l'opposition se réfugie « dans une attitude frileuse et fermée ». Entre l'« opposition irrédécible » et une ouverture qui ne serait que de la « complaisance », il y a, selon lui, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, place « pour une attitude bipartite sur certains sujets d'intérêt national », afin que la France en finisse avec les « guerres de religion » et les « attitudes systématiques ». M. Barre a déploré la polémique qui s'est récemment engagée entre M. Rocard et le gouvernement précédent sur les chiffres et le traitement du chômage.

Education, emploi, défense, sur ces priorités l'ancien premier ministre juge que majorité et opposition peuvent se retrouver. Évoquant plus particulièrement la situation en Nouvelle-Calédonie, il a insisté sur la nécessité d'une « politique de développement économique, social et humain au profit de toutes les communautés », en souhaitant toutefois que le vote « de l'immense majorité de la population qui a souhaité le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France soit respecté ».

Enfin, M. Barre s'est employé à corriger les impressions de pessimisme que certains avaient retenues de ses dernières déclarations. Une correction quand même toute en nuances. Il ne croit pas à un « ras-de-marée socialiste », provoquant « une hécatombe et un holocauste » pour la droite. « Les ras-de-marée », a-t-il dit, sont souvent liés au temps des illusions et des rêves. Bref, il y a peu de chances, selon lui, que 1988 ressemble à 1981. Pour autant, a-t-il repris, « je ne vous dirai pas que nous pouvons gagner les législatives » comme cela fut aussi fait en 1981 par les promoteurs de l'Union pour la nouvelle majorité (UNM) ou plutôt, a-t-il plaisanté, « union pour la nouvelle minorité ». Son vœu est d'avoir à l'Assemblée nationale « une opposition forte, capable d'affirmer sa présence pour que l'on ne puisse pas l'ignorer. Au lieu de nous démobilitiser, a-t-il conclu, je souhaite que les résultats que nous obtiendrons montrent une force puissante qui ne laissera pas faire l'importation quel ». Autant de propos se situant, comme on le verra, entre un optimisme minimum ou un pessimisme débridé.

DANIEL CARTON.

### Chez les socialistes : variations sur l'ouverture

« L'ouverture reste à l'ordre du jour, quelle que soit la solidité de ses fondements », a déclaré, le jeudi 26 mai sur le perron de l'Hôtel Matignon, M. Michel Rocard, qui venait de s'entretenir avec M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière.

Certes, a rappelé le premier ministre, « on ne peut ouvrir une majorité que si elle existe ». « Même au rugby, a-t-il poursuivi, il faut être sûr de soi et très conscient de sa force pour pouvoir jouer un jeu ouvert ».

Pour M. Rocard, cette ouverture doit se réaliser non seulement « dans la gestion des personnels de la fonction publique, dans la négociation sociale et dans le respect de l'autre », mais « également dans le travail législatif en acceptant des amendements de l'opposition qui, pour être l'opposition, peut avoir le sens de l'Etat ».

Interrogé, le même jour, par le Club de la presse d'Europe 1, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a lui aussi, pris « un esprit d'ouverture généralisé dans les méthodes » à l'égard de l'opposition, mais également « vis-à-vis de ceux qui veulent rejoindre la majorité parlementaire ». « Je ne leur propose pas de venir à Paris », a-t-il insisté, « mais M. Mauroy, mais de créer, comme ils voudront, une formation nouvelle et moderne au centre ». Néan-

moins, « ne nous demandez pas, a-t-il ajouté, d'animer cette grande formation centriste qui va se constituer ».

Interrogé sur les propos de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, qui voyait dans l'attribution de la présidence de l'Assemblée nationale à M. Valéry Giscard d'Estaing un symbole d'ouverture, M. Mauroy n'a pas rejeté cette éventualité, répondant simplement : « Pourquoi pas ? ».

Rappelant, par ailleurs, que « les socialistes ont fait un effort sans précédent (...) pour réserver des circonscriptions à des personnalités (...) et pour constituer cette fameuse formation du centre », M. Mauroy a envisagé « une espèce de front républicain » entre les deux tours des élections législatives. Dans l'hypothèse d'une bataille caractérisée contre le Front national, le premier secrétaire du PS a évoqué la possibilité d'une ouverture vers des candidats « incapables d'accepter que le FN puisse arbitrer » entre les deux tours du scrutin.

M. Laurent Fabius a pour sa part, insisté jeudi au cours de l'émission télévisée réservée aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale, sur la nécessité d'« une majorité solide » pour « donner les moyens de gouverner ». La dissolution selon lui « s'imposait, car on ne peut se faire tirer comme un pigeon ».

### Selon divers sondages

### La gauche obtiendrait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale

Avec 384 élus, la gauche obtiendrait aux élections législatives près d'une centaine de députés supplémentaires par rapport à la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale (289), selon le résultat d'une projection réalisée par la SOFRES et publiée le vendredi 27 mai dans le *Tribune de l'Expansion* (1). La droite serait, elle, représentée par 171 députés.

Selon cette enquête, 51,5 % des électeurs auraient l'intention de se prononcer en faveur d'un candidat de gauche, alors que 48 % étaient dans ce cas, selon l'enquête SOFRES-Nouvel Observateur parue le 20 mai. Parmi eux, 42 % (au lieu de 40 %) choisiraient un représentant de la majorité présidentielle et 9 % (au lieu de 7 %) un membre du Parti communiste.

Les candidats de droite et d'extrême droite seraient pour leur part réduits, comme la semaine dernière, de 48 % des suffrages : 38,5 % de ces électeurs se prononceraient en faveur d'un représentant de l'URC ou divers droite, tandis que 9,5 % voteraient en faveur d'un partisan de M. Jean-Marie Le Pen.

Si 65 % des personnes interrogées souhaitent que l'URC ne conclue aucun accord avec le Front national, 46 % des interviewés reconnaissent que, si tel était le cas dans leur circonscription, « cela ne changerait rien à leur vote », 30 % se sentant alors incités à se prononcer en faveur du candidat socialiste.

Par ailleurs, M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti

communiste français, a estimé, jeudi sur FR 3, que le dernier sondage BVA-Paris-Match, n'attribuant aucun député au PCF dans la nouvelle Assemblée, est « trafiqué ». « En ce qui concerne les autres partis, a expliqué M. Marchais, le sondage a porté sur le nom des candidats, mais, pour ce qui concerne le Parti communiste (...), on a simplement utilisé le nom « Parti communiste ». M. Jacques Chaban-Delmas a, pour sa part, jugé cette projection « inquiétante » sur le fond car, selon lui, « plus le nombre de députés socialistes sera élevé à l'Assemblée nationale, plus l'ouverture sera difficile et plus elle sera limitée ».

(1) Sondage effectué les 24 et 25 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

« Les « tensions » de M. Le Pen. — M. Le Pen a déclaré le jeudi 26 mai sur TF 1 que si le Front national n'avait pas d'élu dans la prochaine Assemblée il y aurait risque de « tensions dans le pays ». A propos d'éventuels désistements en faveur des candidats de l'URC au second tour, le président du Front national a ajouté : « Il y a un certain nombre d'hommes politiques qui ont témoigné de tant de hargne, de tant d'insécurité à notre égard qu'ils ne doivent pas s'attendre à un traitement de faveur de notre part. Il ne faut pas qu'ils s'écartent que nous ne fassions rien pour les aider. »

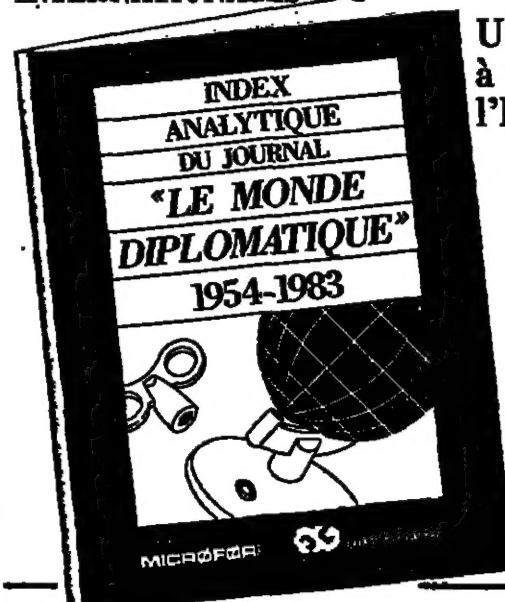
### Naissance de l'IRC

Un nouveau sigle est né dans le monde communiste français, qui en connaît déjà une pléiade : IRC. Il signifie Initiative pour la reconstruction communiste et se retrouve au bas du premier communiqué publié par ceux que l'on appelle le « groupe des cinquante-quatre » qui ont lancé récemment un appel à la « reconstruction » du PCF (le Monde du 18 et du 19 mai). Ce texte, signé notamment par M. Claude Foppen, ancien membre du bureau politique du parti, a été rédigé à la suite d'une réunion tenue le mardi 24 mai à Paris.

Il affirme que « l'appel à la reconstruction du PCF rencontre un large écho. (...) Une situation nouvelle est en train de se créer ». Les auteurs appellent « tous les communistes à s'engager résolument dans la bataille des législatives », car, selon eux, « un bon résultat de nos candidats à ces élections créera de meilleures conditions pour la reconstruction du grand parti communiste que nous voulons ».

On précise, de bonne source, que, depuis son lancement, le texte du « groupe des cinquante-quatre » a reçu « près de mille signatures », parmi lesquelles se trouvent de nouvelles figures historiques du parti. Cette initiative, analysée dans un premier temps dans l'*Humanité* comme une tentative de fraction ou de création de tendance, n'a, dans un second temps, reçu qu'une désapprobation très molle de la part du comité central du PCF. Certains des signataires ont même été investis par la direction du PCF comme candidats aux élections législatives.

### TRENTE ANNÉES DE RELATIONS INTERNATIONALES



Un voyage à travers l'histoire

### BON DE COMMANDE INDEX ANALYTIQUE DU MONDE DIPLOMATIQUE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) ..... X 1 500 FF (Frais d'expédition inclus) FF

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE, M<sup>me</sup> LAFFETIER 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de :  
LAURENT FABUS, YANNICK SIMIRON, FRANÇOISE BEST, JEAN-PIERRE MAILLES  
Envoyer 40 FF (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 FF pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

### Le Monde

### SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions de l'après-midi)

Renseignements : 45-55-81-82. Poste 4138

مكتبة الأصل



## Politique

### L'ouverture, au-delà des mots

(Suite de la première page.)

Elle était pourtant souhaitable, et s'inscrivait dans la logique de la situation. Le président Mitterrand avait répété avant le début de la campagne son intention de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale si celle-ci ne faisait pas obstacle à l'action du gouvernement. Le débat ouvert sur ce sujet au sein du Parti socialiste, en décembre dernier, avait été orienté de manière à écarter une motion trop pressante en faveur de la dissolution. Dans les jours qui ont suivi la présentation de sa candidature, François Mitterrand a confirmé son intention de ne pas procéder immédiatement à la dissolution.

Cette intention était naturelle, car l'Assemblée nationale en place n'était pas née du hasard. Elle a été élue il y a juste deux ans, alors que François Mitterrand était président de la République, et selon une loi électorale largement influencée par lui. La majorité de cette Assemblée avait accepté de soutenir une formule de collaboration, au moment où le président de la République connaissait une position affaiblie. Le président réélus la retrouvait, mais dans une position renforcée. Il était légitime de vouloir tester ses dispositions.

Cela pouvait se faire de deux manières : soit en nommant un gouvernement issu de la majorité parlementaire, soit en désignant un gouvernement socialiste, qui aurait alors été minoritaire.

La première solution était la plus conforme à la lecture « parlementaire » de la Constitution. Elle constituait une tentative authentique pour faire travailler ensemble les deux majorités — dans ce cas les deux majorités — de la France. François Mitterrand l'avait sans doute envisagée si la marge avec laquelle il était élu avait été étroite. A partir du moment où cette marge était confortable, un tel choix devenait quasi inacceptable pour ses amis politiques, et peu compréhensible pour l'opinion publique, qui aurait difficilement admis que « la dernière majorité qui se soit exprimée » ne gouvernât pas la France.

L'autre solution consistait à nommer un gouvernement à direction socialiste, comprenant un certain nombre de personnalités non politiques, voire des élus rattachés. Ce gouvernement eût été minoritaire à l'Assemblée. Admettait-il été en état de travailler ? Je pense que oui.

#### Les terres arides du réel

J'avais pris soin, dès le soir du 8 mai, d'indiquer que nous ne voterions pas de motion de censure préalable, et que nous nous prononcions sans parti pris sur les projets du gouvernement. Les commentateurs, pris avec les dirigeants de l'UDF et ceux du RPR me permettaient de penser que cette position serait largement suivie. Les réactions de l'opinion indiquaient que cette attitude était approuvée.

Le gouvernement aurait présenté ses propositions. On peut penser à une loi-cadre pour la préparation de l'économie française à l'échéance européenne de 1992 ; à un projet de développement et de décentralisation de l'éducation et de la formation ; à un texte prévoyant un dispositif de solidarité pour la réinsertion sociale. Le débat se serait déplacé du mirage des mots vers les terres plus arides de la réalité. Nous aurions discuté ces projets, les aurions amendés, et sans doute votés. Le texte suivant eût été celui de la réforme électorale, fixant un seuil de députés par département au-delà duquel ceux-ci seraient élus à la proportionnelle. Ce texte eût été adopté, je crois, à une large majorité, incluant notamment les députés de l'UDF.

Ainsi, à l'automne, les données de l'évolution politique auraient été clarifiées : deux majorités alternatives et, entre elles, la possibilité d'une ouverture. En cas de crise fondamentale, dissolution avec la nouvelle loi électorale.

On aperçoit les motifs pour lesquels François Mitterrand a finalement écarté cette formule. Il a pensé que, le temps aidant, la majorité de l'opinion publique refluerait du camp socialiste en direction de notre majorité, que nous maintiendrions le gouvernement sous la pression d'un vote de censure et que, lorsqu'il dissoudrait l'Assemblée, nous risquions de gagner les élections. Sans doute était-ce exact. Mais il est également vrai qu'un gouvernement peut réussir, que des députés hésitent toujours à voter la censure qui les renvoie devant les électeurs, et que la nouvelle loi électorale aurait interdit les coups de balancier excessifs.

En fait, lorsque François Mitterrand a contemplant l'étendue de son succès, l'occasion lui a paru trop

bonne pour la laisser échapper. La dissolution pouvait lui assurer un large soutien du Parlement. Du coup, il l'a saisie. Avant même que le gouvernement ne soit formé, il a décidé la dissolution. Il fallait éviter que le gouvernement ne se présente devant une Assemblée, qui ne l'aurait pas renversé ! Le calendrier a été précipité.

C'était ainsi renoncer dans un premier temps à l'ouverture, ou du moins la rendre paradoxale ! Car plus le Parti socialiste gagnera de sièges aux élections, moins l'ouverture sera de consistance ! En quoi un Parti socialiste disposant d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale sera-t-il incité à ouvrir une discussion authentique avec d'autres formations pour obtenir leur soutien à une politique qu'il pourra, de toute façon, appliquer sans eux ? Et comment un parti qui viendrait de triompher aux élections renoncera-t-il à conserver les ministères de l'économie et des finances, de l'intérieur, de l'éducation, des affaires sociales et des affaires étrangères qui lui ont été attribués et qui lui assurent la conduite exclusive de la politique du gouvernement ?

Enfin, il faut compter avec deux éléments : les risques de crise, et la durée. Si un parti politique détient la totalité des pouvoirs, il est inévitable que, en temps de crise, il se replie sur lui-même et ignore les demandes ou les conseils de ses faibles alliés. Et l'écoulement du temps, dans un deuxième mandat présidentiel — expérience inconnue en France mais familière aux Etats-Unis, — fait dériver le centre du pouvoir de la présidence en direction du parti majoritaire, au fur et à mesure que se développe en son sein la compétition successorale.

Pour qu'existe une réelle possibilité d'ouverture, il est souhaitable que le Parti socialiste ne détienne pas la majorité absolue de la prochaine Assemblée nationale.

Ceux qui souhaitent associer les deux moitiés de la France à la conduite des affaires du pays devront voter pour les candidats du centre.

Nous voyons se moderniser le paysage politique français.

A gauche, l'effacement du Parti communiste et le développement

d'un grand parti, dont on ne sait pas encore s'il sera socialiste ou social-démocrate.

Au centre et à droite, une structure plus confuse : les électeurs souhaitent l'union, mais les partis cherchent à conserver leur identité, et les candidats à l'élection présidentielle ont préféré jouer leur chance séparément, au risque de la perdre.

La démarche vers l'ouverture, telle qu'elle est conduite par les dirigeants socialistes, accroît cette confusion. Elle ne s'adresse pas à l'UDF, dont on ignore le nom, ni au RPR, qu'on paraît récusar. Elle fait allusion aux « centristes ». Quels centristes ? Les quelques ralliés viennent du centre gauche ou ont appartenu au Parti républicain ! Veut-on faire éclater l'UDF ? Quelle sera la signification durable d'une ouverture faite en direction d'un centre qui serait réduit en miettes, et où on chercherait à faire naître un « parti du ralliement » ?

L'authenticité de l'ouverture suppose le respect de son partenaire tel qu'il est, c'est-à-dire, par essence, différent.

Contrairement à ce qui se dit, l'ouverture n'est pas à titre principal

une affaire d'hommes ou de places. Les ralliements ne répondront pas les problèmes de fond de la société française.

En fin de compte, l'ouverture c'est pour faire quoi ?

Le débat quittera-t-il enfin le paradis sécurisant des mots ?

#### Un débat rhétorique

Dans le passé, les tentatives d'ouverture ont fini par exploser sur des problèmes concrets : celui de l'école libre sous la IV<sup>e</sup> République ; celui de l'Europe du temps du général de Gaulle. Peut-on définir aujourd'hui une politique économique et fiscale adaptée au marché européen, une politique de formation et d'éducation, un régime de solidarité facilitant la réinsertion des exclus, une stratégie nucléaire pour l'Europe, qui soient mutuellement acceptables par les deux moitiés de la France ?

Je pense sincèrement que oui. C'est pourquoi je regrette que le premier ministre ne soit pas venu en parler devant le Parlement. Je regrette qu'aucun de ces problèmes ne soit sérieusement traité au cours

de la campagne électorale, alors qu'ils resurgissent dès le lendemain !

Et je craindrais qu'avec une majorité monocolore les prochains débats parlementaires ne nous offrent qu'un modèle réduit des discussions qui auraient dû s'engager sur le fond !

Tant que ces sujets ne seront pas directement abordés, le débat sur la nature de l'ouverture gardera un caractère rhétorique.

Le problème réel est celui de la répartition des pouvoirs. Si le président de la République est d'origine socialiste, l'Assemblée nationale à majorité socialiste, le gouvernement à dominante socialiste, il y aura contrôle d'un seul parti sur l'ensemble des décisions politiques, et non pas répartition des responsabilités et des efforts. Or c'est cela, l'ouverture.

Et pendant tout le temps que nous consacrons à voter, pendant tout ce temps, dans le monde, nos grands concurrents sont au travail.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

# Arrêtez vos montres, c'est Citizen.

Vous connaissez sans doute Citizen pour son secteur horlogerie. Ce n'est pas étonnant, car Citizen est le plus important fabricant de montres au monde.

#### Aux Armes Citizen!

Mais vous ne savez peut-être pas que Citizen Europe offre une gamme complète d'imprimantes pour répondre à tous les besoins du monde des affaires. Elle comprend des imprimantes matricielles à 9 aiguilles et à 24 aiguilles, des imprimantes à marguerite et l'Overture 110+, notre nouvelle imprimante à laser.

D'ailleurs, en l'espace de deux ans, notre société est devenue le quatrième fabricant d'imprimantes matricielles sur le marché français. Et notre 120D est le numéro un des imprimantes dans sa catégorie (Source IDC Rapport de 1988).

#### Vers L'Europe

En Europe, Citizen se classe en quatrième position pour la vente d'imprimantes matricielles, un résultat impressionnant pour une société qui n'a pas encore trois ans d'existence.

Nous tirons le meilleur profit de nos investissements en Europe, et l'usine que nous avons implantée en Grande-Bretagne fabrique 10.000 imprimantes par mois. De plus, d'ici la fin de l'année, toutes nos imprimantes matricielles seront fabriquées en Europe. Pour l'Europe.

#### L'Assurance Du Succès

Dès le début, nous avons offert à nos clients une garantie unique de deux ans. Comme nous venons de célébrer notre deuxième anniversaire, vous devez vous demander si nous sommes maintenant en mesure de déterminer la fiabilité de notre matériel. Le taux d'anomalies ne dépasse pas 1 sur 1.000. Du sérieux. Du solide.

#### Offre Exclusive

Sans plus tarder — et jusqu'à épuisement des stocks — profitez de notre offre exclusive qui combine deux géants de l'informatique: Citizen et GEM Desktop Publisher.

Si vous achetez une Citizen HQP40, 45 ou encore une MSP40, 45, 50 ou 55, nous vous offrons, sans supplément, le logiciel GEM Desktop Publisher (Valeur: 3540 FF H.T.).

Mais dépêchez-vous, le temps c'est de l'argent.

Les imprimantes Citizen sont distribuées en France par Alfatronic (1) 69 07 78 08 Omnilogic (1) 45 21 15 50

\* GEM Desktop Publisher est une marque déposée de Digital Research.



Dépêchez-vous, le temps s'écoule.

Prière de m'envoyer de plus amples détails sur l'offre exclusive Citizen/ GEM Desktop Publisher.

A renvoyer rempli à l'adresse suivante:  
OPERATION CITIZEN/GEM - 176, av. Ch. de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex.

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Société: \_\_\_\_\_ Fonction: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code Postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

CFLM

**CITIZEN**  
IMPRIMANTES







## Politique

# La situation en Nouvelle-Calédonie et la polémique sur les événements d'Ouvéa

## Le Front national refuse de rencontrer la mission de dialogue

La polémique sur les événements d'Ouvéa est aujourd'hui renforcée par de nouveaux témoignages sur les circonstances de la mort de trois des dix-neuf Canaques tués lors de l'assaut mené pour libérer les otages détenus par un commando du FLNKS. L'Agence France-Presse cite des « médecins militaires et des officiers de l'état-major », qui ont tenu à garder l'anonymat, tandis

que le *Nouvel Observateur* a recueilli les témoignages de dix-huit Canaques ayant participé à la prise d'otages et aujourd'hui détenus en région parisienne.

A Nouméa, le chef de file du Front national en Nouvelle-Calédonie, M. Guy Georges, a refusé de rencontrer la mission

chargée par le premier ministre de « rétablir le dialogue ». « Il n'est pas question de cautionner » cette mission, dont « les conclusions sont déjà faites », a-t-il déclaré, affirmant que le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, veut « l'annulation du statut Pons, le retour des terres aux Mélanésiens et des mesures fiscales arbitraires ».

Recueillis par l'AFP et « le Nouvel Observateur »

## De nouveaux témoignages sur les trois morts contestées

Trois semaines après l'assaut lancé le 5 mai sur la grotte de Gossana, la version officielle des morts de trois des preneurs d'otage d'Ouvéa est de plus en plus mise à mal. Le doute grandit aujourd'hui avec les nouvelles informations diffusées par l'Agence France-Presse (AFP) et le *Nouvel Observateur*. L'AFP a recueilli, le jeudi 26 mai à Paris, les témoignages « de médecins militaires et d'officiers de l'état-major » sur les circonstances du décès d'Alphonse Dianou, le chef des ravisseurs ; le *Nouvel Observateur* publie, vendredi 27 mai, les récits de dix-huit des vingt-neuf Canaques transférés dans des prisons de la région parisienne après la prise d'otages.

Selon les sources citées par le chroniqueur militaire de l'AFP, Alphonse Dianou « est mort d'un infarctus provoqué par une thrombose due à un garrot posé trop longtemps sur sa jambe blessée ». Ces médecins militaires et ces membres de l'état-major, assure l'Agence, « n'ont pu être formels sur les raisons pure-

ment médicales du décès », se disant incapables de préciser si Dianou avait été blessé durant l'assaut contre la grotte ou si un gendarme du GIGN lui avait volontairement tiré une balle dans le genou après sa reddition, comme l'affirment plusieurs témoignages.

« Les gens, expliquent l'une des sources de l'AFP, ont laissé le garrot deux heures, peut-être un peu plus. Quand ils l'ont retiré, les tissus veineux étaient nécrosés et un caillot est remonté vers le cœur. Une phlébite, en somme. »

Ce témoignage confirme deux récits, l'un d'une source liée au 11<sup>e</sup> choc, l'autre d'une source du GIGN, dont le *Monde* avait fait état dans ses éditions datées 22-23 mai. Ces deux sources assuraient, écrivions-nous, que Dianou « serait mort lorsqu'on lui a brutalement retiré le garrot : son cœur aurait alors lâché ». Or ce sont ces mêmes informateurs, proches des militaires ayant participé à l'assaut, qui précisent que Dianou a été volontairement blessé, après qu'il se fut rendu, d'une balle Brenneke de calibre 12, tirée avec un fusil à pompe par un membre du GIGN. Les mêmes sources, enfin, confirment les « exécutions » de Wenceslas Lavello - chef militaire des preneurs d'otages - et de Wama Amossa - l'un des « porteurs de thé » chargés du ravitaillement.

### Sans soins sans perfusion

Le rapport du commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, s'en tenait, à propos d'Alphonse Dianou, au propos suivant : « Au fond de la cuvette, Dianou Alphonse, blessé à une jambe est allongé sur un brancard. Le médecin de la force spéciale [le 11<sup>e</sup> Choc] lui a administré des premiers soins : garrot, perfusion, pansement. Dianou sera évacué une demi-heure plus tard. » Or les sources militaires anonymes citées par l'AFP, ainsi que d'autres sources médicales, assurent que « le maintien du garrot au-delà de quelques minutes a constitué une grave erreur ». « Aujourd'hui, a précisé l'une d'elles, on recommande de ne plus poser de garrot, mais de faire des points de compression. » De plus, la photo publiée par *Paris-Match*, puis par le *Monde*, prise quelque trois heures après la fin de l'assaut à Saint-Joseph (nos éditions du 26 mai) montre, qu'Alphonse Dianou, loin d'être

### Brenneke : une munition, pas un fusil

Brenneke est une marque de munition et non de fusil. Nous avons écrit par erreur, dans nos éditions du 26 mai, que le tir qui blessa mortellement Alphonse Dianou, chef des ravisseurs d'Ouvéa, avait été effectué avec un fusil de marque Brenneke, avec une munition de calibre 12, qui provoqua d'importantes blessures. Vérification faite, la munition Brenneke de calibre 12, utilisée notamment pour la chasse au sanglier, est tirée par le GIGN avec des « rot-guns », qui peuvent aussi tirer des chevrotines, des balles en caoutchouc, etc. Ici, le calibre 12 ne signifie pas 12 mm, mais que la balle est d'une grosseur telle qu'on en coule douze dans une seule livre de plomb.

C'est l'hémanté qui, dans nos éditions du 26 mai, a relevé notre erreur, ajoutant : « Si Alphonse Dianou a effectivement été blessé avec une telle munition, une simple perfusion ne pouvait le sauver. Le laisser pendant des heures sur un brancard, après lui avoir pulvérisé ainsi le genou, était le condamner à une mort inévitable. »

## La drôle de guerre qui n'a pas de visage

CANALA de notre envoyée spéciale

L'hélicoptère Puma s'est posé à 12 h 50 sur un terrain vague de Canala, tenu aux quatre coins par des gendarmes mobiles. Les « missionnaires du dialogue » sont descendus. Ils n'étaient plus six, ce vendredi, mais onze, accompagnés de cinq gendarmes en civil munis chacun d'un sac de sport.

Les membres de la mission ont marché vers Canala, dernière étape de leur périple de trois jours en brousse. Au lieu de la mobilisation indépendantiste du début des événements d'avril, Canala, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, vit toujours sous un drôle d'état de guerre, où rien ne fonctionne mais où on ne signale aucun « incident particulier » depuis une dizaine de jours. Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, plus d'école. L'armée, qui ravitaillait en eau les communes, ne vient plus depuis l'affaire de Touho, où un Mélanésien a été tué par un soldat. La gendarmerie ne s'aventure plus, hormis opérations de police judiciaire, dans certaines tribus qui ont fait sécession derrière leurs tranchées : une bande-roule à l'entrée : « Ni pleurs, ni larmes, la lutte continue. »

E. P.

Cette drôle de guerre n'a pas de visage. Le barrage du pont de Negropo, à une quinzaine de kilomètres de Canala, n'est fait que de quelques cailloux, à l'aller, et, une heure plus tard, il est devenu infranchissable : troncs et pierres entassés. On n'aperçoit personne pourtant derrière les « *naïouls* ». Réfugiés autour de la gendarmerie, les anti-indépendantistes se plaignent du manque de ravitaillement, pendant qu'on les surprend en train de déjeuner de riz, de viande et de bœuf. Ils ne peuvent pas sortir, disent-ils, mais ils vont pourtant en commandos, le soir, garder leurs fermes isolées. Celui qui quitte sa maison à Canala s'expose à la retrouver calcinée.

### Le fusil à la main

Les gendarmes, dans leur lutte contre les bâtisseurs de barrages, en armes, ont brûlé, fin avril, une dizaine de cases appartenant à des indépendantistes. Des « bandes armées », selon l'expression officielle, ont, en retour, incendié les maisons des « indicateurs » présumés, ainsi que d'autres, soit au total une quinzaine. Des familles RPCR ont été menacées. La lutte qui « continue » à Canala s'apparente à une guerre civile et sème la terreur avec ces « bandes armées » qu'il ne convient pas de confondre avec les indépendantistes, selon le commandant des forces de gendarmerie, le général Jérôme, mais que le FLNKS n'a jamais désavouées.

La mission a parcouru quelques centaines de mètres dans

Canala désert. L'épicerie était fermée, mais c'était l'heure du déjeuner. Les gendarmes ont klaxonné au passage pour prévenir Augustin Chouan, président du comité de survie de Canala. Dans le préau de l'ancienne école où logent une trentaine d'entre eux, les réfugiés anti-indépendantistes ont témoigné.

« Vous les connaissez, ces personnes ? », a demandé Christian Blanc. « Vous les connaissez peut-être mieux que nous », a répondu un réfugié, tee-shirt marqué d'un cœur rouge : « J'aime le FLN. Nouvelle-Calédonie. »

Christian Blanc s'est adressé au président du conseil des anciennes tribus de Gélima, Mattéo Joredié, membre du RPCR et cousin de l'un des principaux responsables du FLNKS, Léopold Joredié. Il a montré la cicatrice au bras causée par le ricochet d'une balle tirée dans sa cuisine. « C'est la réaction du FLNKS. Ils ne veulent plus nous voir. Ils disent que je donne des tuyaux à la gendarmerie. »

Parmi les réfugiés figurent beaucoup d'anti-indépendantistes, mais aussi désormais des membres du LKS (parti indépendantiste modéré) et des femmes venues de tribus FLNKS. « Ce n'est pas politique », a dit Augustin Chouan. « Nous sommes tous bloqués par des barrages. Les jeunes ne sont plus contrôlés. Ils nous ont le fusil à la main. Une fois qu'ils ont goûté à ça, on ne peut plus les guérir. Cela va continuer. »

M. Blanc a poursuivi : « Comment aider à décrire la situation ? » « Vous pouvez trouver Tjibao, mon cousin Joredié et organiser une table ronde avec les dirigeants FLNKS », a proposé le président du conseil des anciens.

En partant, M. Blanc a promis aux réfugiés de parler de la situation « à qui de droit ». A Henghebe, la veille, les membres de la mission avaient évoqué devant Jean-Marie Tjibao les problèmes de sécurité des populations, mais le président du FLNKS les avait renvoyés à son bureau politique.

L'hélicoptère Puma a décollé moins d'une heure plus tard. Tout était dit et la mission ne souhaitait pas s'attarder. Une femme a fait une photo de son mari sur fond d'hélicoptère, de terrain vague et de fusils d'assaut de la gendarmerie.

CORINE LESNES.

### Faibles et forts selon André Frossard

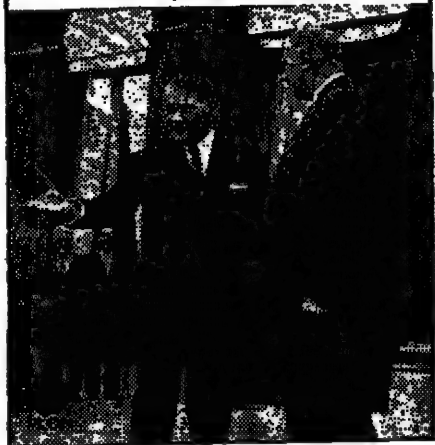
Dans son billet quotidien du *Figaro*, André Frossard évoque, le vendredi 27 mai, sous le titre « *Drame* », la situation en Nouvelle-Calédonie qui, à son avis, intéresse la morale, et la politique en second lieu seulement.

Il écrit : « La morale veut, me semble-t-il, que le communisme la plus évoluée, qui est aussi la plus nombreuse, n'use pas de ses droits pour imposer ses vues à l'autre, que la République n'a pas pu ou n'a pas su amener au même niveau de développement, à quelques exceptions près. »

« Le principe majoritaire est bon lorsque les compétiteurs sont égaux. Si ce n'est pas le cas, la majorité ne doit pas partager ses pouvoirs de telle façon que la minorité ne se sente ni exclue ni dédaignée. Aux politiques de faire en sorte que la communauté la plus faible n'aille pas chercher dans la violence ce que lui doit la justice. Je reconnais que ce n'est pas facile. »

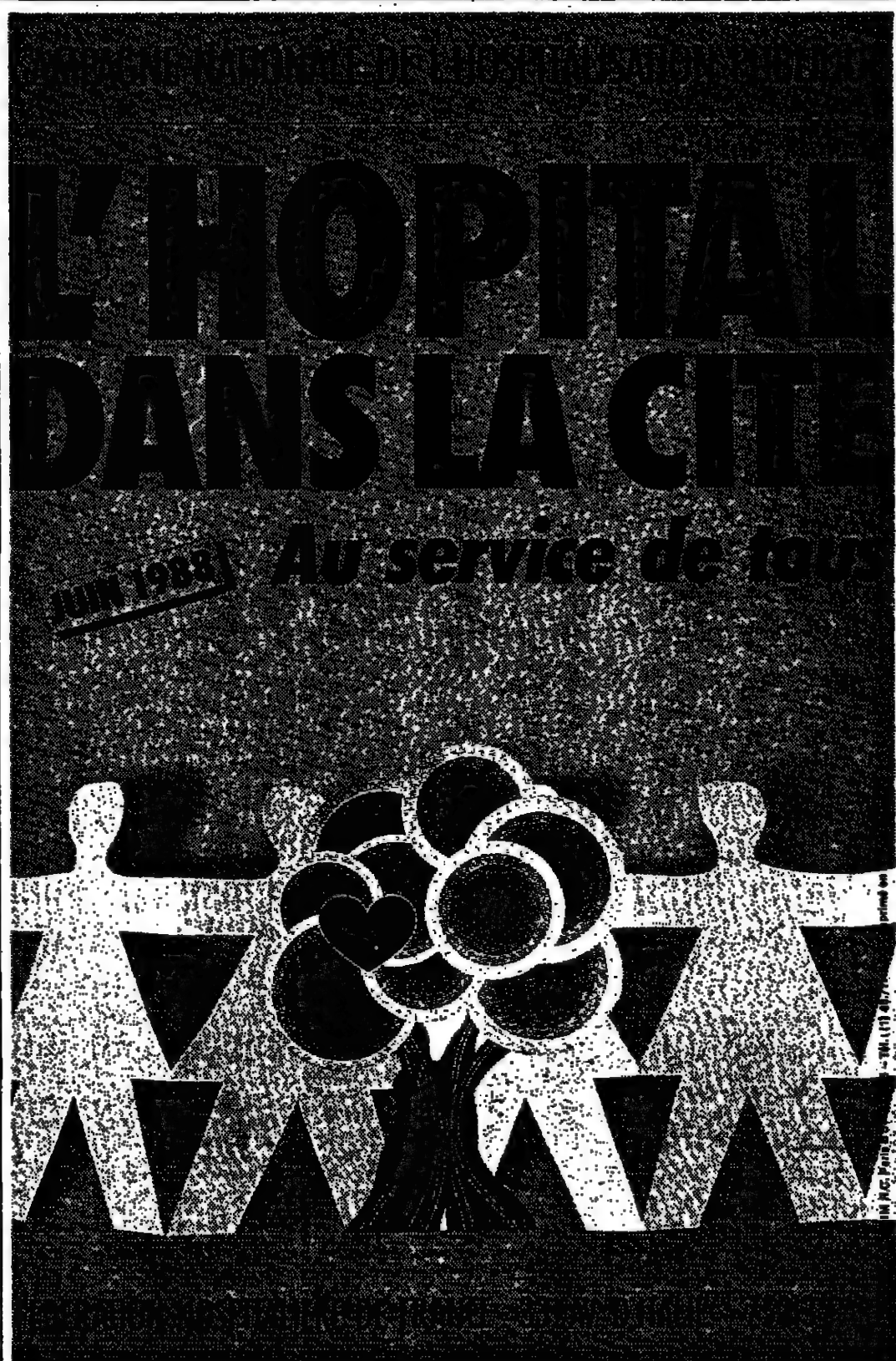
« Je crois qu'un chrétien est tenu, en conscience, de parler comme je viens de le faire. »

### Odile Ruelle MAI 58 De Gaulle et la République



Mai 1958 : la France est au bord de la guerre civile. Tous les regards se tournent vers Colombey : que pense, que fait, que va faire de Gaulle ?

Collection Espoir / PLON





# Société

## JUSTICE

Sursis confirmé pour l'expulsion de cinq Iraniens

### Le Conseil d'Etat rejette les recours de M. Charles Pasqua

Le Conseil d'Etat vient d'infliger un désaveu au ministre de l'Intérieur, du temps où il était confiné à MM. Pasqua et Fauriol.

Dans une décision prise le 25 mai et motivée avec une exceptionnelle précision, la haute juridiction a confirmé les sursis à exécution, prononcés au mois de janvier dernier par les tribunaux administratifs de Versailles et de Paris, au sujet de l'expulsion de cinq Iraniens selon la procédure d'urgence absolue.

Signé le 5 décembre dernier, une quinzaine d'arrêts d'expulsion de militants iraniens considérés comme proches des Moudjahidines du peuple et de Turcs avaient déclenché une vive polémique, leurs amis ayant mené une active campagne en leur faveur, notamment par des grèves de la faim. Le chef de l'Etat était intervenu en demandant des explications au ministre de l'Intérieur. « Il faut que les conditions juridiques qui s'attachent à la qualité de réfugié politique et au droit de bénéficier de l'asile politique soient respectées », avait-il déclaré.

Finalement, un accord était intervenu, le 13 janvier, et les sept Iraniens expulsés vers le Gabon avaient été autorisés à rentrer en France « pour des raisons humanitaires ». Cinq autres attendaient, depuis, en Espagne, les décisions des juges administratifs, saisis d'un appel du ministre de l'Intérieur contre les sursis à exécution de leurs arrêts d'expulsion.

En suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Vigouroux, le Conseil d'Etat vient de rejeter les cinq recours présentés par M. Pasqua. En effet, il estime que pour justifier l'expulsion en urgence absolue, « le pouvoir de police français doit établir ou au moins justifier d'une menace en France, à l'appui de ses éventuelles considérations diplomatiques. L'expulsion, au contraire de l'extradition, est une mesure nationale unilatérale et la police française ne saurait résulter des souhaits des chancelleries étrangères quelles qu'elles soient ».

La motivation unique et identique avancée par le ministre de l'Intérieur pour justifier l'expulsion des cinq intéressés (« Considérant que l'intérêt se livre sur le territoire français, au nom d'une organisation politique étrangère, à une action militante dans des conditions qui portent gravement atteinte à l'ordre public »), paraît bien insuffisante au Conseil d'Etat, qui développe plusieurs arguments :

« L'organisation des Moudjahidines du peuple a entretenu, comme d'autres mouvements de libération, des relations normales et officielles avec les principaux courants politiques français ».

« Aucun élément concret n'établit la menace constituée par l'organisation ».

« La clandestinité du mouvement est toute relative ».

« Aucune mesure d'interdiction ou de dissolution n'a été prise contre l'organisation ».

Et surtout, « en l'espèce aucun élément particulier n'est apporté par le ministre à l'appui de l'urgence absolue. Ni le durcissement du mouvement à la date des expulsions litigieuses, ni l'extrême mobilité des militants entre différents logements ne sont constitutifs d'urgence absolue ».

D'autre part, « les expulsions collectives d'étrangers sont interdites par la convention européenne des droits de l'homme ».

Concluant sur l'absence d'« impératif de sécurité nationale » pour justifier ces expulsions, le commissaire du gouvernement — dont le rapport est, en fait, un réquisitoire très sévère sur les pratiques du ministre Pasqua — avait donc conclu au rejet des recours présentés.

Ag. L.

### La chambre d'accusation de Paris confirme la mise en liberté de Mohamed Mouhajer

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a confirmé, jeudi 26 mai, l'ordonnance de mise en liberté de Mohamed Mouhajer, rendue le 24 mars par M. Gilles Bouloque, juge d'instruction chargé des informations judiciaires ouvertes après les attentats commis à Paris à l'automne 1986 et que revendiquait le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA).

La chambre d'accusation avait à statuer sur un appel qu'avait interjeté le parquet de Paris de la décision du magistrat instructeur (le Monde du 26 mars). Français d'origine libanaise, Mohamed Mouhajer avait été écroué le 26 mars 1987 après avoir été inculpé d'infraction à la législation sur les armes, les explosifs et les munitions et association de malfaiteurs, ces délits étant considérés comme liés à des entreprises de terrorisme telles

que les a définies la loi du 9 septembre 1986. Mouhajer avait été interpellé quelques jours plus tôt, le 21 mars 1987, par la DST qui le tenait pour l'un des animateurs du CSPPA et assurait avoir contre lui des charges établissant des relations entre lui et d'autres terroristes présumés liés à l'Iran.

La libération de Mohamed Mouhajer par le juge Bouloque avait été considérée par certains comme un geste possible donné aux Iraniens dans la perspective d'une libération des derniers otages français détenus au Liban. A quoi le magistrat avait tenu à répondre par avance : « J'ai pris cette décision à un moment de la procédure, un an après l'incarcération de l'inculpé. S'il y a parallélisme des tracasseries diplomatiques, dont j'ignore tout, ce n'est qu'une coïncidence ».

M. Mouhajer reste inculpé et ne doit pas quitter le territoire français.

En visite à Madrid

### M. Pierre Joxe plaide pour une coopération plus discrète contre l'ETA

MADRID  
de notre correspondant

Oui à la poursuite de la collaboration antiterroriste, mais de manière à la fois plus sélective et plus discrète : tel est en substance le message que le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a transmis à ses interlocuteurs lors du voyage éclair qu'il a fait à Madrid, le jeudi 26 mai. Outre son homologue espagnol M. Jose Barrionuevo, M. Joxe a rencontré le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez.

Les Espagnols ont été sensibles au fait que M. Joxe ait choisi Madrid pour son premier déplacement à l'étranger, quelques heures à peine avant la réunion à Paris — la première depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir — du conseil interministériel de sécurité intérieure. La nomination de M. Joxe avait été accueillie avec circonspection à Madrid. Davantage qu'à la politique qu'il avait menée durant son premier séjour place Beauvau, les réticences des Espagnols à son égard étaient plutôt dues à ses déclarations postérieures : M. Joxe avait publiquement critiqué, à plusieurs reprises, les méthodes employées par le gouvernement de M. Chirac dans la lutte contre l'ETA.

A Madrid, le ministre français a tenu, d'emblée, à rassurer ses interlocuteurs, en affirmant que la collaboration entre les deux pays se poursuivra. Une collaboration, a-t-il rappelé, qu'il avait d'ailleurs lui-même amorcée : c'est à l'époque où il était ministre que Paris avait accordé à l'Espagne, en septembre 1984, les premières extraditions, et que les expulsions de Basques vers des pays tiers avaient commencé.

Si la lutte commune contre l'ETA n'est pas remise en question, certaines de ses modalités devront toutefois être révisées, a affirmé M. Joxe à Madrid. En particulier, il a souligné que le temps des « opérations à grand spectacle », selon le terme d'un de ses proches, était terminé : une allusion à la grande rafle au Pays basque français qui avait suivi l'arrestation de Santi Potros, en octobre dernier. Dans l'entourage du ministre, on laisse entendre que cette opération, menée caméras de télévision à l'appui, répondait davantage à des soucis « médiatiques » qu'à la recherche d'une efficacité réelle.

#### La recherche des « témoins »

M. Joxe a, en outre, souligné qu'il était opposé au recours systématique à la procédure d'urgence absolue appliquée par son prédécesseur, M. Pasqua, à plus de deux cents Basques reconduits à la frontière. Le ministre français a précisé que la législation adoptée à ce sujet sous le gouvernement de M. Chirac ne sera pas modifiée par les socialistes, mais que cette procédure sera dorénavant utilisée de manière beaucoup plus sélective. M. Joxe a laissé entendre qu'il préférerait les mesures judi-

ciaires, c'est-à-dire l'extradition, aux mesures administratives.

Pour Madrid, l'essentiel est de ne pas donner à l'ETA l'impression que l'état va se relâcher. « Nous sommes tout disposés à nous montrer flexibles sur les modalités de la collaboration du moment que, sur le fond, elle se poursuit », observait un représentant du ministère espagnol de l'Intérieur. On reconnaît, d'ailleurs, que la procédure de remise à la frontière a déjà porté l'essentiel de ses fruits. La priorité, désormais, souligne-on, n'est plus l'expulsion des « seconds couteaux » de l'ETA, mais bien la capture des « témoins » de l'organisation qui se trouvent toujours en France, comme José Antonio Urrutikoetxea, alias « Josu Ternera », et Francisco Mugica, alias « Artalejo ». Deux hommes qui figurent, apparemment, au sein de leur organisation, parmi les plus opposés à la négociation avec le gouvernement.

Les responsables espagnols ont également évoqué l'escalade de la violence de l'ETA. L'année catalane de l'ETA. On pense à Madrid que les indépendantistes catalans ont, eux aussi, choisi la France comme sanctuaire, et on craint qu'ils n'accomplissent leur campagne de prévision des Jeux olympiques qui auront lieu en 1992 à Barcelone. M. Joxe, de son côté, a interrogé ses interlocuteurs sur deux problèmes qui préoccupent Paris : la drogue et l'immigration clandestine.

THIERRY MALINIAK.

Par décision du tribunal de Paris

### Le musée « baladeur » d'Imelda Marcos retourne à New-York

Quinze toiles de maîtres emportées dans leur fuite par le dictateur philippin Ferdinand Marcos et son épouse Imelda ont quitté Paris pour New-York, le jeudi 26 mai. Ces tableaux de grande valeur font partie d'un lot revendiqué par l'actuel gouvernement de Manille, qui tente ainsi de récupérer une partie du « musée baladeur » d'Imelda Marcos (le Monde du 17 mars).

Ces tableaux, acheminés des Etats-Unis en France, au printemps 1986, à bord d'un avion appartenant au brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, étaient l'objet d'une série d'actions en justice qui ont aujourd'hui abouti. L'expédition de ces toiles aux Etats-Unis, où elles vont figurer parmi les pièces à conviction du procès intenté à New-York aux Marcos par le gouvernement de Cory Aquino, permettra peut-être leur retour, un jour, aux mains de leurs légitimes propriétaires, les Philippines.

Une trentaine de toiles de maîtres — un Greco, deux Zurbarán, un Boucher, un Veronese, etc. — avaient été transportées secrètement sur la Côte d'Azur française par Adnan Khashoggi. Il prétendait les avoir achetées à des amis de longue date, les Marcos, aujourd'hui en exil à Hawaï.

Accusé de recel de tableaux volés, l'homme d'affaires saoudien avait néanmoins spontanément remis neuf de ces tableaux à la justice française, qui les lui réclamait en application d'une commission rogatoire internationale délivrée par le

tribunal du district méridional de New-York. Ces neuf toiles avaient été aussi emportées pour les Etats-Unis à bord du Boeing spécial de l'atorney général américain, Edward Meese, venu à Paris participer à une conférence d'Interpol.

Quinze autres toiles faisaient l'objet d'un litige et avaient été entreposées, en attendant la solution à ce différend, dans les coffres d'une société de gardiennage parisienne. Une ordonnance du 4 février a autorisé le retour aux Etats-Unis de quatre de ces toiles, dont un Veronese. La propriété de ces quatre tableaux est toujours revendiquée par Adnan Khashoggi dont l'avocat parisien, M. Jean-Pierre Salancic, proteste contre cette décision.

Pour les onze autres toiles, l'affaire était plus compliquée. Formellement, elles ont été vendues par Adnan Khashoggi, pour 4 millions de dollars, à une société de droit panaméen, Interconsult. Cette société serait, en réalité, constituée d'hommes de paille dévoués à Adnan Khashoggi. Celui-ci aurait agi ainsi pour échapper aux accusations de recel d'objets volés et aux poursuites qui en découlent. Cette accusation d'avoir utilisé une société-écran est formulée peu ou prou contre le Saoudien par le FBI (la police fédérale américaine), par l'avocat français du gouvernement des Philippines, M. Georges Klejman, et par les avocats parisiens du gouvernement philippin, le cabinet Baudel, Salis, Vincent et Georges.

L'un des avocats d'Interconsult, M. Claude Richard, réfute cette accusation. Il explique qu'Interconsult est constituée d'hommes d'affaires et de financiers qui plaçaient leur argent dans les œuvres d'art comme d'autres dans la pierre. M. Richard refuse néanmoins de dévoiler le nom de ses clients qui, affirme-t-il, n'ont aucun lien avec le Saoudien.

Comme preuve de sa bonne foi, Interconsult ne s'est pas opposée au départ pour les Etats-Unis des onze toiles dont elle revendique la propriété. Elle entend, néanmoins, que cette propriété lui soit reconnue ultérieurement par la justice française. Le président du tribunal de Paris, M. Robert Diet, lui a donné acte de cette demande, par ordonnance, le 19 mai, en même temps qu'il autorisait l'ambassade des Etats-Unis à Paris à prendre possession des onze toiles contestées.

Avec les quatre autres tableaux de maîtres qui ont fait l'objet de l'ordonnance du 4 février, ces onze toiles ont été transportées par avion spécial à New-York, jeudi 26 mai, par les soins de Christie's.

BERTRAND LE GENDRE.

### Les faiblesses d'un surveillant de prison

Thierry Lys, marié, père de famille, âgé de trente-cinq ans, était-il fait pour être surveillant dans l'administration pénitentiaire ? Un détenu de la maison d'arrêt de Draguignan (Var) en doute lorsqu'il constata que Thierry Lys introduisait dans l'établissement des scies à métaux. Il signala cette anomalie, et le SRPJ de Marseille alerta s'en méfia. Gardé à vue, le surveillant confirma bientôt que les lames découvertes dans la prison y avaient été apportées par lui. C'était en février 1987.

L'affaire était soumise, le jeudi 26 mai, au tribunal correctionnel de Draguignan. Le représentant du ministère public s'y montra sévère pour flétrir le fonctionnaire débauché et demander comme lui une peine de « deux à trois ans de prison ». Les juges, après avoir entendu M. Jean-Pierre Serret plaider l'irresponsabilité d'un homme qui avait éprouvé dans le passé une dépression nerveuse, ont consenti quelques circonstances atténuantes et prononcé une peine de dix-huit mois, sans sursis. Il y avait dans le dossier administratif du surveillant Lys un détail : en 1985, il avait connu le conseil de discipline pour avoir « manqué », du miroir il voyait, un détenu qui ainsi pu s'évader. On avait vu là une complaisance suspecte.

### Séquelle de l'affaire Barbie

#### Domages et intérêts pour les époux Aubrac

Conclusion, sous réserve d'appel, de l'une des multiples procédures qui entourent l'affaire Barbie, M. et Mme Raymond Aubrac qui avaient poursuivi en diffamation MM. Claude Bal, Alain Brunet et Yves Causse, respectivement réalisateur, conseiller technique et distributeur du film *Que la vérité ait un ombre*, conçu en 1983, ont obtenu, le jeudi 26 mai de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, un jugement condamnant MM. Bal et Causse à 10 000 F d'amende et M. Brunet à 5 000 F. Ceux-ci sont en outre condamnés solidairement à verser 50 000 F de dommages et intérêts à chacun des époux Aubrac.

Lacie et Raymond Aubrac, anciens résistants, avaient été mis en cause dans le film de M. Bal par René Hardy, décédé en avril 1987, lui-même ancien résistant rescapé de « l'affaire de Caluire », qui laissait entendre, répondant à des questions de Claude Bal, que les époux Aubrac auraient pu avoir une responsabilité dans l'arrestation par Klaus Barbie de Jean Moulin et de ses compagnons le 21 juin 1943.

### Le Monde EN BANQUE DE DONNEES

LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL. POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

SINORGG CAM. SERVEUR

Tél. : 1-45-35-70-72

## FAITS DIVERS

A Paris

### Un étudiant égyptien hospitalisé après avoir été frappé par des policiers

Un étudiant égyptien, Hassan el Chaat, vingt-neuf ans, soupçonné d'une tentative de vol à la tire dans le métro à Paris et qui se serait rebellé lors de son interpellation, a été violemment frappé, le dimanche 22 mai, par des policiers. Il a dû être admis d'urgence à l'Hôtel-Dieu.

Quatre gardiens de la paix sont en cause dans cette affaire qui a donné lieu à une enquête de l'inspection générale des services (IGS).

A l'Hôtel-Dieu, les médecins ont relevé des ecchymoses sur différentes parties du corps et surtout sur les parties génitales avec rupture possible du testicule gauche.

L'incident s'est produit dimanche à la station du métro Châtelet. Hassan el Chaat est repéré par quatre gardiens de la paix alors que, selon eux, il s'apprêtait à commettre un vol à la tire à l'encontre d'une touriste onest-allemande. Les policiers décident de l'interpellation, mais, toujours selon leur version, l'homme se rebelle. Il en résulte une violente bagarre. L'étudiant est finalement maîtrisé et conduit au commissariat du quartier. Il y est interrogé et, selon ses déclarations à l'IGS, de nouveau violemment frappé, notamment aux parties génitales. Un policier lui aurait également braqué une arme sur la tempe.

Plus tard, l'étudiant se plaint de douleurs de plus en plus violentes et devra être admis à l'Hôtel-Dieu.

Devant les enquêteurs de l'IGS, Hassan el Chaat a rétracté les aveux qu'il avait fait aux policiers, affirmant qu'ils lui avaient été extorqués de force et sous la menace d'une arme. Aucun objet volé n'a été retrouvé sur lui. Entendue à son tour par l'IGS, la touriste onest-allemande a indiqué aux enquêteurs que les policiers avaient effectivement frappé avec violence le jeune homme.

L'IGS a transmis le dossier au parquet de Paris qui aura à décider des suites judiciaires à donner à cette affaire.

## DÉFENSE

### Des sous-officiers d'active en faveur du droit d'association

BESANCON  
de notre correspondant

Réunie en congrès à Besançon, l'Assemblée nationale et fédérale des associations de sous-officiers de carrière de l'armée française (ANFASOCAF) a demandé le droit de constituer des organisations professionnelles de militaires, qui sont actuellement interdites par les textes législatifs et réglementaires.

Quand M. Charles Hernu était dans l'opposition, a expliqué M. Armand Grenod, vice-président de l'ANFASOCAF, il préconisait la création de telles organisations. Devenu ministre de la défense, il a renié ses engagements. Nous demandons un nouveau ministre,

M. Jean-Pierre Chevènement, qu'il nous donne, à son tour, nos droits de citoyens ».

En 1984, le Parlement européen a reconnu aux militaires le droit de se regrouper en associations professionnelles. La France a refusé d'appliquer cette prescription.

L'ANFASOCAF, qui pose en principe la neutralité politique de l'armée, se déclare autant choquée par l'appel de quarante-cinq généraux de réserve en faveur de M. Jacques Chirac, au deuxième tour de l'élection présidentielle, que par les positions antérieures de l'amiral Antoine Sanguinetti en faveur de la gauche.

C. F.

## Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 25 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Ale.** — Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Robert Jourdan-Rouland et Elie Verdier ; général de brigade aérienne, les colonels Claude Michel, Paul Cloarec, René Gasser et Yves Gruzeux.

Sont nommés : commandant le centre d'opérations de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jean-Philippe Douin ; chef de la division « transmissions électroniques-informatique » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Jean-Marie Gressat.

● **Terre.** — Est promu : commissaire général de brigade, le commissaire colonel François Saint-Rémy.

Est affecté au Secrétariat général de la défense nationale, le général de brigade Hubert Chauveau de Quercin.

● **Armement.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Pasquay ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Michel Gaillard, nommé directeur des constructions et armées navales de Lorient.

Est nommé adjoint au directeur des armements terrestres et chef des services techniques, l'ingénieur général de première classe André Mechulian.

### La difficile recte entre Mgr Lefebvre

De nouvelles pe pour la transplant

EN BREX



## Société

### RELIGIONS

Après douze ans de polémiques

## La difficile recherche d'un accord entre Mgr Lefebvre et le Vatican

C'est dans les derniers jours du mois de mai que le Vatican devait rendre public le contenu d'un « protocole de paix » qui aurait été signé le 5 mai dernier entre le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, et Mgr Lefebvre (le Monde du 19 mai). En France, où le mouvement traditionaliste est bien implanté, les répercussions d'un tel accord risquent d'être nombreuses. Nous faisons ici l'inventaire des questions qui restent posées : quel statut pour la Fraternité Saint-Pie X de Mgr Lefebvre ? Quel évêque sera nommé à sa tête ? Quelles conditions vont être mises pour le retour de Mgr Lefebvre dans la « communion » de l'Eglise ?

La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, fondée en 1970 par Mgr Lefebvre, compte 260 prêtres en activité (dont 215 ordonnés par l'évêque intégriste lui-même en dépit des interdictions romaines) et, dans ses cinq séminaires (1), environ 300 postulants au sacerdoce. Son décret d'approbation avait été levé, à la demande du Vatican, en 1975 par Mgr Mamie, évêque de Fribourg et de Lausanne.

Deux voies pouvaient être ouvertes en vue de sa régularisation : celle de la société de vie apostolique — comme les Missions étrangères de Paris ou la Compagnie de Saint-Sulpice — qui peut « incardiner » des prêtres (2), ou celle de l'association de vie sacerdotale.

La future Fraternité Saint-Pie X devrait être placée sous la tutelle de la congrégation romaine de l'éducation catholique, dont le préfet est le cardinal américain Baum. C'est ce diocèse qui a en charge tous les séminaires à travers le monde, ce qui conduit à penser que le nouveau statut retenu pour les séminaristes d'Écône et les prêtres, que Mgr Lefebvre a déjà ordonnés, sera celui de l'association de vie sacerdotale.

De telles associations de prêtres sont nombreuses. Il en existe au moins quatre dans le seul diocèse de Paris, dont la Fraternité du Sacré-Cœur liée à la communauté charismatique de l'Emmanuel, qui a la responsabilité de la paroisse de la Sainte-Trinité (neuvième arrondissement). Mais elles sont de droit diocésain et obéissent à l'évêque local.

Compte tenu des contentieux passés entre des communautés inté-

gristes et des évêques diocésains, on imagine mal qu'un tel cas de figure puisse être adopté, encore moins appliqué. La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X devrait donc bénéficier d'un statut sur mesure, comme l'Opus Dei — « prélatrice personnelle » depuis 1982, sans territoire et de juridiction universelle — ou la prélatrice des prêtres de la Mission de France, dont le titulaire actuel est Mgr Decourtray, président de la conférence épiscopale, rattachée, de manière fictive, à un territoire (le séminaire de Pontigny dans l'Yonne).

L'Opus Dei et la Mission de France peuvent avoir des institutions propres et être présentes dans tous les diocèses. Mais dans les deux cas, leurs prêtres sont mis au service d'évêques, avec lesquels ils signent des contrats, comme celui qui a été passé, par exemple, entre l'évêque aux armées, Mgr Fiey, et l'Opus Dei.

L'une des principales questions posées par la reconnaissance de la Fraternité de Mgr Lefebvre porte donc sur l'étendue de sa juridiction et les relations futures avec les évêques diocésains. Sera-t-elle rattachée à un territoire fictif, comme Écône ? L'évêque repartira-t-il continuer à ordonner des prêtres et célébrer des confirmations dans tous les diocèses du monde ? Seul le pape, évêque de Rome, a jusqu'à présent un ministère universel.

### Trouver un évêque acceptable

Rares sont les diocèses en France où la Fraternité n'est pas représentée, par une chapelle, une église cédée ou occupée, un établissement d'enseignement, un prieuré, voire un monastère comme au Barroux (Vaucluse). Depuis longtemps, elle souhaite étendre ses implantations et réclame l'accès à des églises qui ne sont actuellement plus affectées au culte. Quel que soit le statut juridique finalement trouvé, on devine donc les frictions qui risquent de surgir demain entre une Fraternité sacerdotale officiellement reconnue par Rome et des évêques diocésains soumis à sa pression.

Il restera enfin à régler le cas très litigieux des occupations d'églises. Celle de Saint-Nicolas-du-Charbonnet dans le cinquième arrondissement de Paris continue d'être occupée, malgré toutes les décisions de justice contraires, un public de traditionalistes. Au printemps 1987, l'église Saint-Louis de Port-Marty (Yvelines), occupée une première fois, a été reprise de force par des éléments intégristes dont certains

ont partie liée avec le Front national. Mgr Plateau, archevêque de Bourges, est aussi depuis plusieurs années en procès avec un curé intégriste qui refuse de quitter ses trois paroisses, continue d'y célébrer des messes selon l'ancien rite et d'occuper le presbytère. L'application au moins pour la France du nouveau statut risque de se révéler laborieuse.

La décision a été prise par les autorités romaines que la nouvelle Fraternité Saint-Pie X aurait son évêque, c'est-à-dire que Mgr Lefebvre, quatre-vingt-deux ans, pourrait consacrer lui-même son successeur, régulièrement nommé par le pape. Dans le cas inverse, on le sait, toute ordination d'un autre évêque pour l'évêque suspendu depuis 1976, sans l'accord du Vatican, vaudrait pour les deux hommes une excommunication immédiate de l'Eglise. Le droit canonique actuel veut en effet que seul le pape nomme les successeurs des apôtres.

Cet évêque sera-t-il choisi par Jean-Paul II — évidemment en collaboration avec Mgr Lefebvre — au sein même de la Fraternité Saint-Pie X ou parmi des prêtres de ces religieux proches des traditionalistes ? Il semble que jusqu'au dernier moment les négociations acheminent sur ce point délicat.

Dès le début de cette année, Mgr Lefebvre avait présenté au Vatican une liste de quatre noms (dont celui de deux prêtres français), qui avaient été immédiatement refusés. C'est à ce moment-là que l'évêque dissident avait menacé, dans une interview au *Figaro* (daté du 4 février), d'ordonner lui-même, sans attendre l'autorisation de Rome, trois évêques, le 30 juin prochain à Écône.

Beaucoup d'observateurs en France imaginent mal que le pape puisse nommer, comme on l'a dit et écrit, l'abbé Franz Schmidberger, prêtre allemand originaire du diocèse de Munich, supérieur général du séminaire d'Écône depuis 1982, auteur de multiples déclarations hostiles aux papes chargés d'appliquer le concile.

L'annonce de l'accord serait aujourd'hui suspendue à ce choix de l'évêque successeur de Mgr Lefebvre. Pas plus tard que le samedi 21 mai dernier, comme pour faire monter à nouveau les enchères, celui-ci agita une fois de plus l'éventualité d'ordinations schismatiques.

On est là en pleine ambiguïté. Un seul point semble acquis : la régularisation de la Fraternité Saint-Pie X n'obligerait pas les prêtres de Mgr Lefebvre à se faire à nouveau ordonner. Leur ordination par

Mgr Lefebvre, depuis sa suspension par Paul VI en 1976, est illicite, mais valide. Dans l'Eglise catholique, en effet, l'imposition des mains sur un postulant au sacerdoce par un évêque régulièrement consacré a valeur d'ordination, même si la situation de cet évêque a changé.

### Quelles garanties ?

Quelle contrepartie sera exigée par Mgr Lefebvre pour qu'il puisse obtenir la levée de sa suspension d'ordination (qui lui interdit de célébrer l'Eucharistie et d'administrer des sacrements), la régularisation canonique de la Fraternité qu'il a créée et compte bien étendre, et sa transformation en association de vie sacerdotale de plein droit ?

C'est la seule question vraiment importante, expliquent ceux qui depuis plus de vingt ans ont défendu, souvent contre vents et marées, le concile Vatican II (1962-1965). Les premières négociations entre Mgr Lefebvre et Rome, à la fin des années 70, exigeaient de l'évêque intégriste une adhésion en bonne et due forme, par une attestation écrite, dans laquelle l'adversaire le plus coriace de Vatican II renonçait à ses critiques et se ralliait aux grandes décisions du concile.

Une telle exigence est-elle aujourd'hui maintenue ? Mgr Lefebvre sera-t-il tenu de signer un texte et de quelle nature ? Si ralliement sincère il y a, portera-t-il sur des points que l'évêque intégriste a toujours combattus et qui sont décisifs, comme par exemple le décret conciliaire sur l'œcuménisme ? Le principe de la collégialité des évêques autour du pape ? La déclaration sur la liberté religieuse (c'est-à-dire le droit pour chaque homme de choisir sa religion) ? Et surtout la constitution conciliaire *Gaudium et Spes*, véritable chartre des rapports entre l'Eglise catholique et le monde contemporain ?

Quelle utilisation sera faite, par exemple, du mot « tradition » dans le texte de l'accord ? Depuis le début de sa dissidence, Mgr Lefebvre invoque en effet la « grande Tradition » de l'Eglise ainsi que « la messe de toujours », contre le concile. Il demande que le texte de Vatican II soit réinterprété « à la lumière de la tradition » et du « magistère précédent » de l'Eglise. Mais cette vision « rétrograde » de l'Eglise est tout à fait inédite. « Quel sens, s'interroge le théologien Giuseppe Alberigo, aurait une interprétation rétrospective du concile de Chalcedoine ou du concile de Trente ? » (3).

On est donc loin ici du droit de célébrer la messe selon l'ancien rite. Celui-ci sera en toute hypothèse acquis à la nouvelle Fraternité Saint-Pie X. Depuis quatre ans déjà, un indult de Rome autorise des célébrations dans le rite préconciliaire à des conditions très strictes appréciées par l'évêque du lieu.

Si la preuve de l'adhésion de Mgr Lefebvre aux textes les plus novateurs de Vatican II n'apparaît pas suffisamment à la partie de l'opinion catholique la plus attachée au concile, le risque serait grand, en effet, pour le Vatican, de laisser croire que l'Eglise préfère son unité institutionnelle à la clarté de ses options.

HENRI TINCO.

(1) Les séminaires de Mgr Lefebvre se trouvent en Suisse (Écône), en France (Fribourg, en Côte-d'Or), en Allemagne fédérale, en Argentine et aux États-Unis.

(2) L'incardination d'un prêtre désigne son mode de rattachement à un diocèse ou à un institut particulier.

(3) *Etudes*, Mai 1988.

### ENVIRONNEMENT

Près de New-York

## Une centrale nucléaire neuve va être démantelée

Est-ce un signe ? Pour la première fois aux États-Unis, une centrale nucléaire va être démantelée avant d'avoir produit un seul kilowatt-heure. Il s'agit de la centrale de Shoreham, située à Long-Island, dans la banlieue de New-York. Achevée en 1984, elle n'a jamais été couplée au réseau, malgré la mise en route de ses réacteurs. Les autorités locales, à commencer par le gouverneur de l'État de New-York, M. Mario Cuomo, ont en effet refusé les autorisations indispensables, jugeant qu'il serait impossible d'évacuer rapidement les quelque 2,5 millions d'habitants de Long-Island en cas d'accident.

Jusqu'à 28 mai, la compagnie d'électricité Lico, qui a construit la centrale de Shoreham (coût : 5,3 milliards de dollars) a donc signé un accord avec l'État de New-York pour son démantèlement (coût : 500 millions de dollars). Préféré à la mise sous cocon, pour que l'arrêt soit irréversible, le démantèlement sera pris en charge par la Lico qui, en guise de compensation, sera autorisée à augmenter ses prix de 5 % l'an au cours des trois prochaines années, alors même que le prix de l'électricité dans ce district compte parmi les plus chers des États-Unis. L'accord du 26 mai, qui doit encore être approuvé par plusieurs instances, prévoit la reprise de la centrale par l'État de New-York pour le prix symbolique de 1 dollar.

Un sort similaire pourrait être réservé à la centrale nucléaire de Seabrook, dans l'État voisin du New-Hampshire, car elle cristallise aussi une forte opposition locale, qui a reçu le renfort du gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, candidat démocrate à la Maison Blanche. Au total, plus d'une douzaine de centrales nucléaires se heurtent à

de sérieuses difficultés à travers les États-Unis.

A Sacramento, en Californie, les électeurs doivent se prononcer, en juin, sur une proposition demandant la fermeture de la centrale de Rancho-Secco. Dans le Massachusetts, la centrale de Pilgrim, de la Boston Edison sera soumise à un vote similaire en novembre prochain. Dans le Sud, quatre ou cinq réacteurs de la Tennessee Valley Authority, momentanément arrêtés en 1985 pour des raisons de sécurité, le sont toujours. Seule l'unité Sequoia 2, dotée de systèmes de sécurité renforcés, vient d'être autorisée à redémarrer. Les administrations et les élus, aujourd'hui, ont pris le parti de mettre le nucléaire sous haute surveillance.

L'année 1987 n'a pourtant pas été une mauvaise année pour l'industrie nucléaire américaine. Les arrêts momentanés des réacteurs sont tombés à 2,7 par unité, contre 3,9 en 1986 et 7,4 en 1980. Quatorze autorisations de fonctionnement ont été accordées, portant à 109 le nombre de réacteurs autorisés à produire (1). La capacité de production d'électricité dépasse 97 000 mégawatts, soit 14 % du total américain. Le secteur nucléaire a produit environ 450 milliards de kw/h, soit 10 % de plus qu'en 1986. Cependant, si aucune commande de réacteur n'a été annulée l'an dernier, pas une n'a été lancée depuis la fin des années 70. Pays pionnier du nucléaire, les États-Unis n'arrivent plus, qu'en quatorzième position dans le monde pour la part d'électricité d'origine nucléaire. — (AFP).

(1) Le parc nucléaire français comprend 52 réacteurs.

## L'association Terre des hommes va réorganiser ses activités

STRASBOURG  
de notre correspondant

L'association Terre des hommes France a, pour la première fois, présenté un budget 1988 en baisse à son assemblée générale de Strasbourg (Bas-Rhin). Ces prévisions de 9 millions de francs suivent l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier dernier qui avait notamment décidé d'une réduction de 30 % des dépenses et d'une réduction de 20 % des recettes. Mais les motions adoptées à Strasbourg par les quelque cent vingt représentants de l'association démontrent, selon son directeur, Denis Baupin, le souci de « réorganiser les forces » de Terre des hommes.

Ainsi, l'association a décidé de privilégier les projets qui, dans le tiers-monde, pourront devenir autonomes dans un temps assez court et ne demanderont plus un soutien financier. Par exemple, le projet de production et de commercialisation de la région de Quipichanchi au Pérou, ou le programme de développement communautaire au Mali. Par ailleurs, elle va appro-

fonder son travail avec les autres organisations non gouvernementales, que ce soit par le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), qui en rassemble la majorité, ou en renforçant ses liens directs Frères des hommes ou Peuples solidaires.

Les membres de l'assemblée générale ont adopté un texte-cadre sur la collecte des fonds : ils ne veulent pas que des techniques « scientifiques » de recherche d'argent — comme la publicité nationale — violent l'éthique de Terre des hommes : « Nous réaffirmons notre double objectif : les actions dans le tiers-monde, mais aussi la sensibilisation chez nous », explique Annie Simon, responsable du service relations extérieures. Le président réélu de Terre des hommes France, Robert Estiot, estime qu'une « certaine xénophobie en Europe » a mis aux ressources de l'association, alors que les problèmes dans le tiers-monde deviennent de plus en plus importants.

J. F.

## Un appel de scientifiques pour Temps nouveaux

Parce qu'ils constatent qu'une majorité de contemporains, las des injustices et des faux-semblants, éprouvent le besoin de changer la vie — et qu'il est évident, désormais, que la politique peut dans le meilleur des cas changer la vie —, un groupe de scientifiques comprenant MM. Théodore Monod et Jean-Claude Pecker de l'Académie des sciences, Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, Jean Ziegler, député suisse, Henri Laborit, Jacques Fontanel, Robert Laffont, le docteur Gaston Ferrière et le professeur Albert Jacquard viennent de former un groupe de réflexion, le mouvement Temps nouveaux.

Dans un appel publié dans l'hébdomadaire *Politis* daté jeudi 26 mai, les fondateurs de ce mouvement expliquent : « Il ne s'agit pas pour nous de lutter contre les partis qui sont aujourd'hui, malgré tout, le

meilleur barrage contre le totalitarisme, mais de ne pas accepter qu'ils confisquent toute la vie démocratique, et de créer parallèlement une formation indépendante de proposition qui n'imposera pas de certitudes ».

Temps nouveaux n'a pas de programme mais propose des thèmes de réflexion comme : l'électromagnétique et l'élimination des déchets nucléaires, le développement des associations d'intérêt collectif, le rôle accru à accorder aux pouvoirs locaux et régionaux, les améliorations des conditions de travail, une réduction de la défense en étendant l'efficacité des nouvelles techniques de résistance non violente armée, « une lutte sans merci contre le racisme et toute forme d'exclusion »...

\* Temps nouveaux, BP 146, 93163 Noisy-le-Grand Cedex.

### MÉDECINE

## De nouvelles perspectives pour la transplantation du foie

Le bilan positif de la double transplantation hépatique, réalisée à partir d'un seul donneur par le professeur Henri Bismuth (hôpital Paul-Brousse, Villejuif, Val-de-Marne), le 1<sup>er</sup> mai (le Monde du 6 mai), ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir.

Ce sont pourtant des circonstances exceptionnelles qui ont conduit à pratiquer cette intervention. Alors qu'une femme, souffrant d'une hépatite fulminante, se trouvait en salle d'opération pour y subir la transplantation du foie d'un homme qui venait de décéder à Berne, le centre d'hépatologie de l'hôpital Beaujon (Paris) indiquait qu'une autre femme, présentant la même pathologie hépatique aiguë, se trouvait dans un état encore plus critique, nécessitant une transplantation d'urgence.

Or, la première malade, âgée de quarante ans et ne pesant que 50 kilos, allait recevoir le foie d'un homme pesant près de 100 kilos. Il fallait donc « réduire » le foie transplanté. La partie restante de ce foie ne pouvait-elle pas servir à l'autre femme qui, aucun autre organe n'étant disponible en Europe, allait mourir très bientôt ? Ainsi fut réalisée la séparation du foie en deux parties, droite et gauche, et leur greffe aux deux malades. Celles-ci ont vu leurs fonctions hépatiques s'améliorer aussitôt, mais la patiente de Beaujon, qui avait développé une insuffisance rénale et une septicémie avant la transplantation, est décédée vingt jours après d'une défaillance polyviscérale. Celle de Villejuif a quitté l'unité de réanimation au sixième jour et se porte bien.

L'hépatite fulminante, qui conduit inéluctablement à la mort

dans de brefs délais, atteint de cent cinquante à deux cents personnes chaque année en France, victimes soit d'une hépatite B, soit d'une intoxication médicamenteuse ou autre. La seule possibilité thérapeutique est la transplantation d'urgence, pour laquelle le Centre de transplantation hépatique de l'hôpital Paul-Brousse présente les meilleurs résultats mondiaux : depuis février 1984, quarante-cinq personnes souffrant d'hépatite fulminante ont été transplantées avec 80 % de succès, tandis que les quatorze autres, pour lesquelles aucun donneur n'avait été trouvé, sont mortes.

### EN BREF

● **Mort de la gérontologue Ana Aslan.** — La célèbre gérontologue roumaine Ana Aslan, cofondatrice, en 1952, du premier institut de gérontologie médicalisée au monde, est décédée à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Elle dirigeait, outre l'institut national de gérontologie et de gériatrie, la clinique Otopeni, ouverte en 1970 dans la banlieue de Bucarest, où étaient soignées les « nonmancantes » roumaines et des personnalités du monde entier.

● **Un bébé opéré d'un phéomios.** — Le petit Rafati Szoyorta est devenu aveugle après avoir été opéré d'un phéomios (malformation du prépuce) le 26 avril au CHR d'Amiens-Sud. Son père a porté plainte le jeudi 26 mai auprès du procureur de la République. Après lui avoir annoncé que l'opération s'était bien déroulée, le médecin et le chirurgien qui soignaient l'enfant

l'ont envoyé sans explications au service de neuro-traumatologie où il est resté jusqu'à 18 heures, avant d'être transporté à l'hôpital Saint-Victor d'Amiens.

● **Des coquillages à l'origine de l'épidémie d'hépatite A en Chine.** — Selon le *Journal chinois de la santé*, l'épidémie d'hépatite A qui a officiellement atteint plus de 290 000 personnes et fait 11 morts, entre janvier et mars à Shanghai, a été causée par la consommation de coquillages (clams) infectés par les excréments humains, dont seulement 5 % sont traités avant d'être diversifiés dans les fluvies qui traversent la métropole. Les médecins occidentaux estiment que le nombre réel de personnes contaminées par l'épidémie, la plus grave connue à ce jour dans le monde, a été de 800 000 à 1 200 000.

● **Le Bénin candidat aux déchets industriels.** — L'Entente européenne pour l'environnement (EEE) a révisé, le 24 mai, l'existence d'un contrat, signé le 12 janvier dernier, passé entre le Bénin et une société de courtage de déchets, la SESCO, dont le siège est à Gibraltar. Aux termes du contrat, la SESCO s'engage à fournir, au cours des dix prochaines années, de 1 million à 5 millions de tonnes de déchets industriels en provenance d'Europe et d'Amérique du Nord, au prix de 3 dollars la tonne. Le ministre béninois de la santé, M. André Atchade, dans une note adressée au président Kérékou, a déploré les termes de cet accord, dont le rendement est très inférieur à celui signé entre la Guinée-Bissau et la société suisse Intercontat (40 dollars la tonne), alors même que « la sauvegarde de l'environnement n'est pas prise en compte ». — (AFP).





# Sports

TENNIS : les Internationaux de France

## Chris Evert au talon d'argile

Exceptés Andres Gomez et Tim Mayotte, toutes les têtes de série restaient en lice dans le tableau masculin des Internationaux de France, dont les seizièmes de finale devaient commencer, le vendredi 27 mai. Dans le tournoi féminin, en raison d'une douleur au talon, Chris Evert n'était pas en mesure de disputer son match de troisième tour avant le samedi 28 mai. Dans le haut du tableau, Steffi Graf et Gabriela Sabatini se sont d'ores et déjà qualifiées pour les huitièmes de finale ainsi que Nathalie Tauziat.

Les économistes disent que quand les États-Unis éternuent, l'Europe s'enrhume. Eh bien, jeudi soir à Roland-Garros, on pouvait dire que lorsque Chris Evert boite, le tennis féminin a des béquilles.

L'ex-madame Lloyd souffre depuis quelque temps d'un talon. En raison de cette douleur, elle avait dû renoncer aux Internationaux d'Italie le mois dernier. Pour jouer à Paris, où elle a gagné sept titres individuels depuis 1974, son pied était maintenu dans un étroit bandage. Cela a été suffisant pour passer relativement facilement les deux premiers tours. Au seizième de finale elle aurait dû avoir rendez-vous vendredi 27 mai avec la jeune Espagnole Arantxa Sanchez. Mais la doyenne du tournoi féminin - Chris Evert aura trente-quatre ans à la fin de l'année - a obtenu que son match soit reporté de vingt-quatre heures. Jeudi, au cours de la journée, elle a passé dans un hôpital de la région parisienne des examens - notamment une scintigraphie osseuse, - dont les résultats ne devaient être connus que le lendemain. Elle les attendait donc pour prendre une décision sur la conduite à tenir. Et le juge-arbitre a autorisé le report du match.

Grande dame du tennis, Chris Evert, qui réussit une fin de carrière remarquable, refusant notamment de se laisser pousser à la retraite par la nouvelle vague des championnes comme Steffi Graf et Gabriela Sabatini, méritait sans doute de tels égards. Pourtant, on peut se demander si les stars sont justiciables d'un traitement particulier sur les courts quand il s'agit d'assurer le bon déroulement d'une compétition. On n'imagine pas que le départ de la finale du 100 mètres olympique soit retardée pour permettre à Ben Johnson de soigner un ongle incarné.

Quand mercredi 25 mai la Néerlandaise Ter Riet a été prise de malaise pendant son match contre Navratilova, la malheureuse a dû abandonner sur-le-champ. Bref, en obtenant un délai, Chris Evert perturbe et fausse le déroulement du tournoi. L'avancement du tableau est retardé. Son adversaire est pénalisée dans tous les cas de figure,

forfait, défaite ou victoire. L'Américaine le sait parfaitement. Si elle pensait ne pas être en mesure de mettre le pied sur le court vendredi à l'heure dite elle aurait dû déclarer forfait. En l'occurrence, son comportement n'a pas été très sportif.

Le « star-system » n'excuse pas le manque d'élégance du procédé utilisé par les responsables du tournoi. C'est d'autant plus flagrant quand on sait que la première joueuse française, Nathalie Tauziat, a dû jouer trois jours consécutifs sans raison valable autre que le bon vouloir du juge-arbitre. En huitièmes de finale, la Tropicane doit rencontrer la championne en titre Steffi Graf. Veillera-t-on à ce que la Française ait passé une bonne nuit avant d'affronter l'Allemande ? Nathalie risque pourtant de faire des cauchemars avant d'entrer sur le court : Steffi est proprement terrifiante !

Quand Navratilova était au faite de sa gloire, on se demandait souvent si la Néo-Américaine n'aurait pas sa place dans un tournoi masculin. Elle semblait en effet avoir une puissance largement supérieure à toutes ses adversaires. Question théorique. Elle se repose avec Graf qui, à dix-neuf ans, n'a pourtant pas encore atteint sa pleine maturité athlétique. En tout cas, la puissance des coups qu'elle a frappés jeudi après-midi sur le court a été époustouflante. Petite mouche égarée à coups de marteau, l'Américaine Suzan Sloane faisait tellement peur à voir que le public fut soulagé quand elle arracha enfin un jeu. Ce n'était pas une leçon qu'elle recevait mais une punition. Certes un peu boulotte l'Américaine, qui n'a pas encore fêté son dix-huitième anniversaire, a pourtant un registre assez complet, qui lui a permis jusqu'à présent de ne pas faire seulement de la figuration.

### Suggestion

Paradoxalement, Steffi Graf estime que, pour rester première mondiale, c'est-à-dire pour résister au retour en force de Navratilova et à la montée en flèche de Sabatini, il lui faut alourdir encore plus son coup droit. On n'ose imaginer ce que cela pourra donner. Ou plutôt on le sait trop bien. Aussi le président de la Fédération internationale de tennis, Philippe Chatrier, qui semble actuellement à la recherche d'idées pour faire évoluer son sport (*le Monde* du 27 mai) nous permettra de lui faire une suggestion.

Deux décennies de professionnalisme n'ont pas eu les mêmes conséquences dans les circuits masculin et féminin. Chez les hommes, la forme athlétique est devenue la condition sine qua non de la réussite. En revanche, la technique reste l'élément déterminant pour la grande majorité des

femmes. Mais celles qui ont une bonne préparation physique ont un avantage incommensurable sur les autres. Le classement mondial établi, pour les joueuses du circuit, une hiérarchie unique qui amène, surtout dans les tournois du grand chelem, à des confrontations totalement déséquilibrées, affligeantes pour le public et les joueuses, donc véritable contrepublicité pour ce sport. Même s'il y a toujours des exceptions à la règle : les qualifications pour les huitièmes de finale par exemple de l'Espagnole Conchita Martínez ou de la Néerlandaise Nicole Pietrangeli.

Pour y remédier, la création de trois divisions pourrait être envisagée dans le tennis féminin. La première regrouperait les huit premières du classement actuel, la deuxième les trente-deux suivantes, la troisième toutes les autres. Les tournois réuniraient les joueuses d'une division avec des qualifiées de la division inférieure. A la fin de chaque saison, montées et descentes d'une division à l'autre s'effectueraient au vu des résultats, avec matches de barrage à l'appui. Comme au football.

### Périls

#### au premier tour

Bien évidemment, il ne s'agit que d'une idée en l'air, parmi d'autres. Sa mise en œuvre se heurterait à d'innombrables résistances. Mais elle aurait l'avantage de pallier l'aspect le plus déséquilibré du tennis féminin. Jamais, en effet, la fatalité de l'échec n'est à ce point inscrite dans la compétition masculine. Galops d'entraînement pour Graf, Sabatini ou Navratilova, les premiers tours d'un tournoi du grand chelem sont toujours pleins de périls pour les vedettes du circuit masculin.

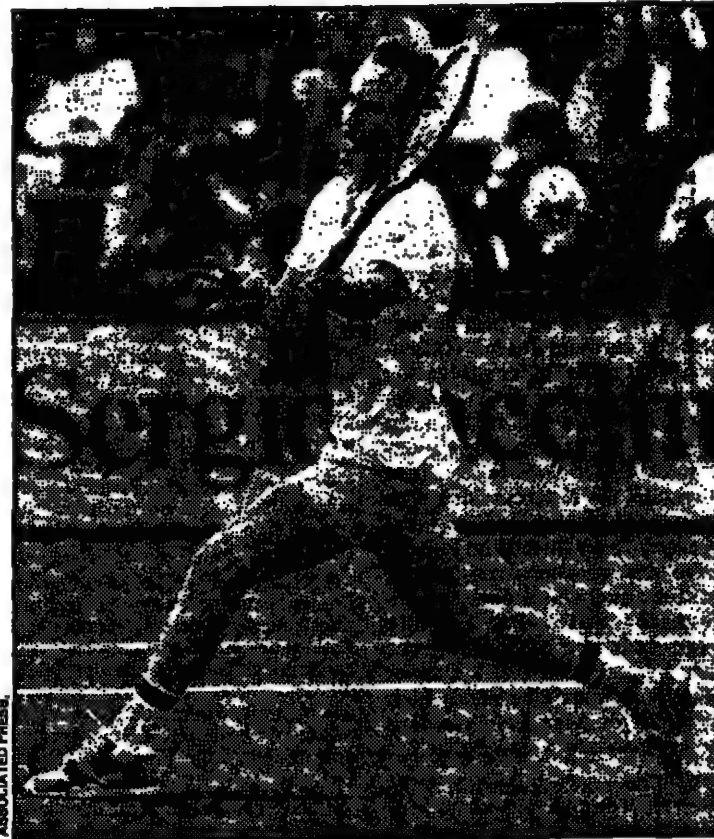
Jeudi, par exemple - sans avoir besoin d'insister sur le nouveau borborygme dans lequel s'est enfoncé Henri Leconte en attaquant les yeux fermés le qualifié yougoslave Orser - Ivan Lendl s'est retrouvé sur le court numéro un en face d'un Suédois pratiquement inconnu, Nicolas Kroon, un garçon manifestement amateur de bonne chère. Sa fiche biographique disait seulement qu'il était originaire du même village que Mats Wilander. Eh bien ! en dépit de ses kilos superflus, ou peut-être grâce à eux, Kroon tapait dans la balle comme un forgeron martelant l'enclume. Si ses coups ne paraissent pas aussi vite que ceux de Lendl, la différence était infime. Le champion du monde se retrouvait ainsi mené 0-3 par le 95<sup>e</sup> mondial qui est encore trois balles de break au huitième jeu de la première manche. Lendl dut produire un effort violent pour arriver à prendre de vitesse Kroon, dont l'expérience s'avéra ensuite trop limitée.

Pour John McEnroe, le problème s'est posé différemment. Mais ce fut tout de même un pro-

blème. Son adversaire, jeudi, Christian Bergström, était Suédois mais, enfant, il n'était manifestement pas tombé dans la marmitte de lift comme tous les compatriotes de Bjorn Borg depuis un quart de siècle. La balle de ce Suédois ne semblait donc pas peser des tonnes. Elle avait même des effets capricieux. Pour être une copie du jeu de l'Américain, cela imposa néanmoins à McEnroe une vigilance qui lui fit produire un de ses meilleurs tennis sur terre battue.

Cette aisance sur une surface qu'il n'a jamais vraiment domestiquée est d'autant plus porteuse de promesses, au moment où McEnroe effectue un nouveau « come back », qu'il va affronter au troisième tour son compatriote d'origine asiatique, Mister Chang. A peine âgé de seize ans, celui-ci incarne le nouveau tennis américain tandis qu'à vingt-sept ans, McEnroe symbolise la gloire vacillante de ce sport outre-Atlantique. C'est dire que la confrontation dépassera de beaucoup le choc des générations. Elle aura, de toute façon, un contenu émotionnel qu'on ne trouve pas à ce stade du tournoi dans le tableau féminin.

ALAIN GIRAUDO.



John McEnroe, après sa victoire sans peine de jeudi, doit affronter son jeune compatriote Michael Chang.

## Becker et Cash à la conquête de la terre

Les deux derniers champions de Wimbledon, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker (1985 et 1986) et l'Australien Pat Cash (1987) seront, le samedi 28 mai, présents au troisième tour de Roland-Garros. Leurs qualifications respectives, contre deux jeunes loups du circuit, le Tchèque Jan Korda (vingt ans, 75<sup>e</sup> ATP), battu 6-4, 6-3, 6-4, et l'Espagnol Javier Sanchez (vingt ans, 102<sup>e</sup> ATP), éliminé 6-3, 3-6, 4-6, 6-2, 6-3 ne relèvent certes pas de l'exploit. Plus que les résultats, c'est la manière dont ils furent obtenus qui était gâtée le jeudi 26 mai.

Demi-finaliste ici-même l'an dernier, Boris Becker a déjà prouvé que son service et son coup droit surprenants, mais aussi son appétit de fauve, aiguisé par l'odeur des tournois du grand chelem, pouvaient compenser ses lacunes techniques sur terre battue. A condition toutefois d'éviter de croquer en chemin un gros crocodile.

Avec ses 65 kilos pour 1,90 m, ses longues jambes et ses épaules retreintes sur un corps efflanqué, Petr Korda ressemblerait plutôt à un élastique. Une proie d'autant plus facile que le jeune Pragois a accepté d'embêter le rapport de forces imposé par son adversaire avec des échanges à vitesse supersonique.

Comme le prétend son manager, Ion Tiriac, Boris Becker a peut-être

dans sa psychologie « tous les coups pour s'imposer sur la terre battue ». Encore convient-il de les utiliser et de les enchaîner au bon moment et surtout d'éviter de confondre trop souvent vitesse et précipitation.

Ainsi, au lieu de préparer ses montées au filet, le double champion de Wimbledon s'y rue à la suite de coups si puissants qu'ils ne lui laissent pas toujours le temps d'arriver à la volée en bonne position. Plus inquiétant pour sa perception du jeu sur terre battue, il se refuse à défendre et préfère tenter des contre-attaques à haut risque lorsqu'il se sent en difficulté.

Par chance pour lui, le tirage au sort du tournoi l'a, a priori, mis à l'abri des crocodiles jusqu'en demi-finale, sauf si le Soviétique Andreï Chesnokov élimine Pat Cash en huitièmes.

Battu au premier tour lors de ses trois précédentes participations aux Internationaux de France, l'Australien a franchi un pas important, le lundi 26 mai, veille de son vingt-huitième anniversaire, en se qualifiant pour le troisième tour. S'il n'est pas aussi redoutable que son frère aîné, Emilio (tête de série n° 12), Javier Sanchez est, en effet, un authentique joueur de terre.

En remportant le premier set, Pat Cash a montré qu'il pouvait jouer juste sans trop modifier la technique et la tactique qu'il applique sur des

surfaces rapides. Son programme d'exhibitions dans les arènes de Nîmes et de Fréjus, son séjour dans le camp d'entraînement de Patrice Hagelauer, ont facilité son adaptation et surtout démontré sa volonté de retrouver les marques oubliées depuis son enfance et son adolescence, où il jouait presque exclusivement sur terre.

Cette adaptation est, certes, encore un peu précaire. Pour être pratiqué avec succès sur terre, le tennis offensif exige une application et une concentration de tous les instants. Quelques moments de relâchement et un peu de précipitation dans certaines montées au filet, lui ont coûté les deuxième et troisième sets.

Si Pat Cash a pu finalement revenir dans le match et renverser la situation en cinq sets, sans doute le doit-il à sa nouvelle motivation. Les problèmes de santé rencontrés en début de saison par Ivan Lendl, le champion du monde, ont aiguisé quelques ambitions. Comme Boris Becker, l'Australien peut battre les meilleurs et remporter les plus grands tournois sur surfaces rapides. Encore leur reste-t-il à démontrer leurs progrès sur terre battue. Pour les deux derniers vainqueurs de Wimbledon, le chemin de la grande consécration passe donc plus que jamais par Roland-Garros.

GÉRARD ALBOUY.

## Le dernier tango de Guillermo

Un beau soir de printemps. Après avoir joué les méchants, le ciel s'est apaisé. Quelques rayons de soleil viennent même lécher le court numéro deux, le jeudi 26 mai. L'heure tardive a éloigné le public. Il ne restait que quelques anciens à avoir choisi de venir regarder, une nouvelle fois, celui qui, y a onze ans, a fait vibrer le court central.

Guillermo Vilas est là et le passé semble resurgir. Même sérieux appliqué, même bandoulière enroulée de longs cheveux noirs comme s'il allait rencontrer Bjorn Borg, son camarade des années « baby boom ». Sensible aux quelques applaudissements, le champion s'efforce de monter au filet pour frapper de petits coups dans les coins. Le service n'est toujours pas son fort, et son adversaire, Eduardo Bengoechea, n'a aucun mal à se saisir de ses balles.

Etrange combat entre deux Argentins qui se donnent la réplique avec difficulté. Avant de disparaître, le soleil laisse croire qu'il illumine une rencontre dans une banlieue de Buenos-Aires. Les balles volent mollement avant de s'écraser sur le filet. Les jeux défilent, hésitant à offrir l'avantage au « jeune » de vingt-huit ans ou à l'ancien de trente-cinq ans.

Et brusquement, comme un coup d'éclair, un splendide bras retourné vient rappeler les années de gloire. Les exploits sur les courts, les aventures sentimentales, qui faisaient la joie des gazettes, se bousculent dans la

mémoire. Borg n'est pas loin. Connors lui dispute le titre de l'US Open et Tricac sourit sous ses moustaches.

Le rêve se déchire, mais Tricac est bien là. Il passe dix minutes comme pour saluer son ancien compagnon de double, comme pour jeter encore une fois un regard à son ex-protégé. Il le regarde souffler toujours plus fort ou se remettre avec peine de ses déplacements trop fréquents.

Un set pour Bengoechea, un set pour Vilas. La partie semble s'enfoncer dans une triste indécision jusqu'au moment où une mauvaise réception de la vedette lui fait porter la main à la cheville droite. Dix-sept ans de services sur tous les courts du monde vont-ils s'achever à cause d'une mauvaise entorse ? Vilas serre les dents un peu plus et poursuit ce combat douteux. Deux hommes fatigués s'efforcent de conclure avant que la nuit tombe.

« On savait que l'on ne pouvait pas jouer un cinquième set », explique Vilas, comme pour excuser le 6-0 du quatrième. Mais l'ancien champion affirme qu'il a toujours joué avec plaisir. « La preuve, voyez la façon dont le public m'a applaudi pour me dire au revoir. »

C'est cette relation qu'il estime spéciale avec le public qui le pousse à continuer. Les spectateurs « apprécient que je travaille toujours très fort », dit-il. A

l'âge où beaucoup ont choisi de déserter les courts, lui continue à s'entraîner trois heures par jour et même à travailler ce fichu service qui lui a valu tant de débâcles. Il aime montrer ce qu'il sait faire, alors que, devenu le 78<sup>e</sup> joueur mondial, il persiste à fréquenter les tournois.

« Je prends les choses une par une. Quand j'ai commencé à tenir une raquette je ne savais pas que je gagnerais Roland-Garros. Aujourd'hui, je ne sais toujours pas si je peux réussir un match. » En attendant, le poète, l'homme qui aime manier la plume, écrit des chansons. Il compte enregistrer prochainement un disque dans son pays.

Vilas chanteur aura-t-il autant de succès que Vilas tennismen ? Sa place dans le développement du tennis en Argentine a été primordiale. « Ses succès mais surtout son travail ont forcé les jeunes à devenir plus professionnels », explique Tito Vasquez, capitaine de l'équipe nationale en Coupe Davis. Lui assure que Vilas a été l'exemple qui a fait du tennis le deuxième sport de ce pays après le football. Aujourd'hui, Gabriela Sabatini ou Guillermo Perez-Roldan ont pris le relais.

Jeudi, Sabatini jouait en même temps que Vilas. C'est elle qui avait motivé les radios sud-américaines et leurs reporters intraitables. L'ancien, lui, se contentait de faire rêver quelques nostalgiques.

SERGE BOLLOCH.

## Les résultats du jeudi 26 mai

### SIMPLE MESSIEURS

● Premier quart de tableau. - Svensson (Sué, 21) bat Champion (Fra, 101), 6-3, 3-6, 6-2, 6-3; Jiste (Arg, 20) bat Motta (Bré, 124), 7-5, 6-1, 7-6 (7-4); Carlson (Sué, 9) bat Pecher (Fra, 79), 6-3, 6-1, 6-1; Tomsen (Fra, 62) bat Kestie (RFA, 109), 6-1, 6-4, 6-3; Chang (E-U, 122) bat Svensson (Sué, 210), 6-4, 6-1, 6-3; Nyström (Sué, 23) bat Berger (E-U, 34), 7-5, 6-3, 6-0; Lendl (Tch, 1) bat Kroon (Sué, 95), 6-4, 6-0, 6-1; McEnroe (E-U, 18) bat Bergström (Sué, 97), 6-2, 6-4, 6-3.

● Deuxième quart de tableau. - Cash (Aus, 4) bat Sanchez (Esp, 102), 6-3, 3-6, 4-6, 6-4, 6-3; Leconte (Fra, 14) bat Orser (You, 100), 6-1, 6-0, 6-7 (5-7), 1-6, 6-2; De La Pena (Arg, 107) bat Davis (E-U, 99), 4-6, 6-3, 6-1, 6-1; Woodside (Aus, 58) bat Arrese (Esp, 37), 6-4, 6-3, 5-7, 4-6, 6-4; Becker (RFA, 6) bat Korda (Tch, 75), 6-4, 6-3, 6-4; Bengoechea (Arg, 54) bat Vilas (Arg, 78), 6-3, 4-6, 7-5, 6-0; Chesnokov (URSS, 19) bat Rensberg (E-U, 68), 6-4, 6-3, 4-6, 6-3; Muster (Aut, 45) bat Hecman (Bel, 278), 6-1, 6-0, 6-2.

● BOXE : Championnat d'Europe des super-légers. - La Française d'origine albinoe Tex Nicklenko, trentia ans, est parvenue à conserver, pour la troisième fois, son titre de champion d'Europe des super-légers en dominant l'Anglais Lloyd Christie, battu par arrêt de l'arbitre à la sixième reprise d'un combat prévu en douze, le jeudi 26 mai, au Châtelet de la porte Jaune, dans le bois de Vincennes.

### SIMPLE DAMES

#### (seizièmes de finale)

● Premier quart de tableau. - C. Martinez (Esp, 279) bat L. Mac Neil (E-U, 10), 1-6, 6-3, 6-1; N. Tauziat (Fra, 29) bat J. Byrne (Aus, 146), 7-5, 6-2; S. Graf (RFA, 1) bat S. Sloane (E-U, 106), 6-0, 6-1; B. Fulco (Arg, 37) bat H. Zrubakova (Tch, 56), 6-2, 6-3.

(Entre parenthèses, la nationalité et le classement des joueuses.)

## LES HEURES DU STADE

### Automobilisme

Grand Prix du Mexique de Formule 1. - Mexico, dimanche 29 mai (TF 1, « Sport dimanche soir » à partir de 22 h 30, la dernière demi-heure de la course en léger décalé).

Championnat du monde des rallyes. - Rallye de l'Acropole, jusqu'au mercredi 1<sup>er</sup> juin.

### Cyclisme

Tour d'Italie. - Jusqu'au 12 juin.

### Football

Coupe de France. - Demi-finales aller, mardi 31 mai, Nice-Sochaux ; mercredi 1<sup>er</sup> juin Metz-Reims.

### Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. - Grand Prix d'Allemagne, dimanche 29 mai à Nurburgring.

### Rugby

Championnat de France. - Finale, Agen-Tarbes, samedi 28 mai à 20 h 30 au Parc des Princes. (A 2 en direct à partir de 20 h 26).

### Sports équestres

CSIO de Cannes. - Jusqu'au dimanche 29 mai.

### Tennis

Internationaux de France à Roland-Garros. - Jusqu'au dimanche 5 juin (FR 3 à partir de 11 heures, chaque jour. A 2 à partir de 14 h 40 et de mardi à samedi de 14 heures à 20 heures).



# Le Monde SANS VISA

Quand les Allemands refusent les Baléares, on peut les voir sur le littoral du Schleswig, où les attendent au tournant une minorité danoise, des écologistes et des paysans-pêcheurs. Une ambiance.



## Une Allemagne entre deux mers

par Marie-France Calle

**L**ES montagnes en moins, la mer en plus, le Schleswig du Sud aurait quelque chose de la Suisse. Un coin de campagne avec des vaches, de vastes étendues d'herbe en bonne santé et des champs de colza, taches jaunes au printemps. La mer, omniprésente, un pays plat comme la main, où même les arbres se courbent vers l'est, obéissant au vent qui jette, avec violence parfois, des paquets de vagues contre les terres. Le vent, un élément sans lequel le Schleswig ne serait pas ce qu'il est, ce que les Allemands appellent un « Luftkurort » — un lieu où l'on peut faire des cures d'air.

Le vent, c'est vrai, garantit la pureté de l'atmosphère à ce pays posé entre deux mers : la mer du Nord à l'ouest, la Baltique à l'est. Il balaye le « smog », le brouillard industriel dont souffrent trop souvent les autres régions de l'Allemagne fédérale. Et il donne à l'air la « légèreté du champagne », comme disent les habitants. On va donc avant tout respirer au Schleswig, se griser de vent et de mer. Heureusement, les habitants du Schleswig du Sud — le Schleswig du Nord se trouve au Danemark — ont les pieds sur terre. Des paysans pour la plupart, qui ont appris très tôt que le sol qu'ils cultivent et où paissent leurs animaux est une perpétuelle conquête. La tradition veut qu'ils soient grands et solidement bâtis, blonds et peu bavards. Une population à 90 % protestante.

Terre allemande aux confins septentrionaux de la République fédérale, le Schleswig du Sud forme, avec le Holstein dont il est séparé par le cours d'eau de l'Eider, un « Land » de 16 000 kilomètres carrés environ, la seule région de RFA où l'horizon franchit les frontières et où le ciel est plus vaste que la terre. L'une des contrées occidentales allemandes les moins peuplées aussi. A sillonner les petites routes de campagne qui relient un clocher à un autre — on repère les flèches des églises, pourtant modestes, à 10 kilomètres par temps clair — on rencontre plus de vaches, de chevaux et de moutons que d'êtres humains : cent soixante-huit habitants au kilomètre carré, dans la Ruhr, on en compte plus de mille !

« Dans ce pays, ceux qui refusent de construire des digues peuvent battre en retraite. » Le dicton remonte sans doute à l'époque où il n'était pas rare que la mer du Nord, déchaînée, s'engouffrait loin dans les terres pour y engloutir hommes et biens. La catastrophe

de 1362, par exemple, est gravée dans la mémoire collective. Cette année-là, le petit port de Rungholt, en Frise du Nord, fut rayé de la carte, entièrement emporté par les flots. Les chants folkloriques contiennent encore aujourd'hui en « plattdeutsch » — bas-allemand, un dialecte incompréhensible pour les non-initiés, — en de longues complaintes, le destin tragique de Rungholt. La légende

Wadden alimente une polémique politico-écologique. Ce territoire amphibie de 2 500 kilomètres carrés, ni mer ni terre, vit au rythme des fortes marées de la mer du Nord. Son nom vient de Watt (Wattenmeer) qui donne en français le très peu poétique « vasières ». Et pourtant, c'est dans ces vasières qu'une faune extraordinaire s'épanouit : six cents espèces de petits animaux



veut aussi que l'Atlantide ait disparu au large des côtes du Schleswig... et non en Grèce. Pourtant, les premières digues ont été construites dans la région au dix-septième siècle seulement et encore, avec le concours des Hollandais. C'est pourquoi les habitants du Schleswig ne comprennent pas très bien que, alors que la technique moderne permet d'opposer à la mer des remparts inébranlables, les écologistes soient contre.

### Les Verts contre la digue

Il y a une dizaine d'années, après une nouvelle incursion particulièrement meurtrière de la mer du Nord, les autorités allemandes, en accord avec les autorités danoises, ont résolu de construire une digue plus avancée dans la mer. Ce qui a soulevé un tollé dans les milieux écologiques, persuadés qu'une telle mesure mettrait en danger l'équilibre biologique de la mer des Wadden, l'espace marin situé entre les îles Frisonnes du Nord et la côte du Schleswig. Selon les estimations des écologistes en effet, 90 % de la faune serait détruite. La digue a tout de même été construite, avec quelques compromis : 7 kilomètres au lieu de 20 en face de Husum, petite ville pittoresque de Frise du Nord.

Cela fait donc bien une quinzaine d'années que la mer des

Wadden alimente une polémique politico-écologique. Ce territoire amphibie de 2 500 kilomètres carrés, ni mer ni terre, vit au rythme des fortes marées de la mer du Nord. Son nom vient de Watt (Wattenmeer) qui donne en français le très peu poétique « vasières ». Et pourtant, c'est dans ces vasières qu'une faune extraordinaire s'épanouit : six cents espèces de petits animaux

allant de l'araignée naine qui tisse sa toile en surface et au-dessous de l'eau, aux crevettes, en passant par les moules. Une zone pleine de ressources alimentaires pour les oiseaux migrateurs qui font escale au large des îles lors des grandes migrations de printemps et d'automne.

On dit en effet que la mer des Wadden offre un plancton aussi riche que celui des mangroves tropicales : quarante mille petits crabes, dix mille escargots miniatures et neuf cents vers au mètre carré. De quoi rassasier les échassiers les plus gourmands ! C'est pour préserver ce plancton animal extraordinaire, et donc les oiseaux qui s'en nourrissent, que les écologistes sont partis en guerre contre les touristes friands de « Waltenwanderungen » — mot à mot, balades dans les vasières. Ces promenades à marée basse sont en réalité conçues comme un bain de jouvence. Quoi de plus sain qu'une longue randonnée au petit-pied, pieds nus dans la boue salée.

Mais les animaux microscopiques ne s'en remettent pas et les écologistes, furieux et impuissants, constatent qu'aujourd'hui encore les quatre cinquièmes de la mer des Wadden sont foulés aux pieds par les touristes, bien que la zone de la Frise du Nord ait été déclarée réserve nationale en 1985. Une décision qui a par ailleurs fortement mécontenté les paysans. « Que se passera-t-il si l'on chasse les touristes et si l'on

nous interdit de pêcher dans la mer des Wadden ? » disent-ils. La plupart des fermiers de cette région vivent, il est vrai, de ces activités annexes que sont le tourisme et la pêche.

Pourtant les experts sont formels : la mer des Wadden est un réservoir de richesses pour la mer du Nord car elle sert de lieu d'incubation à vingt sortes de poissons dont les soles, les limandes, les anguilles et les harengs. Mais pour combien de temps encore ? Il a été reconnu que des fleuves comme l'Elbe charriaient des déchets à forte concentration de dioxine et que la chair des poissons fixait particulièrement bien cette substance. Selon l'Institut fédéral de l'environnement de Berlin, une teneur en dioxine six mille fois supérieure dans certains poissons à celle relevée dans l'eau elle-même a été constatée.

### La frontière ferme à 22 heures

Tout cela n'empêche pas les touristes d'affluer vers les îles Frisonnes du Nord dès le printemps. Et notamment vers Sylt, la plus prisée d'entre elles. La plus snob aussi : il est de bon ton, pour ce que l'on appelle en RFA la « schikeria », de passer ses vacances sur cette île de 93 kilomètres carrés, reliée au continent par un chemin de fer mis en service dans les années 1920 et qui porte le nom du général Hindenburg, dernier président de la République de Weimar.

On embarque à Niebüll, petite bourgade située à quelques kilomètres de la frontière danoise. Les voitures sont chargées sur le train et les passagers restent dans leur véhicule pendant la durée du trajet, une heure environ. Lorsqu'on se rend à Sylt pour la journée, on a la possibilité d'acheter un « combi-ticket », un billet qui permet de rentrer par le Danemark. Il suffit alors de conduire jusqu'à List, le port le plus au nord de Sylt, et d'embarquer sur le ferry qui dessert l'île danoise de Rømø. De là on rejoint le Jutland par une digue de 9 kilomètres.

Cela vaut le détour. Le contraste entre Sylt la surpeuplée, la sur-civilisée et les immenses plages danoises, restées à l'état sauvage, est saisissant. Hélas ! la comparaison n'est pas toujours à l'avantage de l'île allemande. Sylt, sorte de Saint-Tropez avec toits de chaume, offre un mélange curieux de styles, ou d'absence de style, comme Westerland, la station balnéaire où l'on débarque du train. La concentration d'hôtels, de boutiques, de restaurants, d'immeubles y est telle qu'on ne voit pas la mer. Sans compter que

pour se rendre sur la plage, il faut payer. Bref, on ne peut s'empêcher de méditer, en flânant dans la zone piétonne de Westerland — qui ressemble par sa banalité à toutes les zones piétonnes de RFA, — sur cette formule cruelle que le *Wall Street Journal* attribuait il y a quelques semaines au goût allemand : « Boring is beautiful » (Tout ce qui est ennuyeux est beau). Car, répétons-le, Sylt c'est la Riviera ouest-allemande. Un lieu qui fait référence.

Le fin du fin pour montrer que l'on fait partie du Tout-Sylt, c'est de coller sur sa voiture une carte de l'île. Quant aux toits de chaume, on les retrouve vers le nord de l'île, à Kampen. C'est là que les vrais snobs, ont élu domicile. Et quel domicile ! Dans le but louable de conserver une couleur locale de bon aloi, toute bâtisse, privée ou publique, est recouverte de chaume. La boutique Cartier, le Mac Donald, le salon de thé ou l'épicerie du coin, tout a ainsi des allures de maison du Petit Chaperon rouge... Un luxe pourtant que ces toitures nettes et faiblement rustiques : la prime d'assurance incendie coûte deux fois plus cher au propriétaire. Mais en règle générale, l'argent n'est pas un problème pour les estivants de Sylt.

Le passage de la frontière entre le Danemark et la RFA est si peu marqué qu'un voyageur distraait peut oublier dans quel pays il se trouve. Les restaurants allemands ont souvent des noms danois et un

fort pourcentage de clientèle danoise. Le soir, au dessert, la serveuse nous demande si nous comptons passer la nuit ici ou « de l'autre côté ». « Ce n'est pas pour vous presser, dit-elle, mais la frontière ici ferme à 22 heures. » Celui qui s'attarde devra faire un grand détour vers un autre poste frontalier ouvert toute la nuit.

Raccourci historique : c'est en 1920, après la défaite de l'empire allemand, qu'est fixé le tracé de la frontière tel qu'il existe encore aujourd'hui. Le Schleswig, que le roi Christian I<sup>er</sup> du Danemark avait juré, en 1460, de ne jamais séparer de l'Holstein, se trouve coupé en deux : le nord est rattaché à la couronne danoise, le sud à l'Allemagne.

« Je ne suis pas un Allemand qui parle danois, mais un Danois qui vit en Allemagne », dit sans détour Paul Herrtramp, adjoint au maire de Flensburg. Ce port de cent mille habitants, situé à la pointe d'un fjord où pénètre la mer Baltique, est le cerveau de la minorité danoise au Schleswig du Sud. Une minorité qui a un parti politique, le SSW (Association des électeurs du Schleswig), représenté par Karl-Otto Meyer. A Flensburg, le SSW arrive en troisième position après le parti social-démocrate et le parti chrétien-démocrate. Avant les libéraux et les Verts. Et au Parlement de Kiel, Karl-Otto Meyer occupe un siège.

(Lire la suite page 18.)

## ACCESS 101/161A

## NEW YORK 2000 FAR

	A.R.	A.R.
LOS ANGELES	1500	2000
SAN FRANCISCO	1500	2000
MIAMI	1400	2000
CHICAGO	1000	2000
DALLAS	1000	2000
WASHINGTON	1400	2000
ORLANDO	1000	2000
MONTREAL	900	1000
CALGARY	2100	3700
RD DE JAMBOU	3400	4000
MEXICO	2500	4300
BANQUE	2200	4700
SYDNEY	4000	7000
ATLANTES	2000	2000

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS  
réductions possibles en 1<sup>re</sup> classe et classe affaires  
TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94  
8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles



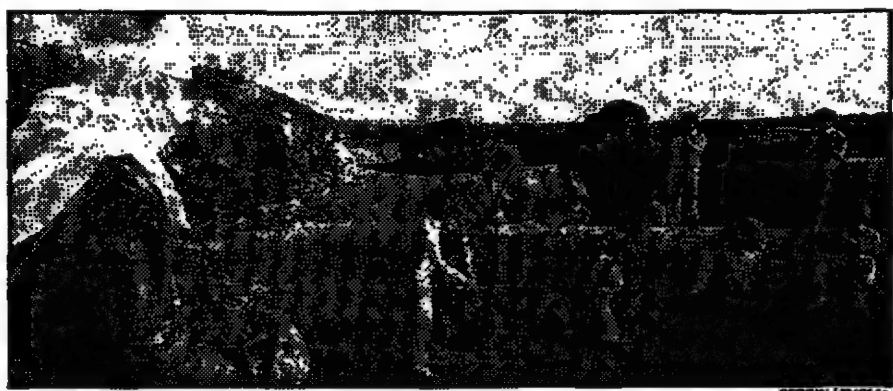
## ESCALES

Mendelssohn  
chez les Touaregs

A nos oreilles parfois blasées, Méloade offre un plaisir d'esthète qui renouvelle l'écoute de la musique. Méloade, une appellation imagée qui unit nomades et mélomanes, le temps d'un voyage dans le désert. Au cœur de ce qui n'est pas une errance, deux concerts. Cet événement, car c'en est un — le premier ayant eu lieu l'an passé à la même époque — se produira en octobre prochain dans les tentes du Hoggar. Les mélomanes seront des Européens, les nomades des Touaregs.

L'orchestre — l'ensemble d'instruments à vents de Maurice Bourgue composé pour la circonstance de dix-sept musiciens dont un violoncelle et une contrebasse — interprétera notamment des sérénades de Dvorak et de Strauss, la *Gran Partita* K 361 de Mozart et un nocturne de Mendelssohn. Une musique pour plaire donc, une musique destinée à être écoutée en plein air et de nuit. Quel programme pouvait mieux convenir à un concert qui s'ouvre au coucher de soleil et se tait sous les étoiles ?

Pour accompagner et préparer ces moments privilégiés, Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24) et



FNAC Voyages (6, bd de Sébastopol, 75004 Paris, tél. : 42-71-31-25) proposent différentes formules : de l'initiation au désert (6 jours, du 18 au 23 octobre, 8 700 F) à l'expédition de 13 jours dans le Sahara central pour ceux que le désert a définitivement séduits (du 18 au 31 octobre, 13 900 F). Les concerts ont lieu les 20 et 21 octobre. On bivouaque sous les étoiles, dans la paix saharienne. La nourriture est excellente, abondante et adaptée (petit déjeuner copieux, pique-nique à midi, repas chaud le soir). Soirée autour du feu de bois allumé par les Touaregs pour cuire le repas, thé à la menthe. Une forme intelligente de voyage alliant l'art, la vie au grand air et la convivialité.

Théâtre  
et musique  
à Chambord

Le Jardin jeu d'amour — un spectacle de danse, — le 28 mai ; l'Ensemble baroque de Limoges dans un programme Bach, Lully, Telemann et Vivaldi, le 28 ; le Chat botté, par le Théâtre du Campagnol, le 4 juin ; un unique récital du pianiste Eugène Mogilevsky, qui interprétera des sonates de Scarlatti et de Beethoven, deux préludes de Rachmaninov et les Tableaux d'une exposition, de Moussorgski, le 8 juin ; le Barbier de Séville, de Beaumarchais, par le Théâtre des Deux-Rives, le 10... Le programme se poursuit jusqu'au 18 juin,

dans un cadre inhabituel, le château de Chambord.

Le conseil régional du Centre, organisateur du quatrième Festival de Chambord, renoue par cette manifestation, avec une tradition ancienne, puisque Molière donna là la première représentation de son *Bourgeois gentilhomme*. Prix des places : 70 F (40 F pour les jeunes de moins de seize ans et pour les titulaires de la carte Vermeil). Renseignements auprès de l'Office de tourisme de Blois (tél. : 54-74-06-49), à la FNAC Orléans (tél. : 38-53-10-10) et au Centre d'information de Chambord (tél. : 54-20-34-66). Réservation par téléphone au bureau du festival : 38-83-59-31. Un service gratuit de cars sera assuré au départ de certaines villes, les samedi 4 et 11 juin (tél. : 38-83-59-31).

L'an mille  
des orthodoxes

An de grâce 988. Vladimir le Grand, prince de Kiev, qui de la Baltique à la mer Noire règne sur la Russie, se fait baptiser dans les eaux du Dniepr. Son peuple l'imita. Le prince, qui vient de voler au secours des co-empereurs de Byzance, Basile II et Constantin VIII, leur a promis de se convertir au christianisme en échange de la main de la princesse Anne, leur sœur. Le rite orthodoxe russe est celui de Byzance, le slavon remplaçant le grec.

Mille ans se sont écoulés depuis cet événement. Deux agences, Sip voyages (1, rue Garancière, 75006 Paris, tél. : 43-29-56-70) et Procure Voyages (4, rue

Madame, 75006 Paris, tél. : 45-48-63-10) le commémorent par une série de circuits en URSS avec participation à des cérémonies religieuses.

Un premier itinéraire ira de Kiev à Kij en passant par Moscou, Vladimir, Souzdal, Zgorak, Leningrad, Vologod et Petrozavodsk. Deux périodes : du 9 au 23 juillet (11 850 F par personne, tout compris) et du 16 au 30 juillet (11 250 F). D'autres périodes, à partir d'un tronçon commun qui passe par Kiev, Kharkov et Moscou (du 13 au 20 août, 7 950 F) huit itinéraires différents sont possibles : un en Ukraine ; cinq à travers de vieilles villes russes et la région de Leningrad ; dans les pays Baltes et un, enfin, en Géorgie-mer Noire. Du 6 au 20 août et du 13 au 27 août. Pour ces voyages avec leurs extensions, prix de 11 200 F à 12 260 F.

Châteaux  
en Auvergne

Château-Dauphin, Auzan, La Vigne, La Roche, Montmorin, Thoury... Difficile de faire plus simple dans la proposition de voyage que cette invitation à aller fréquenter la route des châteaux d'Auvergne qui défend avec ardeur l'association du même nom soutenue par la direction régionale du tourisme et la Demeure historique. Qu'on ne s'y trompe pas : la démarche est tout sauf dérisoire. On imagine qu'il y a quelques difficultés aujourd'hui à promouvoir ces choses simples que sont les grands témoins de notre patrimoine. On peut penser que, sans cette poignée de vibrants qui, en France, s'acharnent à vouloir nous les faire rencontrer, ils seraient depuis longtemps tombés dans le vide des mémoires et les ruines de l'oubli.

Vies France (8, rue de la République, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. (1) 30-61-23-23) est de ceux-là, qui vient de mettre au point une formule « route des châteaux d'Auvergne » d'une huitaine de jours. Pour tous les autres renseignements : Association des châteaux d'Auvergne, château de la Batisse, 63450 Châlonnet. Tél. : 73-79-43-99.

## Où y a-t-il?..

5000  
VARIÉTÉS  
D'ORCHIDÉESUNE FERME  
AUX  
PAPILLONSUNE  
RESERVE  
ZOOLOGIQUE2000 HEURES  
DE SOLEIL/ANDES PLAGES  
DES  
PETITS PORTSà  
Jerseyà  
Jerseyà  
Jerseyà  
Jerseyà  
Jersey  
LA BELLE  
ANGLO-NORMANDE!

Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en couleur, avec la possibilité de demander un coupon à : Maison de l'île de Jersey, 18, boulevard Maréchal-Léon, 75008 Paris, Tél. (1) 47 42 92 68. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h-30. Tél. : 38 18 - 42 92 67.

NOM (NOM ou COGNOM) \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

## Une Allemagne entre deux mers

(Suite de la page 17.)

« Je me sens avant tout citoyenne du Schleswig du Sud », dit Maïke Lohse, qui enseigne dans l'une des cinquante-trois écoles de la minorité danoise. « C'est une question de culture, de langue, de tradition. » Elle-même milite dans un mouvement pour la paix et un mouvement pour l'émancipation de la femme.

« Dans ce contexte, explique-t-elle, je travaille avec des Allemands. Nous défendons les mêmes causes. Pourtant, c'est vrai, je sens parfois une différence de mentalité, notamment pour ce qui est du féminisme. Les Danoises me semblent moins crispées. »

Si le parti de Karl-Otto Meyer compte quatre mille huit cents adhérents, la communauté danoise, réunie en une association, le SSF, apolitique, en compte cinquante mille. Outre les écoles, où l'enseignement est dispensé en danois, la minorité a un journal, des centres culturels, des organisations pour les personnes âgées, des crèches, bref, toute une infrastructure qui permet à certains de vivre... comme s'ils étaient au Danemark. Maïke Lohse affirme que les relations sont harmonieuses entre la minorité danoise et le reste de la population. « Pour moi, c'est un enrichissement, dit-elle. Je pense aussi qu'il existe un phénomène d'osmose : les Allemands du Schleswig du Sud ont adopté certains traits du caractère danois,



par exemple, je les trouve plus décontractés que dans le reste de la R.F.A. »

Elle avoue pourtant qu'il existe des membres de la minorité qui passent leur vie entière sans adresser la parole à un Allemand. Mais on est loin du temps de

## Carnet de route

Le Schleswig-Holstein s'étend entre Hambourg et la frontière danoise. Voici les lieux qui présentent le plus d'intérêt.

● Friedrichstadt : petite ville pittoresque de 2 500 habitants. Fondée au dix-septième siècle à l'initiative du roi Frédéric III du Danemark, pour tous les persécutés en Europe en raison de leur religion : huguenots, juifs, etc. Elle fut construite sur le modèle des villes hollandaises.

● Flensburg : l'un des ports les plus florissants du Schleswig-Holstein à l'époque de la Hanse. Essayer de visiter la plus petite université de RFA, la Nordische Universität, qui compte moins de cent étudiants.

● Husum : petite ville qui remonte au Moyen Âge. Est devenue un port lorsque Rungholt, qui se trouvait sur la

côte, a été emportée par les flots.

● Seebüll : Musée Nolde installé dans l'ancien atelier du peintre.

● Les Bae : Fähr, où Hans Christian Andersen est venu passer ses vacances en 1844 ; Amrum, qui a, paraît-il, la plus large plage d'Europe. Et Sylt (quand même...) L'île de Römö, au Danemark, vaut le détour : on peut y rouler sur la plage en voiture ou à moto. Mais attention à l'enlèvement...

Enfin, le Festival de musique du Schleswig-Holstein se déroule cette année entre le 26 juin et 28 août. Les concerts ont lieu dans plusieurs villes du Land ; notamment, à Flensburg, Husum, Fähr, pour ce qui est du Schleswig du Sud. Une adresse pour se procurer de plus amples informations : Kartensentrale Schleswig-Holstein Musik Festival, Postfach 3810, 2300 Kiel 1 (RFA).

l'annexion du Schleswig par la Prusse, époque où les minoritaires danois étaient considérés avec méfiance et comme des traîtres en puissance. Une anecdote à ce propos : les autorités prussiennes avaient interdit aux Danois d'utiliser le ciment blanc pour construire leurs maisons de briques, les briques rouges et les interstices blancs rappelant le drapeau danois, rouge à longue croix blanche ; de la sédition pure et simple pour les Prussiens ! Spontanément aujourd'hui, un chroniqueur felleux pose-t-il tout au plus la question dans les colonnes d'un journal de la loyauté de la minorité, ces « Danois qui ont un passeport allemand », vis-à-vis de la République fédérale, et le problème de la double allégeance.

Il est un homme qui, en 1920, a vécu douloureusement le partage du Schleswig : le peintre expressionniste Emil Nolde. « La frontière passe devant notre porte », écrit-il à l'époque. Emil Nolde, qui s'appelaient en fait Emil Hansen, a pris le nom de son village natal en 1902. Celui-ci se trouve aujourd'hui au Danemark, tandis que l'atelier du peintre est situé à Seebüll, à la frontière... côté allemand. Personne mieux que Nolde n'a su peindre le Schleswig : lieux tourmentés, mer déchaînée, campagne colorée...

Aujourd'hui, l'ancien atelier du

peintre a été aménagé en musée, et Emil Nolde, mort en 1956, repose dans le jardin aux côtés de sa première femme Ada. Une vie sans histoire apparemment. Et pourtant... Emil Nolde, c'est bien connu, a été classé « peintre dégénéré » par les nazis. Ce qui est moins connu, c'est que Nolde était un fervent admirateur du national-socialisme et un antisémite farouche. Il avait pris sa carte au parti nazi dès 1928, ne pouvant alors en ignorer l'idéologie antisémite. Du reste, dans la première édition de son autobiographie, le peintre ne cachait pas son mépris pour les juifs. Il se voyait même très bien devenir « le peintre du III<sup>e</sup> Reich ». Il avait écrit à Joseph Goebbels : « Mon art est allemand, fort, épre et ardent. »

Goebbels aimait la peinture de Nolde ; Hermann Göring, le bras droit de Hitler, aussi. Mais le Führer détestait cet art compliqué auquel il ne comprenait rien. En 1941, Emil Nolde est interdit de pinceaux. Le manque de goût de Hitler a sans aucun doute sauvé malgré lui la réputation de Nolde. Une tâche que poursuit consciencieusement le président actuel de la Fondation Emil et Ada Nolde, Martin Urban, qui s'ingénie à gommer de la biographie de son « maître » les détails embarrassants. Emil Nolde est entré dans la postérité en tant qu'artiste persécuté par les nazis. Et tant que Martin Urban sera de ce monde, il en sera ainsi. Grâce ou à cause de lui, il n'y a pas encore de véritable « débat Nolde ». Il serait pourtant intéressant d'en savoir plus sur un artiste qui écrivait que les juifs sont une race inférieure, lui qui avait peint la vierge Marie sous les traits d'une jeune rayonnante, dans cette *Vie du Christ* (1912) que l'on peut voir au musée de Seebüll.

MARIE-FRANCE CALLE

**ZIG ZAGUEZ**

**RANDONNÉES**  
(Avec ou sans portage)

MAROC	TURQUIE
GRECE	ESPAGNE
ILES GRECQUES	ITALIE
MADÈRE	ISLANDE
YOUgoslavie	NÉPAL

**ASSOCIATION ZIG-ZAG**  
Agrément touristique LUT N° 77082  
BP 342 54008 NANCY CEDEX  
Tél. : (16) 83-30-57-78

Veuillez m'envoyer votre brochure

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

صكنا من الأصل



# DECOUVERTE

## Le roi en costume de jade

**L**a ville de Canton, en Chine du Sud, vient d'inaugurer un musée archéologique qui devrait bientôt devenir l'un des arrêts obligatoires du tourisme culturel en République populaire. Il est construit autour de la tombe du roi de Nanyue des Han occidentaux, dodi, la capitale, Panyu, était située à l'emplacement de l'actuelle Canton.

Zhao Mei, souverain chinois d'un royaume séparatiste, régnant sur des populations indigènes yue (proches des Protosinamiens), mort en 122 avant Jésus-Christ (il a été identifié par plusieurs sceaux), fut enterré vêtu d'un costume de jade, dans un véritable petit palais souterrain de sept pièces, creusé dans la roche de la colline de l'Éléphant. Accompagné dans l'au-delà par une quinzaine de personnes sacrifiées dont quatre épouses, un musicien et un enfant, le roi emportait outre-tombe tout un trésor d'objets rituels et usuels en bronze, en argent, en or, en jade, en ivoire, d'une étonnante splendeur.

L'abondance (plus d'un millier de pièces), la variété et la qualité de ce mobilier funéraire — complet car la tombe ne fut jamais pillée — en font une découverte extrêmement intéressante et justifient la création d'un musée sur le site archéologique même.

A l'heure où les polémiques à propos de la pyramide du Louvre attirent l'attention sur l'architecture des musées, il n'est pas inutile de voir une grande capitale chinoise édifier *ex nihilo* un musée moderne en milieu urbain. L'architecte, Mo Bozhi, a réussi le tour de force, sur une surface au sol assez peu étendue, de conduire le visiteur du niveau de la rue à celui du sommet de l'édifice (50 mètres), en mariant la tradition chinoise et l'architecture contemporaine, la chaleur du grès rose et la fraîcheur de l'acier et du verre.

Tradition chinoise : une double volée d'escaliers symétriques fait, d'une échiffre qui aurait pu être sans intérêt, le mur-écran fréquent en Chine devant les bâtiments officiels. Ce mur est décoré d'une inscription donnant le nom du musée, gravée dans le plus pur style de la calligraphie des Han occidentaux (207 avant J.-C.-09 après J.-C.).

Architecture contemporaine : le parallélépipède de grès rose, dont la façade est animée par une bande de bas-reliefs un peu éclectique, est fendu par une verrière centrale. Une voûte en berceau, de verre et d'acier, éclaire le grand escalier intérieur donnant

accès au sommet érasé de la colline.

Le rez-de-chaussée accueille les salles de conférence et de vidéo, ainsi que les bureaux de la conservation. Les salles d'exposition se trouvent au premier et au deuxième étage. Très bien aménagées, tant du point de vue esthétique que du point de vue muséologique, elles sont bien éclairées (ce qui, en Chine, mérite d'être mentionné), organisées par thème et se réfèrent aux chambres de la tombe, dont une maquette en coupe et un plan sont présentés dès le début de la visite.

Les récipients, ornements, instruments de musique, outils et ustensiles, tous les objets, du plus somptueux au plus humble, bien restaurés, y sont admirablement présentés. On s'y sent physiquement aussi bien, toutes proportions gardées, que dans l'aile orientale de la National Gallery de Washington ou dans l'aile occidentale du Museum of Fine Arts de Boston (toutes deux conçues par Ioh Ming Pei), même si la Chine n'en est pas encore à proposer autant de services que les musées occidentaux.

Les panneaux explicatifs sont rédigés en chinois et en anglais, ce qui n'est généralement pas le cas, même à Pékin. Un excellent livret bilingue (chinois-anglais, mais une version française semble en préparation) est disponible.

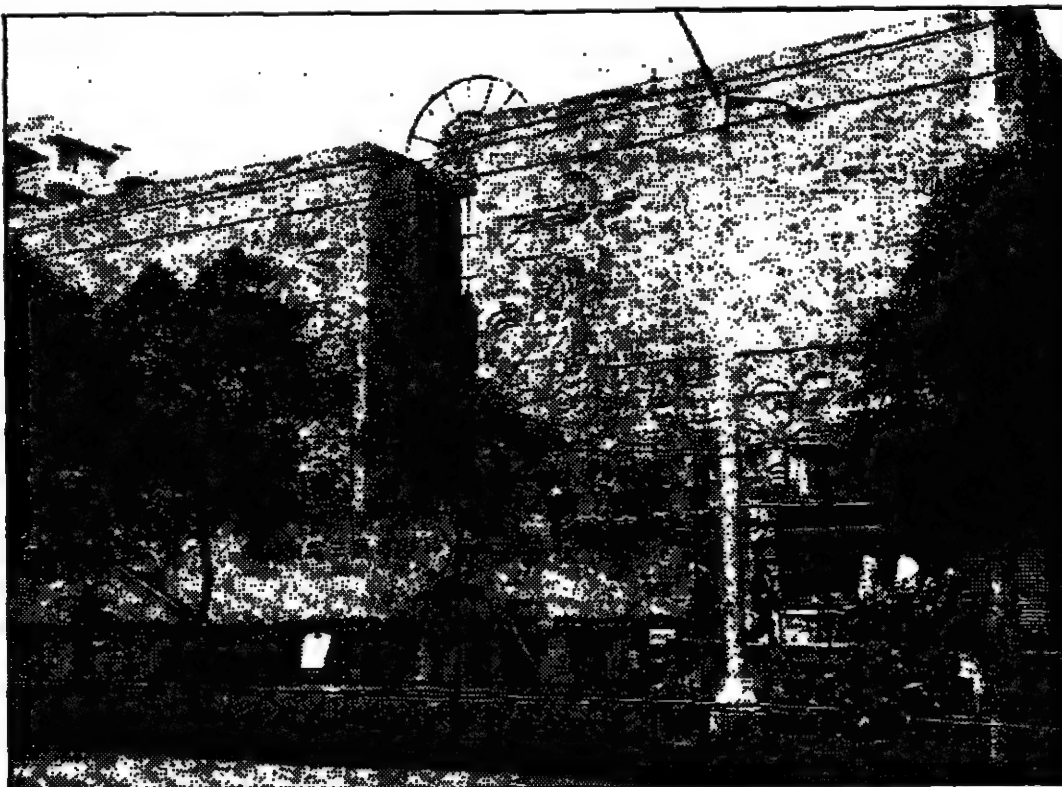
Dans un avenir proche, le sommet de la colline, rendu accessible au public, sera transformé en jardin. La tombe sera couverte d'une structure en verre fumé. A l'intérieur, une galerie permettra au visiteur d'en comprendre l'organisation et d'en apprécier physiquement les dimensions. Les chercheurs auront accès, sur demande, à l'intérieur de la sépulture.

### Bibliothèque pour un royaume

Par la suite, si des fonds suffisants sont rassemblés, le musée sera agrandi après démolition des immeubles voisins : des pavillons bas dans un jardin recevront d'autres salles et les objets actuellement en cours de restauration. L'ensemble sera doté d'une bibliothèque spécialisée et transformé en centre de recherche sur l'histoire du royaume de Nanyue.

En quoi cet ancien petit royaume méridional mérite-t-il tant d'intérêt ?

Fondé entre 207 et 203 av. Jésus-Christ par le grand-père de Zhao Mei, officier dans l'armée de conquête envoyée par le premier empereur de Chine, le



D'un tombeau royal, la ville de Canton a fait un musée. Un musée dont les cheminements donnent rien moins qu'une civilisation en lecture. Sûrement un point de passage obligé dans un voyage en Chine.

royaume de Nanyue, peuplé de tribus yue, apparentées aux tenants de la culture dongsonnienne du Vietnam, ne reste indépendant que peu de temps, jusqu'à 111 av. J.-C. L'actuelle Canton se trouve à l'emplacement de sa capitale, Panyu.

Bien que politiquement séparatiste, le pouvoir des Zhao constitue, en fait, le fer de lance de la culture chinoise dans le Sud. Par une astucieuse politique d'inter-mariages, le premier souverain se concilie l'aristocratie locale, satisfait d'être gouvernée à la chinoise par un roi venu du Nord qui redoute, comme elle, que le pays soit intégré à l'Empire.

Curieusement, cette conscience de l'appartenance ethnique, attestée par les textes, va de pair avec un des processus d'acculturation les plus rapides qui soient. En effet, on peut considérer comme résiduelles les quelques traces archéologiques de la culture locale qui subsistent à la chute du royaume.

La tombe de Zhao Mei illustre bien ce phénomène. Alors que le roi est vraisemblablement « métissé » de yue, sa tombe se rattache complètement et uniquement à la tradition des sépultures royales chinoises. Le mobilier funéraire est de type chinois, malgré quelques variations de style local. Il y a cependant une exception, dont l'importance et le sens restent à apprécier, celle des

situales (sortes de seaux) en bronze, étrangères à la culture chinoise et naguère encore considérées comme purement dongsonniennes. L'une des quatre exposées au musée est particulièrement intéressante par son décor de bateaux de mer montés par des guerriers emplumés, pratiquant des sacrifices humains et, semble-t-il, la chasse aux têtes. Or des motifs similaires apparaissent fréquemment sur les tambours de bronze protosinamiens de Chine du Sud et du Vietnam. Tambours qui, eux, sont absents de la tombe de Zhao Mei.

D'autres problèmes archéologiques, économiques et historiques relatifs à cette région riche et ouverte sur l'extérieur justifient la création d'un centre de recherche. Celui-ci ne saurait manquer d'attirer l'attention des spécialistes d'Asie du Sud-Est, y compris du Vietnam voisin, dont ce royaume, avec toute son ambiguïté, peut être considéré, dans une certaine mesure, comme l'un des ancêtres.

Aujourd'hui, la province du Guangdong et sa capitale comptent parmi les plus ouvertes de Chine. Il n'est pas indifférent que Canton consacre tant d'argent à un musée municipal qui met en évidence à la fois son appartenance à la tradition chinoise et son originalité propre.

MAUD GIRARD-GESLAN.

## + SUISSE LA BONNE ADRESSE

**LAUSANNE**  
HOTEL VICTORIA  
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chambres avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar, saunas de vapeur, de 10 à 80 places. 45, av. de la Gare - Tél. 1941/21-20-57-71 - Télex 48844

**VILLARS**  
HOTEL elite  
107 hôtels de toutes catégories, 3000 appartements de vacances, 388 km de promenades, école de ski d'été et centre d'alpinisme, ski d'hiver, programme de sport varié. Offres spéciales d'été 1988 : - Semaines festives : ski d'été, ski et tennis, services familiaux, services seniors. - Programme de vacances varié à Joux à Zermatt. Informations : Office du Tourisme, 3820 ZERMATT, tél. 1941/28/05 11 81.

**LAC DE GENÈVE - MORGES**  
HOTEL du Mont-Blanc au Lac  
Bord du lac, dès 60 FS (env. 240 FF) av. petit déjeuner en chambre double. Arrang. fort. Tél. : 19-41/21/8023072.

**AIR HAVAS**  
TOUS LES VOLS POSSIBLES

**TUNIS**  
à partir de : **1 220<sup>F</sup>** aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS  
Tél. : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.  
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

Il n'y a pas de place pour tout le monde chez Marmara.

**MARMARA**, 8, rue Boudreau, 75009 PARIS. Tél. : 42.68.05.71

**marmara** LA TURQUIE PARADIS.

**Council Travel**

**Toute l'Amérique, comme vous voulez.**

Avec des vols inter-USA, forfaits intérieurs en avion ou en bus, locations de voitures, de motorhomes, circuits rafting ou camping en minibus, c'est vraiment l'Amérique comme vous voulez.

51, rue Dauphine PARIS (6<sup>e</sup>)  
Tél. : (1) 43 26 79 65

16, rue de Vaugirard PARIS (6<sup>e</sup>)  
Tél. : (1) 46 34 02 90

**Nous, c'est l'Amérique !**

Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

**Thai**

**Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.**

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

**ARC**



**GHEZZI** vous amène aussi au 3, rue Labon - Paris 17  
**PASTA E SUGHI**

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

<p><b>Alsace</b></p> <p><b>68590 SAINT-HIPPOLYTE</b> Pour vos vacances</p> <p><b>HOTELLERIE MUNSCH***</b> <b>AUX DUCS DE LORRAINE</b> Au pied du Haut-Koenigsbourg. Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable. 1/2 pension. Tél. 89-73-00-09.</p> <p><b>68590 THANNENKIRCH</b> <b>TOURING HOTEL**</b> Tél. 89-73-10-01 Logis de France - Envois déjeunés.</p> <p><b>Campagne</b></p> <p><b>CHAUMONT-SUR-THARONNE</b> <b>HOTEL*** RESTAURANT****</b> <b>LA CROIX BLANCHE</b> 41000 CHAUMONT-SUR-THARONNE Tél. : 54-88-55-12 Relais gastronomique</p> <p><b>Côte d'Azur</b></p> <p><b>83240 CAVALAIRE</b> <b>HOTEL-RESTAURANT</b> <b>LA CALANQUE***</b> « Plus près du feu ». Site exceptionnel. Côtiers avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne. Tél. 94-44-04-27.</p> <p><b>NICE</b></p> <p><b>HOTEL LA MALMAISON</b> Majesté West*** Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-57-62-56 - Tél. 470-410.</p> <p><b>HOTEL VICTORIA***</b> 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-88-39-60 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chauffage, TV couleur. Sd. direct, minibar.</p> <p><b>Montagne</b></p> <p><b>ARDÈCHE 07520 LA LOUVESC</b> 1050 m alt. Votre plein de santé à l'HOTEL BEAUSITE** Logis de France. Déjeuné, repos, cure de bien-être. Prix modérés. Tél. 75-67-82-14.</p> <p><b>Auvergne</b> Vacances / Détente /</p> <p><b>AU FAMILY HOTEL**</b> Autour de la Piste. Tennis. Parc à ha. Park. As. Bains-Douches, 15000 VIC-SUR-CREZE. Tél. 71-47-58-49.</p> <p><b>05360 SAINT-VÉRAN</b> (Hautes-Alpes, Queyras) Parc régional. Site classé. <b>LE VILLARD</b>, tél. 92-45-82-08 Chamb. - studio + cuis.-grill. Tennis. De 50 F à 150 F par pers. et par jour. <b>BEAUREGARD</b>, tél. 92-45-82-62 Piscine. Tennis. 1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem. Pensions 1309 F à 1848 F la sem.</p> <p><b>Paris</b></p> <p><b>SORBONNE</b></p> <p><b>HOTEL DIANA**</b> 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c. TV couleur. Tél. direct. De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.</p>	<p><b>Sud-Ouest</b></p> <p><b>ARDÈCHE</b> <b>07280 JOYEUSE</b></p> <p><b>HOTEL LES CÈDRES**</b> Découvrez les gorges de l'Ardeche en canot. 1/2 pens. 5 jours 1705 F. Piscine, parc, parking. Tél. 75-39-40-60.</p> <p><b>24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD</b> <b>AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS</b> « Le N°1 ». Piscine. Pratices. Circuit pédestre. Équitation 2 km. Toutes chamb. w.c. + bain. Demi-pens. et pension 180 F à 255 F. Tél. (06) 53-25-95-94.</p> <p><b>Italie</b></p> <p><b>VENISE</b></p> <p><b>HOTEL LA FENICE</b> <b>ET DES ARTISTES***</b> (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-32-33 VENISE. Tél. : 411150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonia.</p> <p><b>Suisse</b></p> <p><b>LAC MAJEUR</b> <b>LOCARNO</b></p> <p><b>GRAND HOTEL</b> Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Cotti 48. 19-41/90/330223 - Tél. 346143 Via Stampiera, CH 6600 LOCARNO.</p> <p><b>TOURISME</b></p> <p><b>HAUT-DOUBS</b> Séjour enfants dès 1988 Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme du XVIII<sup>e</sup> s. parfaitement rénovée et confortablement aménagée. Nombre limité pour garantir la qualité du séjour. Cuisine et pain maison. Activités proposées : tennis, vélo, randonnée, poney, jeux de plein air, découverte du milieu rural, flore et faune. Tél. 81-38-12-51.</p> <p><b>SAVOIE</b> <b>VALLOIRE</b></p> <p><b>« L'ÉTÉ AUX FENÊTRES »</b> <b>MAISON FAMILIALE</b> Tout confort. Activités à la station : tennis, équitation, patinoire, piscine, fêtes, discothèque, cinéma, tous commerces. Réservations et inscriptions : <b>CENTRE DES LOISIRS PLEIN AIR - U.C.V.</b> 28, rue d'Anglet, R.P. 19 39065 LILLE-VAL Tél. 28-51-22-94.</p> <p><b>L'ÎLE DE JERSEY</b> <b>« LA BELLE ANGLO-NORMANDE »</b> Au printemps, l'île dévoile ses 116 km<sup>2</sup> de charme. Elle revêt sa robe fleurie, dévoile ses plages de sable d'or, baignonne ses 850 km de mer merveilleuses petites vagues. Elle vous ouvre grand les portes de sa superbe réserve d'animaux au bord de la mer, où s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées. Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions ; elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, poissons, légumes et laitages du cru, tout cela arrosé des meilleurs vins français, aux meilleurs prix. Dans les pittoresques rues piétonnes de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix hors taxes de ses multiples magasins. Et, enfin, elle effacera le stress de la vie moderne. JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière. Pour documentation en couleurs, écrivez à : <b>MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY</b> 19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS Tél. (1) 47-42-93-48</p>
--	--

**Abano Terme**

De modernes hôtels avec sections superbement équipées pour cures thérapeutiques, piscines thermales sous toit et en plein air, chambres et appartements tous confort, grands jardins, tennis, golf, jeu de boules. Gestion privée.

**LA RESIDENCE**

à partir de 81.000 pension complète

35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 668333  
Télégrammes, Larendence-Abano  
Hotel Terme

**ARISTON MOLINO**

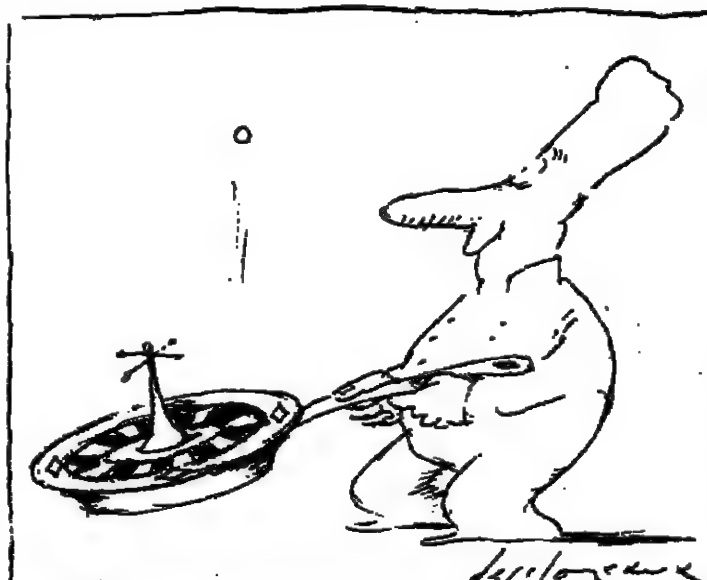
à partir de 63.200 pension complète

35031 Abano Terme - Padova - Italy - Tél. (193949) 668283

# LA TABLE

## Monte-Carlo ma non troppo

La Côte d'Azur (qui fête cette année les cent ans de son nom, emprunté à un ouvrage de Stephen Liégeois paru en décembre 1887) a souvent les yeux tournés vers la principauté de Monaco. Comme dirait un confrère qui croit connaître la cuisine : « C'est chic, c'est choc, c'est mode ! ». Monte-Carlo, c'est la SBM, c'est-à-dire la place où l'on peut divaguer du Casino à l'Hôtel de Paris, du Café de Paris à l'Hermine. Événement : cette place est bouleversée par la construction d'un parking souterrain, le Café de Paris reconstruit n'ouvrira que dans quelques mois. Quant à l'Hôtel de Paris, il s'est enrichi d'un troisième restaurant-événement : le Louis-XV, ouvrant sur cette place et d'un luxe éblouissant.



A vrai dire, si l'on regrettera la mise à l'écart de Joysans Mérimo, qui mettait dans les relations publiques de la SBM la gentillesse indispensable, on se réjouira du départ de l'ancienne équipe de cuisine. Car le grill panoramique de l'Hôtel de Paris comme sa salle Empire étaient de beaux cadres gâchés par une cuisine misérable. Passons.

Donc, on a créé, ouvrant sur la place, un nouveau restaurant (50 couverts) d'un luxe quasi provocant (le personnel serait en habit à la française que l'on n'en

serait point dépaycé) et pour lequel on a trouvé le cuisinier idéal, Alain Ducasse (du Juana de Juan-les-Pins). On ne saurait tout citer, mais l'énoncé du velouté de crustacés en infusion de cèpes et morilles au cerfeuil, la daurade royale du pays poêle croustillante, jus aigre-doux d'orange et des herbes en friture, les côtes et pieds de cochon de lait mijotés en casserole, jus à la sauge et polets de cèpes, le croustillant aux citrons du pays avec son jus aux zestes et sorbets, peuvent vous donner idée sinon de la subtilité des accords, du moins de la recherche inspirée de ceux-ci.

Ajoutons que le service est dirigé par Georges-Marie Géri et que le « livre de cave » est conçu et proposé par le maître sommelier Jean-Pierre Roux et son adjoint le jeune Frédéric Roumer (qui a, le mois dernier, remporté le « Master of Porto »), que deux longues listes de desserts (aux fruits et au chocolat) sont proposées avec des vins au verre sélectionnés par Jean-Pierre Roux, et l'on aura idée de cette carte prestigieuse conduisant à des additions dépassant les 750 F (menus : 460 F et 530 F). Carte et additions princières, c'est le cas de le dire !

Mais quittons Monte-Carlo avec un de ses anciens « grands », Dominique Le Stanc, mal accueilli ici et qui prend sa revanche, à quelques kilomètres, au Château Eza.

Le Château Eza, c'est, au sommet d'Eze-Village, une demeure (autrefois du prince Guillaume de Suède) qui enthousiasma un Helvétie de passage, André Rochat. En faire un hôtel de luxe (6 chambres et 3 appartements) avec la plus belle vue du monde, c'était bien. Y associer la cuisine de Le Stanc (et l'accueil de sa charmante Danielle, qui mieux est) ne pouvait conduire qu'au succès. Venu de sa Bretagne originelle via son Alsace familiale et d'adoption, le voici naturalisé quasi montégasque. Une cuisine toute en nuances, mais très naturelle (salade de rognons aux pommes de terre, pigeon rôti au vinaigre, pigeon aux betteraves rouges et raifort, fricassée de sole, l'ail, fraises des bois à la crème de lait au coulis de réglisse, etc.). Belle carte des vins signée Patrick Millereau. Menus : 250 F et 480 F, et pour la carte comptez 500 F.

Un gourmet de là-bas m'a soufflé : « Ouhier de La Napoule s'est retiré, Roger Vergé est souvent hors de France, Maximin a ses caprices... Heureusement restent Ducasse et Le Stanc ! ».

LA REYNIERE.

- LE LOUIS-XV, place du Casino. Tél. : 93-50-80-80 (fermé mardi et mercredi).
- RAMPOLDI, 3, av. des Spélugues. Tél. : 93-30-70-65.
- ROGER VERGÉ CAFÉ, galerie du Sporting d'hiver. Tél. : 93-25-88-12.
- CHATEAU EZA, à Eze-Village. Tél. : 93-41-12-24.

## SEMAINE GOURMANDE

Gérard Besson

Ce n'est certes pas un malin (deux étoiles au Michelin comme au Bistrot gourmand), mais est-il trop modeste ? La chronique n'en parle pas ou peu. Son menu déjeuner à 220 F est pourtant l'un des plus abordables et des meilleurs de Paris, avec son grand choix d'entrées, de poissons et viandes, le plateau des fromages, les desserts, le café et les petits fours (qui dit mieux !). A la carte et le soir, comptez 400 F à 550 F.

Et vous apprécierez l'omlette aux dés de homard, la soupe de poissons fins au safran, la daurade à la confiture d'oignons, le poulet de Bresse cuit « en brique », la superbe tarte tatin bonne femme et sa glace... entre autres plats sérieux, cuisinés avec sagesse et imagination tout à la fois. Bonne cave. Oh, en vérité, il nous faut redécouvrir Gérard Besson.

• GÉRARD BESSON, 5, rue du Coq-Héron, 75001 Paris. Tél. : 42-33-14-74. Fermé samedi et dimanche. Parking : Louvre. Air conditionné. Carte bleue.

Chez Gorisse

Bien sûr, le pot-au-feu du mercredi n'a rien à voir avec celui de M<sup>me</sup> Gorisse, et ses légumes sont... petits légumes (horreur !), mais, enfin, la viande, la cuisson, le service sont bons. Et 65 F, ce n'est pas cher. On retrouvera donc le chemin de ce bistrot d'autrefois avec ses plats du jour : navarin le lundi, coq au vin le mardi, tête de veau le jeudi, etc. Avec aussi des rillettes de saumon au beurre d'Éclair amusantes. Le fillet à la ficelle exquise, un saumon au beurre nantais. Belle carte de vins de Loire. Comptez 250 F.

• CHEZ GORISSE, 84, rue Nollet, 75017 Paris. Tél. : 46-27-43-05. Fermé dimanche. Chiens acceptés. Carte bleue.

La Bretonnière à Boulogne

On reproche - moi le premier - au Michelin d'être en retard. Cela lui permet parfois d'être en avance. En effet, il cite cette honnête maison ignorée du Bistrot gourmand comme du Millau-Le Point. Il y a une carte-menu avec quelques suppléments (oui, je sais, ce n'est pas agréable si l'on a un invité), mais une entrée, un plat et un dessert pour 150 F, cela mérite attention. Et, après tout, un tartare de saumon frais et ses tartines de saumon fumé avec un morceau de bœuf à l'échalote ou la saute d'agneau rôtie avec son gâteau de semoule à la ratatouille, avant la marquée au chocolat ou le gratin de fruits frais de saison, ce n'est pas si mal ! D'autant qu'il n'y a ici ni surpâté ni conglomérat. Vins de 58 F à 70 F intéressants et belle cave de bordelais.

• LA BRETONNIÈRE A BOULOGNE, 120, avenue J.-B. Clément, 92100 Boulogne. Tél. : 46-06-73-58. Fermé samedi et dimanche. Eurocard, Visa.

7, rue des Coches, à Saint-Germain

Gentille maison avec, au piano, Cyril Corbel. Les langoustines rôties en sauce douce à l'orange sont une trouvaille (100 F), le carré d'agneau des Alpes et son gratin dauphinois, un classique avenant (110 F), le feuilleté de roquefort en salade aux noix, une trouvaille russe, et la tarte fine aux pommes chaudes glace vanille, un délice. Il y a, au déjeuner, un petit menu à 98 F et un menu gastronomique à 190 F. A la carte, comptez 300 F, surtout si vous faites appel à l'excellente cave.

• 7, RUE DES COCHES, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 39-73-66-40. Fermé dimanche soir et lundi. Parking : les Coches. Chiens acceptés. AE, CB, DC.

L. R.

**Passionné ! Préciser VOLVIC.**

« Plus que les saveurs elles-mêmes, c'est leur harmonie qui me passionne. Dans cette recherche des accords parfaits, VOLVIC est fier par excellence... »

**VOLVIC AU CHAMP DE MARS Paris 7<sup>e</sup>**

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

**Bouchard Père & Fils**

92 lectures dont 71 de Premiers crus et Grands crus

au Château 21200 Beaune Tél. (03) 22.14.41 Tél. Beaudouin 386 128 7 Doc. LM sur demande

**RÉSIDENCES**

**PLAGE DU MIDI**  
Locations de vacances. Déplacement gratuit. M. Bédard, 34 VALRAS, 67-37-33-94.

**GOLFE DU MORRIHAN**  
face mer, à 50 m, accès direct. Vue superbe, calme. Ligne JUIN, 2<sup>e</sup> quinzaine de JUILLET, SEPT. 11000 F. MAISON, 9 couchages, tv, bas conf. Tél. (0697) 46-56-27 - (1) 46-42-58-49.

**CAMPAGNE MER MONTAGNE**

**GRÈCE**  
VOUS RECHERCHER DE VRAIES VACANCES DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES Une nature préservée, des gens hospitaliers. Villes et appartements sélectionnés à louer. Prix excepté du 12 mai au 14 juillet. Tél. 43-25-38-30.

**GASTRONOMIE**

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande tradition de la mer. Vins de renommée et de renommée. 10 rue de la Chapelle Paris 18<sup>e</sup> Réservation : 46.24.78

**CHEZ HANSI**  
La grande tradition de la mer. Vins de renommée et de renommée. 2, place du 10-Juin-1940 Paris 17<sup>e</sup> Angèle HANSEN Réservation : 46.42.58.42

هكذا من الأصل



# ENQUETE

## La France se refait une conduite

**Création de France Club-ACF.  
Ne plus laisser l'Hexagone  
entretenir d'aussi mauvaises relations  
avec son patrimoine touristique.  
On va voir ce qu'on va voir.**

**A** l'origine du projet France Club-ACF, rendu public dans le cadre du Salon du tourisme de la Foire de Paris, un triple constat. D'abord, la disparition récente du Touring-Club de France. Ensuite, la dégradation de la place de l'Hexagone dans le tourisme international. Enfin, l'absence d'un grand club automobile français capable d'assurer la réciprocité de services aux clubs étrangers.

Pour François Duvergé, initiateur et patron de France Club, ancien directeur général de Maison de la France, la détérioration de la position française sur le plan touristique tient à l'éparpillement et à l'insuffisance de la promotion touristique à l'étranger, à la qualité insuffisante de nombre des produits qu'elle offre, ainsi qu'à la mauvaise qualité de l'accueil dont témoigne, *a contrario*, la campagne actuellement menée dans notre pays (*Le Monde* du 12 mars). D'autre part, dans la mesure où l'on constate, dans le public, une forte demande d'informations dans un domaine caractérisé par une relative méfiance à l'égard des produits et des professionnels, on peut également s'étonner de la faiblesse du consumérisme dans ce secteur.

D'où l'idée de créer un organisme destiné à mieux mettre en valeur les richesses touristiques de notre pays, tant auprès des Français que des étrangers. Un objectif qui rejoint ainsi celui de l'Automobile-Club de France qui, de son côté, souhaitait depuis déjà un certain temps que les clubs automobiles s'ouvrent davantage au tourisme et aux loisirs, l'idée étant de transformer la condition de l'automobiliste circulant en France en réajustant un grand mouvement associatif centré sur l'automobile et le tourisme, et également capable d'être le correspondant attendu

des grands clubs automobiles étrangers.

Deux réflexions convergentes, donc, d'où devait naître France Club-ACF, une société commerciale au capital de 6 millions de francs, bientôt porté à 12 millions. Constitué de plusieurs partenaires (l'ACF, la Garantie mutuelle des fonctionnaires, le Crédit lyonnais, le Crédit coopératif et Total-France), elle entend bénéficier des moyens, des compétences, des réseaux et de la notoriété de ces puissants associés. Etant bien entendu, aussi, que cette société doit permettre la rémunération du capital investi.

*« Pas d'ambiguïté, confirme M. Duvergé, la démarche commerciale prime. »* Reste que France Club se veut aussi un club soucieux d'apporter à ses membres une gamme de prestations de qualité. Il s'agit d'abord de sécuriser l'automobiliste en effaçant le sentiment d'inquiétude lié à l'éventualité d'une panne. Faire en sorte, donc, qu'il parte tranquille et circule en toute quiétude. Sont prévus à cet effet :

- une assistance familiale aux personnes, en France et dans le monde entier, accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, par l'intermédiaire d'un numéro vert, c'est-à-dire gratuit ;
- une assistance aux véhicules, en France, dans les pays de la carte Vert et sur le pourtour

méditerranéen ; des prestations analogues à celles déjà offertes sur le marché mais qui privilégient cependant l'acheminement des adhérents vers les lieux de vacances et prévoient, entre autres, le remboursement des frais de séjours payés et non consommés, à la suite d'un rapatriement ;

- un dépannage-remorquage, sans franchise kilométrique (mais à moins de 30 kilomètres de domicile, deux interventions seulement par an) et qui privilégiera le dépannage par rapport au remorquage, comme cela est le cas dans les grands pays étrangers ;

- un « Allo club » téléphonique permettant d'obtenir des renseignements précis sur la circulation, les péages, les problèmes mécaniques, les questions liées à l'assurance, aux réparations et à la facturation ;

- enfin, un réseau de points d'accueil qui, dans cent quarante-six villes de France, assurera accueil et conseils aux adhérents qui le souhaiteront.

Dans le domaine du tourisme et des loisirs, il s'agira d'offrir des prestations permettant de mieux découvrir les richesses de la France en ayant accès aux bons professionnels de ce secteur. Ouvert sept jours sur sept, le « Allo club » donnera également des renseignements précis sur les visites, les horaires, les prix, les hébergements, les stages et les diverses activités possibles. De

leur côté, les points d'accueil et d'information touristique fourniront une information locale précise. Enfin, France Club, aura pour vocation la promotion du patrimoine touristique français.

Toujours afin de répondre à un besoin de sécurisation du consommateur, France Club a mis en place une politique de « labellisation » d'établissements, dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du camping et de l'automobile. Effectuée à la demande, une étude de marché confirme, en effet, la dégradation de l'image des professionnels travaillant dans ces secteurs et la lassitude des consommateurs, qui souhaiteraient ne plus être, constamment, sur la défensive. Partant du principe qu'il existe, dans notre pays, un grand nombre d'excellents professionnels, même s'ils ne sont pas forcément connus et établis dans les grandes régions touristiques, France Club s'est naturellement tourné vers ceux-ci pour signer avec eux une charte de qualité qui insiste, notamment, sur l'accueil personnalisé, la mise en valeur du terroir, les avantages réservés aux adhérents, la gestion des réclamations, les contrôles et les sanctions. Composée de professionnels de haut niveau, une commission nationale statuera sur les octrois et les retraits de ce label stylisé, bleu-rouge-jaune.

*« L'objectif, insiste François Duvergé, n'est pas une charte mais la qualité. »* Avec sa carte de membre, chaque adhérent recevra un guide des labellisés, celui de 1988 comportant quelque mille trois cents noms.

Toutes ces prestations seront offertes contre une adhésion familiale annuelle de 450 F qui pourra être réglée par mensualités. Les adhérents pourront également, en option, s'abonner pour un an au magazine France Club (il en col-

tera 70 F) qui agira dans trois domaines : la promotion et l'information touristiques, la vie interne du club et la labellisation. Autre option : une carte de paiement et de crédit permettant l'accès à l'ensemble du réseau de la carte bancaire, formule mise au point avec le Crédit lyonnais.

Depuis mai, l'adhésion à France Club est proposée au grand public. Objectif avoué : cent mille adhérents en 1988 et un million en 1992. Ambition qualifiée de raisonnable, compte tenu de la mobilisation escomptée des partenaires et d'un produit qui, estimant ses créateurs, répond à des besoins réels. Certes, les prestations offertes existent souvent, çà et là, reconnaît M. Duvergé, qui insiste néanmoins sur l'importance du « plus » touristique et le fait que ce nouvel organisme couvrira l'ensemble des besoins de l'automobiliste, qu'il soit en vacances ou en déplacements « quotidiens » ou professionnels. Sans oublier la vocation nationale d'un projet qui, dès 1989, devrait prendre une dimension internationale, ses prestations étant alors offertes aux étrangers désirant se rendre en France.

Dans un premier temps, ce nouveau produit sera proposé dans les agences du Crédit lyonnais de Paris et de la région parisienne, auxquelles s'ajouteront ensuite les agences d'Hertz-France, les cinq cents stations « points d'information touristique Total et les mille trois cents labellisés. Sont également en cours de négociation des accords avec la Société nationale Corse-Méditerranée et les auto-écoles. Une commercialisation appuyée d'une campagne de publicité dans la presse, à la radio et, bientôt, à la télévision.

**PATRICK FRANCÈS.**  
\* Renseignements auprès de France Club-ACF, 8, rue Royale, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-30-95-25.

**vol direct  
PARIS  
ISTANBUL  
1 640F**

**tous les samedis**  
3 heures de vol au départ de Paris Orly  
(de mai à octobre)

**3 circuits**  
en hôtels 3 et 4 étoiles

**Turquie en liberté**  
A partir d'étapes pré-établies, la Turquie librement, avec les programmes auto découverte. Vol, transfert et 1 nuit à l'hôtel.  
A partir de **2 200F**

**Istanbul - Cappadoce**  
En partant d'Istanbul, ce circuit de 8 jours vous emmènera en passant par Ankara à la découverte des merveilles de la Cappadoce et des plaines d'Anatolie.  
A partir de **3 600F**

**Sultanissime**  
Izmir, Ephèse, les antiques villes de Ionia, Pergame, Bursa : le circuit Sultanissime vous offre la découverte de la Turquie en 15 jours.  
A partir de **5 600F**

**TURQUIE  
n°1**

Réservation : 48.78.28.00  
103, rue La Fayette - 75010 Paris  
Tél. : (1) 48.78.28.00 - Téléc. : 780.446  
Télécopie : 42.82.85.65.

**Inoubliable week-end !  
au WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK  
avec CONCORDE**  
Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air-France, Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F.  
Aéroport : 93, rue de Valenciennes, 75008 Paris. Tél. : 45-22-46-46. Téléc. 643-780 F. Lic. 175001.

**POUR LES BLASES DES PALACES :  
LE RHIN AVEC KD !**  
Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !  
Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD !  
Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.  
Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution : 27 CROISIERE-KD 3, rue du Fay Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

**L'Oeil VIVANT**  
PATRICK ROEGERS  
52 critiques parues dans

**Le Monde**  
Dix huit mois d'actualité photographique, à lire et à voir dans un numéro exceptionnel des *Cahiers de la Photographie*, largement illustré (160 pages).  
En vente en librairies ou envoyez un chèque de 150 Frs à l'ordre de l'A.C.C.P. 32, rue Saint-Marc 75002 Paris.

**Vacances ? Pensez ISLANDE !**  
☐ raids ☐ mountain bike ☐ trekking  
☐ en voyages individuels ☐ en groupe.  
Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR  
3, Bd des Capucines 75002 Paris • (1) 47 42 52 26  
INFO. MINTEL : 36.16 code OTISLAND  
**ICELANDAIR**

**CROISIÈRES  
EJORDS, CAP NORD,  
SPITZBERG, ISLANDE,  
ILES FEROE**  
12 à 18 jours à bord du **FUNCHAL**  
de 8 360 F à 28 400 F.  
Un rapport qualité prix exceptionnel.  
Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS  
10, rue Aubert, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00  
La qualité scandinave **SCANDITOURS**

**RHODES 2 000 F\***  
\* Départ Paris. Prix A/R à partir de...  
**Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.**  
**Jumbo CHARTER** SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.  
MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 46 34 19 79/45 42 03 87  
ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

**RETROUVEZ L'AUTHEENTICITE DES GRANDS PELERINAGES**  
**NDS D'AUTRES VOYAGES.**  
Chacun dans sa vie ressent la nécessité d'aller vers d'autres lieux, de faire d'autres rencontres. Partir vers ceux qui ont fait notre histoire, bâtir notre Foi, c'est le sens même du pèlerinage.  
De Jérusalem à Saint-Jacques de Compostelle, vers tous ces lieux où souffle l'esprit, NDS depuis 115 ans propose des pèlerinages : en petit groupe, en avion, en bateau et même à pied. Dans une ambiance conviviale, revivre les grands pèlerinages, c'est possible dès aujourd'hui avec NDS et vers toutes les destinations.  
Pour faire des rencontres extraordinaires il y a un catalogue, celui de NDS, demandez-le.  
**ST-JACQUES DE COMPOSTELLE A PIED**  
DU 2 AU 30 JUILLET 7380F  
DU 2 AU 30 AOUT 5330F  
(départ St-Jean-Pied-de-Port)  
**NDS D'AUTRES VOYAGES.**  
Désire recevoir, sans engagement, le catalogue NDS 88. Pour toute information supplémentaire, appelez également sur Minitel au 3614  
**NDS**  
17, rue de Babylone 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45 49 20 30



## JEUX

## échecs

N° 1282

L'ESPAGNE  
A LENINGRAD(Coupe du monde,  
tournoi S.W.I.F.T.,  
Bruxelles, 1988)Blancs : J. MUNN  
Noirs : A. BELIAVSKY

Partie espagnole. Système fermé.

1. f4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Fb3 Fd7 5. Fc4 Cc6 6. Fb3 Fd7 7. Fc4 Cc6 8. Fb3 Fd7 9. Fc4 Cc6 10. Fb3 Fd7 11. Fc4 Cc6 12. Fb3 Fd7 13. Fc4 Cc6 14. Fb3 Fd7 15. Fc4 Cc6 16. Fb3 Fd7 17. Fc4 Cc6 18. Fb3 Fd7 19. Fc4 Cc6 20. Fb3 Fd7

## NOTES

a) Une défense toujours populaire, qui a été longtemps analysée par l'École de Leningrad et notamment par B. Spassky, fondée sur le retour paradoxal du C-D à sa case de départ : libérant le pion c, le C-D passera par la case d7 afin de surveiller le centre, associé au F-D qui lui sera développé en b7. Ce système original est devenu, au fil des années, aussi important que la

variante Tchigorine 9... Ca5 et que le système Smyslov 9... b6.  
b) Et non 10... Fb7 à cause de 11. dxe5, dxe5; 12. Dxd8, Fxd8; 13. Cx65, Cx64; 14. Fb3, Cc6; 15. Fd5! avec avantage aux Blancs (Keres-Benko, 1959).  
c) La suite du Tournoi des candidats des années 1956. 11. c4, c6; 12. c5, Dc7 à pratiquement disparu, les Blancs pouvant égaliser facilement.  
d) Ou 13. a4 ou 13. b3 ou encore 13. Cf1.  
e) On a aussi essayé 14. Fb2, g6; 15. a3, Fg7; 16. g4.  
f) Timman a expérimenté contre Kasparov (Londres, 1984) 15. a3b5 mais n'a rien obtenu.  
g) Après 16... Dd8 les Blancs prennent l'avantage par 17. c4, bxc4; 18. Fd4, c6; 19. Cx64, exd4; 20. Dxd4, d5; 21. exd5, Tx61+; 22. Cx61! (Kavalek-Reshevsky, 1973). La suite 16... Td8 a été souvent jouée; les Blancs disposent, dans ce cas, de plusieurs réponses, 17. Db1 ou 17. g4 ou 17. Tb1. Ou aussi, comme dans une

intéressante partie par correspondance Batakov-Bikolov, 1981-1982 : 17. Cb2, d5; 18. f4, exd4; 19. ex5, dxc3; 20. Fxc3, d4; 21. Fxd4, Cd5; 22. Cg4, Cc4; 23. Tf1, Cg6; 24. Cf3, c5; 25. Fb2, cxb4; 26. Fb3, Cb8; 27. Dd1, Fc5+; 28. Rb1, Fc8; 29. Td1, Dd7; 30. Cb4, Fg8; 31. d6, Cx66; 32. Dg3, Cg5; 33. Td4, Fg6; 34. Cf6+, gxf6; 35. Fxf6, abandon.  
h) Prévoyant la défense indirecte du pion b4 après l'avance c3-c4.  
i) Forcé car, après 19. dxe5; 20. Fc3 et 21. Cx64 les Blancs sont nettement mieux.  
j) Une surprise de taille pour les Blancs qui s'attendaient d'abord à la défense du pion b4 par Fc3.  
k) La prise 21... Fxb4 donne lieu à quelques développements tactiques : 22. Cx61, Fx61; 23. Dxd1, Dg5; 24. Cx7f7, Rxf7; 25. Fb3+, Rf8; 26. Db4+, Dd7; 27. Dd4, etc. L'échange des D 21... Dxd1; 22. Txd1 n'améliore pas non plus la position des Blancs.  
l) Si 22... Td8; 23. Db3, Fd6; 24. Dc3!

m) 23... Td8 était nettement préférable.  
n) Si 25... Dg5; 26. Fg1 et si 25... Cg7; 26. Dg3.  
o) Que faire d'autre ?  
p) La grande diagonale a1-h8 est ouverte au profit des Blancs. Si 28... Dxf4?; 29. Cxg6!  
q) 29... Dxf4 perd la D après 30. Cx6+; Rb8; 31. Cd5+.  
r) Forcé.  
s) Le gain le plus simple.  
t) Si 34... Fxd7?; 35. Td8 mat.  
u) Si la T-D était en d8! (cf. le 23<sup>e</sup> coup).  
v) Les pions blancs ne peuvent être arrêtés.

## SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1281

A. DANNEIL (1934)

(Blancs : Ra7, T66. Noirs : Rc8, Fg3, Pd4 et b4. Nulle.)

1. T64, h3 (si 1... d3; 2. Tg4+, Rd7; 3. Td4+ et 4. Txd3 et si 1... Ff2; 2. T74, Fg1; 3. Txb4, d3; 4. Ra8, d2; 5. Td4d; 2. Txd4, Ff2; 3. Ra8, h2 (si 3... Fxd4,

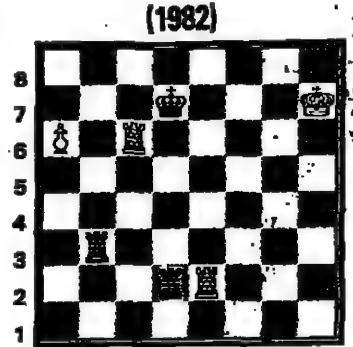
pat); 4. Td1, Fg1; 5. Td5, h1=T (si 5... h1=D, pat); 6. Th5, Fh2 (si 6... Txb5, pat); 7. Th8+, mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1282

N. COX

(1982)



BLANCs (4) : Ra7, Tg6 et e2.  
NOIRS (3) : Rd7, Tb3 et d2.  
Les Blancs jouent et gagnent.

## bridge

N° 1280

L'ASTUCE  
ET LA TECHNIQUE

Dans cette donne de l'Open par paires d'un Festival à Biarritz, le déclarant a su allier un coup astucieux et une bonne technique pour réussir un contrat qui était infaisable au début.

♠ A7  
♥ 10962  
♦ A1075  
♣ A76  
N  
O  
E  
S  
♠ V1084  
♥ A  
♦ A962  
♣ D843  
R  
♥ RD8754  
♦ R843  
♣ 75

Am. : S. don. N-S val.

Sud Ouest Nord Est  
Passe 10 2 2  
1 1 2 2  
4 4 2 2  
5 5 2 2

Ouest ayant entamé le Valet de Carreau (certains ont singleté), que fallait-il faire à la première levée ?

Le déclarant (Boutbou) a eu l'idée de prendre avec le Roi (bien qu'il savait la Dame en Est), et cette précaution sauva la situation ! Après le Roi de Carreau, Sud joua le Roi de Cœur pris par l'As d'Est, qui renoua à faire couper son partenaire à Carreau : puisqu'il était sûr de faire deux Carreaux sans gaspiller un atout maître d'Ouest comme, par exemple, un Roi de Cœur second. Après avoir fait l'As d'atout, Est contre-attaqua donc le Valet de Pique. Comment Sud a-t-il gagné maintenant CINQ CŒURS contre toute défense ?

## Réponse :

Il fit le Roi de Pique et la Dame de Cœur, puis il monta au mort grâce à l'As de Trèfle pour tirer l'As de Pique et défoncer un Trèfle. Ensuite il coupa le 6 de Trèfle et remonta au mort à l'atout afin d'achever son jeu d'élimination en coupant le dernier Trèfle. Il joua alors tranquillement le 3 de Carreau

et, Ouest n'ayant pas fourni (comme prévu), Boutbou mit le 7 de Carreau du mort qu'Est doit prendre avec le 9 :

♠ 10 9 8 7 6 5 4 3 2 A

Est dut rejouer Carreau dans la fourchette du mort ou Trèfle dans coupe et défausse.

Si Est avait continué Carreau quand il a pris la main avec l'As d'atout, la coupe d'Ouest aurait fait chuter.

Précaution  
sans risque

La majorité des joueurs de bridge croient être plus forts qu'ils ne le sont, et la principale raison est qu'ils ne pensent pas à faire leur autocritique. Ainsi, quand ils chutent un contrat, ils ont tendance à invoquer la malchance au lieu de chercher s'ils n'auraient pas pu mieux jouer. Voici un excellent exemple, un chelem joué au championnat

d'Europe de 1981 dans le match de la Norvège contre Israël. A une table, le déclarant israélien a chuté en jouant, semble-t-il, normalement, et à l'autre table le Norvégien Erik Stabell a réussi le contrat.

Mettez-vous à sa place en Sud en cachant les maîtres d'Est-Ouest.

♠ 74  
♥ D32  
♦ RD982  
♣ 853  
N  
O  
E  
S  
♠ V9  
♥ V9765  
♦ AV10  
♣ 974  
AR62  
VAR  
O4  
ARV1062

Ouest ayant entamé sa quadruple meilleure, le 5 de Pique, pour le 4 du mort et le Valet d'Est, Sud a pris avec l'As de Pique, et il a tiré l'As de Trèfle sur lequel est tombée la Dame de Trèfle sèche d'Ouest. Comment Stabell, en Sud, a-t-il

gagné ce PETIT CHELEM A TREFLE contre toute défense ?

## Note

sur les enchères  
Les annonces pourraient être les suivantes :

Sud Ouest Nord Est  
2♣ passe 2♠ passe  
3♣ passe 3♠ passe  
3SA passe 4♣ passe  
6♣ passe 6♠ passe

L'ouverture de « 2 Trèfles » est évidente car, avec 3 points de distribution et les plus values des gros honneurs, la main vaut au moins 26 points.

Sur le rebid de « 3 Carreaux », Sud aurait pu également dire « 3 Piques » (au lieu de « 3 SA ») au cas où Nord aurait un solide soutien à Pique, mais de toute façon on aboutira à « 6 Trèfles » car Nord a le maximum pour avoir fait la réponse négative de « 2 Carreaux » au premier tour.

PHILIPPE BRUGNON.

## scrabble®

N° 294

LE PIANO  
DU RICHE

Ce dimanche soir, vous êtes en manque : aucun tournoi, aucun partenaire à des heures à la ronde ; votre stock de parties jouées est épuisé ; plus de transfert possible sur un deuxième tour d'élection présidentielle. Ne désespérez pas pour autant, mais pianotez SCRABLE sur votre minitel. Au menu, on vous propose tout d'abord de jouer en local, c'est-à-dire contre l'ordinateur : premier tirage affiché : EVMALZD. Vous tapez VALEZ pour 54 points, tandis que votre adversaire électronique a joué DAMEZ pour 2 points de moins. Trop faible ! Vous passez donc au deuxième plat du menu, le jeu en messagerie, qui vous invite à en découdre contre d'autres minitistes. Après force manipulations, vous apprenez que, malheureusement, personne n'a envie de jouer en ce moment avec vous (au scrabble tout au moins).

Certes une partie *forum*, déjà en cours, vous est ouverte, mais vous êtes découragé par l'affichage de la grille de scrabble, où les chiffres des cases à prime jouent les lettres des mots déjà placés. On vous offre ensuite des parties de grands tournois déjà jouées, mais vous avez déjà

donné, merci, autant vous abonner à la revue *Scrabblmania*. Finalement, vous décidez que jouer en direct contre Michel Duguet est le seul mets nourrissant et savoureux de ce menu ; mais hélas, on ne vous le sert qu'à jour et heure fixes (mardi et samedi 14 h 30 ; jeudi 20 h 30).

Deux jours plus tard, vous affrontez notre collaborateur. Dès que le premier tirage est affiché, laissez-vous de le dupliquer sur votre jeu personnel : vous n'avez guère que 75 secondes avant la sonnerie, laquelle retentit une minute avant la fin du coup. Une minute, ce n'est pas trop pour les manipulations qui vous incombent : taper le mot que vous avez trouvé, les références, l'horizontalité ou la verticalité, et enfin, un oui de confirmation. En revanche, l'ordinateur compte les points de votre mot, tient votre score et gère votre classement et votre pourcentage. En bref, un bon exercice pour les amateurs de « blitz », avec, en prime, un meilleur rapport qualité-prix : à 1 F la minute, la partie vous coûtera 75 F contre quelque 100 F pour une partie en local.

MICHEL CHARLEMAGNE.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	ABCCELS	CABLES	H4	26
2	C+EFNMUSU	ENFUMAS	4A	22
3	C+DEKRU	K(0)RE	4A	20
4	CDU+AITX	CIREUX	C2	54
5	ADT+AEUS	ADULTES	7E	61
6	ELOPRU	PLEURE	E6	36
7	O+EEFPU	FOURRES	4A	43
8	ADLIOTY	DACTYLO	2A	42
9	I+AEENNTD	ORNAIENT	D8	70
10	AEHITU?	ESTIVT?	13C	60
11	EOBISTVZ	REVOTEZ	13C	60
12	S+ALNCGW	WON	14B	49
13	AGLNS+AI	GLANAI	1G	30
14	ELMNOST	TELAONS(a)	11A	68
15	AGIPSV	JEPS	10J	32
16	AGV+DEI	DEVISAGE	N6	67
17	BIIMQR	MIR	14L	36
18	BIH+HN	MIR	8A	23
19	BRIQ	KHI	A4	15
20				994

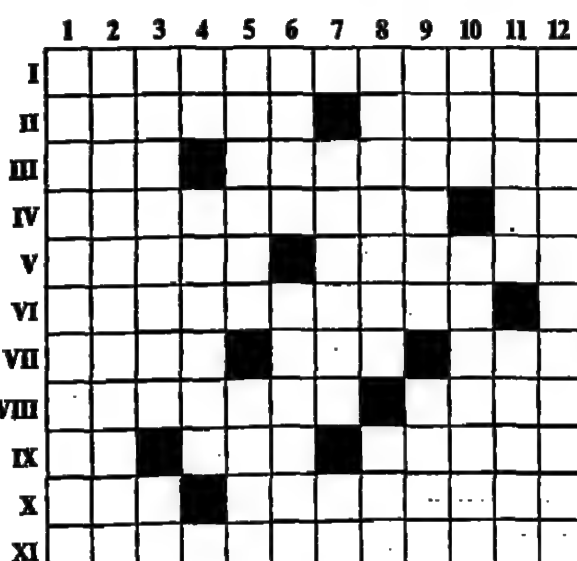
(a) Synonyme d'atolante, statue servant de support.  
1. P. Vilhelm 964, 2. A. Gasser 863, 3. F. Weid 811.

## Tournois homologués de l'F56

Juin : les 11 et 12 : Abbs, tél. 63-60-30-09 ; Verdun, tél. 82-53-61-17. Le 12 : Loriet, tél. 42-38-64-71. Les 18 et 19 : Open du Championnat de France, Aix-les-Bains, tél. 43-80-40-36. Les 25 et 26 : Vaux-le-Pénil, tél. 60-68-21-62.  
Juillet : du 2 au 9 : la Bresse, tél. 82-53-61-17. Du 14 au 17, Ste-Maxime, tél. 94-43-63-25.  
Août : Du 1<sup>er</sup> au 8 : Val Thoron, tél. 43-80-40-36. Du 3 au 8 : Open du Championnat du Monde à Québec, tél. 43-80-40-36.

mots  
croisés

N° 510



Horizontalement  
I. Prend parti sans prendre parti.  
II. Prit parti. Va à la selle.  
III. C'est zéro. Fait mal aux oreilles.  
IV. Ne tarit pas d'amabilités. Participe à contresens.  
V. Ne sont plus de saison. On peut se fier à son jugement.  
VI. Va partout.  
VII. N'est pas sans danger avec le possessif qui la suit. Un bout de conduite. Préposition.  
VIII. Possessif. Vaut parfois son contenu.  
IX. Fin d'infinif. S'avale ou se

verticalement  
1. Doit se boire, sans doute, religieusement.  
2. Crèmes pour les peaux douces.  
3. Fait l'automate. En fuite.  
4. Vrai. Est-ce son supérieur qui lui paraît ainsi ?  
5. On a confiance si elle est bonne. On a confiance si on ne l'a pas perdue.  
6. Ne marchent pas. Foucra.  
7. Manteuvrais. Convient.  
8. Gardent pour eux.  
9. Ne manque pas de feu. En déroute.  
10. Un petit d'Espagne. Dans une décade.  
11. Vieux pays. Il sut parler d'angoisse.  
12. Le 1, c'est sa spécialité.

## SOLUTION DU N° 509

Horizontalement  
I. Bicentennaires. II. Imbordables.  
III. Pass. Intrant. IV. Acule.  
Tibia. V. Rhabilles. FM.  
VI. Ténis. OLP. VII. Iwe. Np.  
Crée. VIII. Serpentera.  
IX. Enroulée. X. Erre. Mens. On.  
XI. Suturement.

Verticallement  
1. Bipartites. 2. Inachevé. Ru.  
3. Cancanent. 4. Ebaubi. Pneu.  
5. No. Lanes. 6. Tritel. Gnome.  
7. Edn. Lustre. 8. Nattes. Ecas.  
9. Abris. Créal. 10. Ish. Oril.  
11. Renfile. Eon. 12. Estamprent.

FRANÇOIS DORLET.

## anacroisés®

N° 511

## Horizontalement

1. ABEGINO (+1).  
2. AACELMV. 3. AEILNUX (+1). 4. DEGINOR (+1).  
5. AEHOORST. 6. ABEEORR (+1). 7. BEINRSTU (+3).  
8. EHNORS (+3). 9. EHNNTT. 10. EENOVZ. 11. CEEORSU (+6). 12. AEEGRST (+4).  
13. EIOQSTU (+1).  
14. AAEIMNT (+7). 15. EEOJST (+1). 16. EFINPS.  
17. EEDSSX. 18. AACEEIPR.

## Verticallement

1. ABGINNO. 2. AEDMNS (+1). 3. EEOJST. 4. ADEGINR (+3).  
5. DEEQUU. 6. AEEINNN (+1). 7. EENNOORT. 8. AAEINST (+1).  
9. AEESSSS. 10. ABDEORS (+3). 11. AEINORU (+3).  
12. EELPRU. 13. EELNRV. 14. AEEIRXZ. 15. AEEIST (+5).  
16. ALNOSTT. 17. ACENORU. 18. AEEINST (+1).  
19. AACEINRT (+5).

Les anacroisés sont des mots croisés dans les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur la grille.

Comme au scrabble, on peut composer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré de France. (Les mots propres ne sont pas admis.)

## SOLUTION DU N° 510

1. BISEAUTA. 2. CUTTERS. 3. ALBATROS. 4. AUTUNTE. phosphates naturels. 5. USINAGES. 6. SEMAINE (AMÉNÉES ANIMÉES ANIMÉES ANIMÉES). 7. EBAURIE. 8. ÉTENDRE (IODEMENT). 9. ABLATIVE. 10. STALLS. 11. APADANA, salle du trône chez les rois achéménides. 12. DÉLOGER. 13. RETOUCHA (TOUCHERA). 14. ÉMANENT (AMÉNENT). 15. CISTRONS, fragments de gize. 16. ASCETES (SÉTACÉS). 17. TENUESES. 18. ENTREE. 19. ÉRODEREZ. 20. BEAUTÉS. 21. MODÉRANT.

(DAMERONT. DORMANTE. DÉMONT. MORDANTE). 22. INUSITES (NUSTITES. SINUSITE). 23. REMISEE (EMERISE). 24. TIRETTE. 25. LANCER. 26. ALLONGE. 27. DALLAGE. 28. IGNOBL (GLOBINE). 29. ENCENS. 30. ARTISTE (RAITTES. etc.). 31. ALÉSERAS (RÉALESAS). 32. BARATTEE. 33. CAUSATIF. 34. DÉGREER. 35. VACATION. 36. TREMBLE. 37. CHAUSSUR (CHAUSSEUR). 38. ESSEUX. 39. ECHEVELE. 40. SOLEILS. 41. HIATUS.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



## Le théâtre français à Sarrebruck

Perspectives, le Festival du théâtre français de Sarrebruck s'est achevé dans les volutes du fourreau noir d'Ingrid Caven. Elle vit en France, elle était de retour dans sa ville natale pour un unique récital. Elle fut l'égérie de cette onzième manifestation.

« Non, rien de rien, non je ne regrette rien... je me fous du passé... » Dans la Saarland Staatstheater de Sarrebruck, cadens de Hitler à la ville, la chanson d'Edith Piaf choisie par Ingrid Caven comme un défi. La salle hésite. Avec un Ave Maria, entre la prière et la rage, la carresse et le coup de poing, Ingrid frémit, bascule. Après, elle peut faire ce qu'elle veut, la Caven. Revisiter l'art encore, La Paloma, Faust, elle peut chuchoter une mélodie comme une confidence, étendue sur le piano, tourner au public son dos démodé dans son fourreau noir Yves Saint-Laurent pour chanter la complainte d'un hôtel triste de Chelsea, ou un Polaroid Coke... Avec sa joie pas vraie, sa générosité fabuleuse, sa façon de racher la mémoire et l'oubli du côté de l'Allemagne années 30, avec sa voix qui à coup sûr aurait frappé d'apoplexie et Brecht et Kurt Weill, le théâtre n'est plus qu'elle.

Il y a quatre ans, elle était venue chanter à Sarrebruck, devant une petite salle de deux cents personnes à peine. Cette fois, ils sont huit cents à l'applaudir et même à reprendre en chœur quelques vieux airs familiers. Souvenirs, souvenirs...

Souvenir et mémoire encore sont les véritables anti-héros de la pièce d'un jeune auteur français, Roland Fichet, présent à Sarrebruck : Plaque de la Libération brasse les

vieilles haines entre résistants et collabos qui poissent encore plus d'un monument aux morts français, le racisme anti-allemand aussi, tandis qu'à la guerre tout court a succédé la guerre économique et le repli sur des « valeurs » nationales... Plaque de la Libération a été lue en version française et allemande, à l'occasion d'une série de rencontres destinées à promouvoir les auteurs français en Allemagne, organisée par Théâtres dans la ligne de son action, en France.

A Sarrebruck, Plaque de la Libération a particulièrement retenu l'attention. René Luyon créa la pièce en France la saison prochaine, et elle devrait être montée en Allemagne, à Berlin. Les Guepriers de Philippe Morys, l'histoire de trois hommes qui se retrouvent, et se battent pour une femme, après la guerre, — fera aussi l'objet d'une création radio-phonique à la radio de Berlin. On a traduit, et la pendant le festival les Guerres Froides d'Yves Reyman, et Berlin, son danseur est mort, d'Enzo Cormann.

Des « tables rondes », sur la diffusion, la traduction, l'accompagnement ces lectures, la dernière, consacrée à l'écriture, fut fort pêle, faite de combattants. Les auteurs, metteurs en scène, éditeurs, dans la venue était annoncée en force, n'étaient pas dans la salle : manque d'organisation, et sans doute de force de conviction, ou de crédibilité. Le sujet pourtant était beau : pourquoi, après avoir dans les années 50 aimé Anouilh, Giraudoux, Camus ou Sartre, l'Allemagne ignore les auteurs français d'aujourd'hui (sauf Bernard-Marie Koltès...), tandis que la France reste toujours fascinée par Heiner Müller, Rolf Strauß, Peter Handke, Krieger ou, bien sûr, Fassbinder.

Marc Adam, qui assure la direction du Festival pour la seconde année consécutive, a bâti une programmation largement ouverte au théâtre musical, sous toutes ses formes. Sont venus à Sarrebruck le trio Le Cercle, la Compagnie Vincent Collin, avec les Pêches de Baguette, la fabrique d'utopies fan-

## Le théâtre pour la jeunesse à Munich

Organisé du 11 au 21 mai par la Schauburg et son directeur Jürgen Flügge, le Schauspiel 88 de Munich a pleinement justifié son appellation de « Théâtre du monde ». En dix jours, trente-cinq compagnies des cinq continents ont présenté des spectacles en direction du jeune public.

Question éternelle : ce jeune public existe-t-il, quel théâtre prétend-on lui donner ? Le Festival de Munich nous a appris que le mythe de la spécialisation comme celui du spectacle pour tous, c'est-à-dire pour personne, ont vécu. Dans le meilleur des cas, l'enfance inspire un style, devient un emblème et parfois un encouragement à l'audace poétique.

Il est sûr que, dans bien des pays représentés (Chili, Cuba, Jamaïque, Afrique du Sud), le théâtre pour enfants, sur fond de couleurs et de musiques locales, se confond avec le celui de la rue et se ramène à l'expression populaire. D'autres pays, avec de plus gros moyens, comme le Japon, l'Australie, les États-Unis ou l'Union soviétique, continuent de moraliser en belles images luxueuses et louches. On retrouve la même conception d'école

parallèle. Au-delà d'un souci louable de diversifier le répertoire (à travers la tragédie rock de Blood Brothers présentée par la Schauburg ou le Beckett déchiré et drôle de Doucement, Billy, grand succès du TJA de Lyon), ceux qui proposent les voies les plus nouvelles et les plus toniques sont aujourd'hui les Hollandais. D'une façon générale, leur premier principe est de ne pas imiter l'autre : théâtre, en faisant plus petit, en simplifiant un peu ce qui se fait pour les adultes. Pas de structure fixe, on joue à travers les écoles, on verbalise le moins possible, on fait agir avant tout le corps, la musique. Le théâtre réinvente une « enfance intérieure » à un public d'enfants sans aucune exploitation pédagogique possible.

Déjà, aux dernières Rencontres internationales de Lyon en 1987, la compagnie Wederjids avait étonné avec Catalogue pour une mariée, pièce dansée insolente et loufoque, qui aurait pu être dédiée à Fina Bausch. Présenté à Munich, le Garçon dans le bus est un drame violent et rapide joué dans un bus blanc trafiqué, entre deux rangées de spectateurs. Un homme de trente-cinq ans, plutôt déséquilibré, ne cesse de revivre son passé, le jour de ses douze ans où sa mère est partie. Elle revient sous l'image ancienne, le vent la séduire, il ne peut la décrire. Gros plans, effets de lumière et de miroirs apportent ici autant que les acteurs.

Il faudrait aussi évoquer le théâtre silencieux du Sirkel et tout le

parti qu'un peintre et un architecte comme Frans Malschaert peut tirer de structures imbriquées, immeubles gigognes ou tours d'angoisse, dont les personnages sont de minuscules animaux non identifiés ou de simples filaments.

Dans l'esprit de cette école hollandaise, il y a eu le triomphe de la compagnie du Zèbre bleu (De Blaauwe Zebra). Cinq comédiens, quatre hommes et une femme, vivent en danse, en musique et, par le dédoublement de leurs ombres chinoises, l'étrange dialectique de l'ici et de l'ailleurs. Ce ne sont pas cinq personnes, mais cinq aspects d'un seul caractère (le poète qui doute de lui, l'homme fasciné par le spectacle de sa mort, etc.). Il est question d'une nostalgie, chacun porte la sienne, les histoires interfèrent comme les musiques, Schumann et la guitare rock, Mozart et l'opérette vénitienne.

Les merveilleux comédiens du Blaauwe Zebra vivent avec appétit une situation de rêve, et nous entrions sans peine dans leur logique de l'imprévisible, qui est bien celle de l'enfance.

Le Zèbre bleu, autour de son metteur en scène Hans Van den Boom, a choisi de travailler loin d'Amsterdam, dans la petite ville de Kampere, pour prendre tout le temps nécessaire à sa fantaisie exigeante. L'an prochain, ils monteront la Passion selon saint Mathieu, sans aucun rapport à la vie du Christ. Aucun formalisme à craindre.

BERNARD RAFFALLI

## Juliette Binoche répète « la Mouette » à l'Odéon

### Face au public

Le Théâtre de l'Europe de l'Odéon, a invité Andreï Konchalovsky à mettre en scène la Mouette, de Tchekhov, qui sera donnée du 31 mai au 26 juin. Nina aura pour l'occasion les traits de Juliette Binoche, qui retrouve les planches après de fructueux débuts à l'écran.

Evidemment, à la rencontre pour la première fois dans les coulisses de l'Odéon transformées en studio de télévision, on a eu d'un acrobate qui à quelques jours d'une première ressemble plus à l'écoulement d'un navire prêt à sombrer qu'au chemin qui conduit à la scène du théâtre, on pourrait se dire que Juliette Binoche, vingt-trois ans, une carte de visite grande comme ça, a déjà rejoint la famille hystérique des stars maniaque-dépressives.

Quand, d'une main ferme, elle vous aura conduit un peu plus loin dans l'illusoire quiétude d'un restaurant parisien et aura commencé calmement à parler d'elle, il faudra convenir une fois encore de la vanité des premières impressions. Juliette Binoche, née le 24 mai 1965, est une grande presse — dont elle se méfie pourtant — au rang des « jeunes actrices françaises prêtes à assurer la relève », est bien plutôt dépositaire d'un savoir-faire familial, artisanal, auquel elle s'est frottée dès l'enfance, sorte d'héritière d'une petite fabrique d'objets d'art dont elle symbolise la réussite et le génie.

Qui n'a rêvé à un moment ou l'autre de sa vie d'être le fils ou la fille d'un comédien et d'une prof de lettres amoureux de théâtre ? Juliette Binoche n'est pas née sur les planches, tant pis pour la légende, mais là, juste à côté. Dès l'âge de douze ans, sa mère lui fait découvrir le plaisir du jeu. Avec ses camarades d'une classe de Mondoubleau, dans le Loir-et-Cher, la voilà héroïne du Jeu de la feuille.



BERNARD RAFFALLI

du troisième siècle Adam de la Halle. Plus tard, elle sera l'Ours, de Tchekhov, après avoir appris les mille et une besognes des arts de la scène — confection des décors, des costumes, recherche des accessoires. C'est à ce moment qu'elle découvre que le théâtre « rassemble, unit tous les arts ». Elle s'en souviendra quand Andreï Konchalovsky lui demandera de jouer la Mouette, après cinq ans passés dans les studios de cinéma, « un art où le comédien perd un peu les traces de la création ».

Après un passage dans le cours de Vera Guegh poursuivi par un séjour au conservatoire municipal de Paris en compagnie de Jean-Pierre Martineau, ses deux « parents », le cinéma repère Juliette Binoche, qui, « joueuse depuis sa plus petite enfance, y voit un moyen de continuer de s'amuser, de prendre du plaisir ». Elle apparaît sous la caméra de Pascal Kané pour Liberty Belle. Rien à signaler jusqu'à sa rencontre avec Jean-Luc Godard, pour Je vous salue Marie, et celle avec Jacques Dillou pour la Vie de famille. La jeune comédienne a envie, coûte que coûte, de travailler : « Il faut commencer, gagner sa croûte, c'est le meilleur moyen d'apprendre ce métier, d'apprendre à se connaître. Au début, il n'y a pas de calculs, pas d'idée arrêtée, on s'en fout ».

Pas question pour autant de se laisser aller. Juliette Binoche décide d'entrer — et y parvient — au Conservatoire national d'art dramatique. Mais l'année est à peine commencée qu'Andreï Tchekhov lui propose le rôle principal de Rendez-vous, peu après sélectionnée pour le Festival de Cannes 1985. La voilà donc, pour le plus grand plaisir de festivaliers avides de nouvelles têtes, arpentant la Croisette.

« A partir de là j'ai pu choisir ; le succès, ça aide. » Juliette Binoche choisit donc d'affronter l'un de nos monstres de l'écran, Michel Serrault sous les caméras de Jacques Rouffio. Elle sort indemne de Mon beau-frère a tué ma sœur. Puis vient la rencontre avec Louis Carax, avec qui, pendant de longs mois, aux côtés de Michel Piccoli et Denis Lavant, elle travaillera sur Mauvais sang. Elle prendra alors un

temps de pause avant qu'on ne la retrouve auprès de Daniel Day-Lewis dans l'insoutenable légèreté de l'été, de Philip Kaufman et, aujourd'hui, dans le rôle de Nina, la Mouette, de Tchekhov, pour la première fois sur une grande scène.

Elle a voulu mettre tous les atouts dans son jeu : « J'ai, depuis un an, beaucoup lu sur la période, sur les actrices d'époque, les regards, les gestes, les regards, la neige. J'ai fait le pèlerinage Tchekhov, visité sa maison, rencontré la fille de Stanislavski à qui j'ai posé mille questions. Je n'avais jamais eu avant l'envie de connaître à ce point un auteur. J'admire beaucoup Tchekhov, je l'aime profondément, lui, sa vie, ses doutes. La Mouette est une pièce de passion, nous l'avons répétée avec passion. Je sais que cela va être dur. Je sais désormais qu'il me faudra plusieurs années pour donner à mes personnages la force que j'ai envie de leur donner. Mais, comme d'habitude, j'ai compris ce qui me manquait au cinéma : le public, en face de moi. »

OLIVIER SCHMITT

## Au plateau Beaubourg

### Les Semaines de la marionnette

Un peu perdues l'an passé à La Villette, les septièmes Semaines de la marionnette se partagent du 25 mai au 11 juin, le Centre de Wallonie et le théâtre du Tourtour.

Pas de dominante, mais une ouverture marquée sur l'étranger (Pep Bon, Jordi Bertran de Barrolo), une nette volonté chez la directrice des Semaines, Françoise Le Tellier, et les programmeurs de témoigner de la richesse des possibles en ce domaine : vingt-deux compagnies seront présentes pour une centaine de représentations.

On retrouvera des grands du théâtre d'objets comme Manuël ou Jéopico. On découvrira les Vieux, éphémères, de Bulbul et l'éclosion des Petits Suicides de Guylio Molnar (Hongrie). Après des habitués chéris comme les Monocier, les Darr (avec un Don Juan), le théâtre d'ombres de Jean-Pierre Lescot (Rose des sables) ou celui de la compagnie de l'Ombrelle avec un polar sur fond de jazz, on notera la ressemblance du théâtre de papier, si prisé sous le Second Empire (François le bon, d'après M= de Ségar, par Gérard Sorel).

Dans la série Intimité, une opérette dans un minuscule théâtre baroque (Monsieur de Narbonne), le Théâtre Urus, le Capitif, d'après la correspondance du marquis de Sade. Enfin et surtout, Solitude, coproduction des Polonais du Ban-

laka et de François Lazaro, d'après Bruno Schulz.

B. R.

Centre Wallonie : 127, rue Saint-Martin (42-71-26-16) ; théâtre du Tourtour : 20, rue Quincampoix (48-87-82-48) ; les Gémeaux : à Soaux (46-60-05-64).

## Un nouveau président pour la SADC

Claude Santelli quitte la présidence de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques qui a désigné, pour lui succéder, Claude Brühl, soixante-trois ans. Auteur dramatique, scénariste d'Astruc, Chabrol, Vadim, Visconti, Clément, il a été couronné en 1982 par la SADC pour l'ensemble de son œuvre télévisée (Arabe Lupin, La Dame de Monsoreau, Molière pour rire et pour pleurer, Voltaire ce diable d'homme...).

La SADC a procédé par ailleurs à l'élection des vice-présidents de ses commissions : Jean-Claude Carrière (théâtre), Jean Chastenet (télévision), Henri Kubiak (radio), Guy Lafarge (musique) et Claude Sautet (cinéma).

Notons que la SADC renouvelle cet été au Festival d'Avignon sa série de lectures, avec Alain Cuny, José Maria Flotats, Michaël Lonsdale et Jeanne Moreau, que l'on retrouvera au côté d'André Marcon, dans une adaptation d'après Giono que Claude Santelli tournera en août prochain.

## ACTUELLEMENT

ISAACH DE BANKOLE GIULIA BOSCHI FRANÇOIS CLUZET

SELECTION OFFICIELLE CANNES 88



# CHOCOLAT

UN FILM DE CLAIRE DENIS



## Culture

## EXPOSITION

« Le Palais-Royal », au Musée Carnavalet

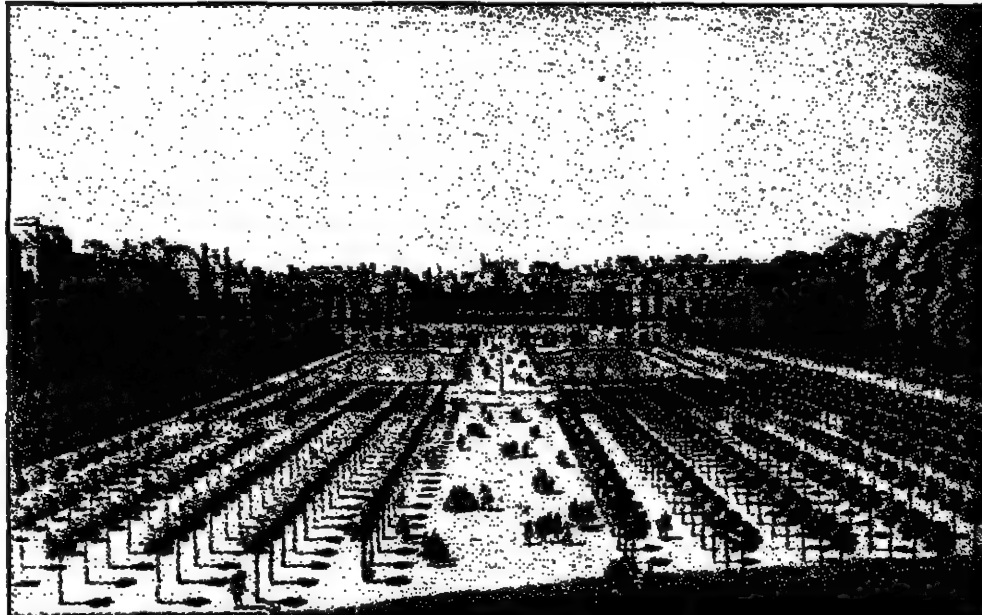
## Le palais des paradoxes

Construit par un prince de l'Eglise — Richelieu — le Palais-Royal a derrière lui une belle carrière de scandales avant de devenir ce qu'il est : une oasis de calme au centre de Paris.

Depuis plus de cent ans, le Palais-Royal, enclavé abandonné aux enfants et aux pigeons, vieillissait paisiblement avec sa ceinture de boutiques léthargiques, vouées aux collectionneurs de timbres-poste et aux amateurs d'ordres de chevalerie. Colette avait depuis longtemps décrit sa fenêtre et Cocteau son entresol quand « l'affaire » des colonnes de Buren vint ranimer l'endroit. On se pressa soudain pour apercevoir l'objet de litige. S'indigner ou applaudir. Une manière de renouer un bref instant avec le scandale attaché jadis à ce haut lieu de la vie parisienne, rassemblement de la jeunesse la plus tapageuse, centre actif de tous les plaisirs plus ou moins licites.

Combien de mouvements qui allaient bouleverser Paris sont partis de ce véritable quartier grand comme un mouchoir de poche ? Une bruyante et paradoxale histoire, tissée d'intrigues politiques et d'émotions populaires, de fastes princiers et de ragots de bistrot, qui nous est racontée au Musée Carnavalet, documents à l'appui.

Première étrange, ce palais royal ne mérite guère son nom. C'est Richelieu qui le fait élever pour posséder, face au Louvre, une résidence digne de son rang. De ces bâtiments dessinés par Le Mercier, il ne reste pratiquement rien. Et la galerie de tableaux des « hommes illustres de la France » peints par Vouet et Philippe de Champaigne, dispersée, n'est (en partie) réunie à Carnavalet que pour le temps de l'exposition. Louis XIII hérite de son ministre mais ne lui survit que six mois. Le jeune Louis XIV passe là une enfance troublée par les épisodes de la Fronde. C'est le seul souverain qui y réside un temps. En revanche, la salle de spectacle construite sur ordre du cardinal, grand amateur de théâtre, accueille presque toutes les créations de Molière.



« Vue du Palais-Royal » : J. Chausson et A. Arévalo

Autre paradoxe, cette ancienne résidence d'un prince de l'Eglise fut très vite, à Paris, synonyme de débauche. Passé entre les mains de la famille d'Orléans, le palais, profondément remanié, va connaître avec le Régent une sorte d'âge d'or. Celui-ci y loge son énorme collection de tableaux, italiens (Véronèse, Bellini, Tintoret, Corrége), flamands (Rubens) et français (Coyppel, Poussin).

Ses petits appartements sont décorés au goût du jour par Oppenheim, en style rocaille. C'est là qu'on voit les fameux « petits soupers » décrits par Saint-Simon : « On buvait d'autant, on s'échauffait, on disait des ordures à gorge déployée et des impiétés à qui mieux mieux et quand on avait fait du bruit et qu'on était bien ivre, on s'allait coucher et on recommençait le lendemain ».

Le théâtre devenu opéra constitue une source de revenus non négligeable pour le duc d'Orléans qui, de plus, nous dit encore Saint-Simon, « n'avait qu'un pas à faire pour y aller au sortir de ses soupers et pour s'y mouvoir souvent dans un état bien peu convenable ». La salle

brûle à plusieurs reprises, mais toujours est reconstruite. La dernière en date — à l'origine de notre Comédie-Française — sera sur les plans de Victor Louis, l'auteur des galeries du Palais-Royal que nous connaissons et qui allaient servir de cadre aux premières journées de la Révolution française.

Car, en 1789, c'est ici la promenade à la mode. On y vient pour voir et se faire voir, acheter les gazettes et les comment. Les arcades qui abritent boutiques et cafés regorgent de monde. C'est là que Paris y apprend le 24 juin la réunion du tiers-état au Jeu de paume. Là encore que les gardes-françaises libérées de la prison de l'Abbaye sont abreuvent par les Parisiens. Là toujours, qu'à l'annonce du renvoi de Necker, le 12 juillet, Camille Desmoulins arrange la foule, qui va se lancer à l'assaut de la Bastille. Pendant toute la Révolution, le Palais ci-devant Royal, et désormais Egalité, restera un centre actif. Un centre de plus en plus tourné vers le plaisir. D'abord ceux du sexe et de l'estomac, puis celui du jeu qui fait rage dans les entresols convertis en tripots. Le musée Carnavalet expose une brasse de documents : dessins,

caricatures, gravures qui moquent les habitudes de ce quartier chaud.

Cette situation va se prolonger après l'Empire. La Restauration pudibonde va tenter d'endiguer les flots des prostituées et des joueurs. En vain. Il faudra attendre le retour de l'ordre bourgeois sous la monarchie de Juillet pour voir disparaître ces « autres du vice ». Mais cette décision portera un coup mortel à l'activité des galeries. Louis-Philippe, propriétaire des lieux, aura beau construire un nouveau passage couvert, c'est un fiasco. Le périmètre va déperir lentement. Pillé en 1848, incendié sous la Commune, le Palais est à chaque fois remanié.

Il est une dernière fois quand le Conseil d'Etat s'y installe au début de la III<sup>e</sup> République. Le ministère de la culture en occupe maintenant une aile. Ses fenêtres s'ouvrent désormais sur un paisible jardin provincial. Et l'édifice colonnade de Buren que l'on prit un peu vite pour une œuvre révolutionnaire est devenu le décor favori des photographes de mode.

EMMANUEL DE ROUX.

\* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, jusqu'au 4 septembre.

## MUSIQUE

La messe « Cum jubilo », de Gilbert Amy

## Dans la grande tradition

La messe Cum jubilo, de Gilbert Amy, écrite de 1981 à 1983, a été créée ce jeudi par l'Orchestre de Paris, salle Pleyel. Elle s'inscrit dans la tradition des messes symphoniques de Bach, de Beethoven ou de Bruckner.

Pour sa messe Cum jubilo, Gilbert Amy cite comme références stylistiques Stravinski et le symbolisme de poèmes qui ont influé sur l'instrumentation : pas de violon ni d'alto, de nature trop expressive, mais un orchestre très fourni en bois et en cuivres, en percussions et en cordes, harpes et claviers.

A cet effectif important s'ajoutent un chœur d'enfants (chargé de renforcer les couleurs claires, par moments), un grand chœur sur qui repose l'essentiel de l'émotion du texte et quatre chanteurs solistes qui enjolivent, dramatisent et décorent, maintes sections.

Le Kyrie commence très doucement par des échelonnements de voix de femmes avec quelques touches impressionnistes des harpes et des bois. Le Christ, étonné par les hommes, s'élève en une supplication ardente du chœur qui gagne tout l'espace sonore et le dernier Kyrie déploie divers épisodes dramatiques et mystérieux : l'alto et le soprano soliste lancent des cris presque verbaux, les cuivres sonnent en longs points d'orgue crescendo, les claviers émaillent ce climat très contemplatif.

Le Gloria et le Credo sont médités phrase par phrase comme chez les classiques et l'on ne peut ici les détailler. On note au début du premier, dans la psalmodie alternée, comme un signe amical au Gloria de Poulenc. Les vocalises extatiques de la soprano contrastent avec la rude déclamation du chœur. Les épisodes dramatiques, sur un orchestre très agité, alternent avec des pages calmes, lentes et majestueuses. Mais, à la fin, « Et le texte est englouti dans une muraille sonore de louanges où les chanteurs évoluent en

une polyrythmie très complexe au milieu des cloches et des percussions ».

Dans l'impressionnant Credo, il y a également des effets de masse et parfois de saturation en raison des effectifs engagés, mais aussi tout un côté presque descriptif : l'annonce étonnée, bruisante, du chœur d'hommes au milieu des percussions : « Il descendit du ciel » ; puis dans le calme avec un peu de harpe et de flûte grave : « Il s'incarna dans le sein de la Vierge Marie » ; proclamation des témoins dans l'air : « Il s'est fait homme » ; alors, la trompette éclate, les percussions grondent, les chœurs restent sans voix. Et puis, pendant le Crucifixus retentit le bruit de bois que l'on cloue...

Cette messe est ainsi un monde complexe qu'il faudra étudier dans le détail. La démarche paraît souvent très volontaire, un peu lourde peut-être, alors qu'on aimerait voir la musique plus emportée, balayée par un courant lyrique comme c'est le cas dans le Sanctus et surtout dans l'Agnus dei.

Celui-ci commence par une sorte de carillon de voix éternelles comme O King de Bérol, sur des bandes de images sonores, elles s'aiment, se développent au quatuor vocal et s'achèvent en longues vocalises sur lesquelles se détache le texte en une déclamation rapide. De légères percussions de flûte, quelques échos et la messe s'éteint discrètement.

On résumera dans le même éloge les quatre solistes (Mary Shearer, Benedetta Poccioni, Peter Lindroos, Gregory Reinhart), le chœur prodigieux des BBC Singers (préparé par John Poole), la maîtrise des Hauts-de-Seine et l'Orchestre de Paris dirigés par Peter Eötvös, qui a érigé dans l'espace cet édifice ample et complexe avec une grande majesté et une grande sûreté.

La messe de Gilbert Amy sera diffusée prochainement par Radio-France et publiée sur disques Erato. Commandée par l'Etat, elle a été réalisée avec le concours de la Fondation Total.

JACQUES LONCHAMPT.

Caroline Gautier à la Bastille

## Le mélodrame au sens propre

A l'origine le mélodrame juxtapose, comme son nom l'indique, drame et musique. A la Bastille Caroline Gautier le remet à la mode.

Le principe même du mélodrame est singulier en ceci qu'il associe la déclamation parlée à un accompagnement musical qui lui sert de trépan et de résonateur. Les effets sont essentiellement pathétiques, d'une force souvent irrésistible, et c'est cela qui explique sans doute l'extension du terme mélodrame à des pièces de théâtre larmoyantes, où la musique n'intervient pas nécessairement.

On attribue généralement au Pyramion (1770) de Jean-Jacques Rousseau l'origine du mélodrame, mais le premier grand musicien à avoir donné ses lettres de noblesse à ce genre nouveau fut Jiri Antonin Benda (1772-1795), avec *Arlene à Nazos* et *Mélie*. Lorsque Mozart vit ce dernier ouvrage, en 1778, à Mannheim, il fut si frappé qu'il écrivit à son père : « J'ai toujours désiré écrire des drames de cette manière... ».

Vous savez bien que l'on n'y chante pas, mais que l'on y décline et que la musique ressemble à celle d'un récitatif accompagné. On y parle aussi de temps en temps pendant la musique, ce qui produit l'effet le plus magnifique qui soit... ».

Passablement méconnu, le répertoire du mélodrame est assez vaste, depuis Weber, Schubert, Schumann et Liszt jusqu'à Massenet, Strauss et Schönberg. Depuis plusieurs années, Caroline Gautier s'emploie à l'explorer et à le réhabiliter avec autant d'érudition que d'imagination.

Un disque à fixer, provisoirement, les premiers résultats décisifs de cette reconquête (1), tandis que la *Mélie* de Benda et *Héxentil* (1903) de Max von Schilling, qu'elle présente actuellement au Théâtre de la Bastille, sont devenus ses nouveaux chefs de bataille.

La participation de *Mélie*, surtout réduite au piano, ne porte plus autant qu'à l'époque de Mozart, et comme le texte, écrit en allemand,

n'a au mieux qu'un impact indirect, on admire la performance vocale, la présence dramatique et certaines idées du metteur en scène Daniel Girard, mais sans vibrer vraiment, ce qui est assez paradoxal. En outre, le jeu pianistique de William Nabore, sensible et attentif aux moindres inflexions de la voix et du texte, révèle quelques défaillances dans l'agilité. Traduite en français, cette œuvre très aboutie porterait certainement davantage.

En revanche, le poème *Héxentil* (le Chant de la sorcière) est écrit en vers fortement allitérés, musicaux par eux-mêmes, et Caroline Gautier réussit si bien à les couler dans les dessins de l'accompagnement que le résultat possède une puissance de conviction irrésistible. Il suffit de prendre connaissance de la traduction donnée dans le programme et de se laisser porter. La mise en scène, plutôt convenable, n'ajoute rien et l'on reste suspendu à la confession de ce vieux moine poursuivi pendant cinquante ans par le chant d'amour d'une femme condamnée au bûcher et qui, dit-il, lui ouvre à présent la porte des cieux.

GÉRARD CONDÉ.

\* Jusqu'au 29 mai, à 21 h 15, le dimanche à 17 heures, au Théâtre de la Bastille (tél. : 43-57-42-14).

(1) « Méliades de Schubert, Schumann et Liszt ». Disque compact Stefanotis, 249002, distribué par Music Disc (MDU 750).

LOBO

Sculptures

DU 27 MAI AU 9 JUILLET

daniel malingue

26, avenue Matignon - 75008 Paris. Tél. (1) 42.66.60.33

Sélection Officielle Festival de CANNES 88

GIAN MARIA VOLONTE

L'ŒUVRE AU NOIR

MARGUERITE YOURCENAR

MARGUERITE YOURCENAR

"Une œuvre d'une haute tenue avec une mise en scène pleine de rigueur, une interprétation exemplaire et des images d'une grande beauté." ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR

"Le film est fort et touchant." L'ÉVÉNEMENT DU JEU

"Le récit d'une chasse à l'homme à travers l'Europe et surtout Bruges, dont André DELVAUX, avec l'art magistral du peintre, reconstruit le décor et l'ambiance." CLAUDE SANGNIER - LE FIGARO

"A souligner le miracle de l'interprétation, la magnifique présence de Gian Maria VOLONTE et l'interprétation bouleversante de Sami FREY." STUDIO MAGAZINE

"YOURCENAR aurait aimé. Ce film lui ressemble." Marie-Françoise LÉONIE - LE POINT

"Gian Maria VOLONTE domine majestueusement une éblouissante distribution qui constitue à elle seule, un véritable Festival de Cannes." GILLES MEDIONI - L'EXPRESS

## Le Pritzker Architecture Price à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft

Le Pritzker Architecture Price, l'équivalent du prix Nobel pour l'architecture, a été décerné le lundi 23 mai au cours d'une cérémonie organisée à l'Art Institute de Chicago à Oscar Niemeyer et Gordon Bunshaft pour l'ensemble de leur œuvre. Le Pritzker Price, institué en 1979 par la Hyatt Foundation, récompense chaque année des architectes qui ont « contribué à l'enrichissement du patrimoine architectural mondial ». Ce prix international est doté d'un montant de 100 000 dollars (environ 550 000 FF).

L'architecte brésilien Oscar Niemeyer reste une des grandes figures de l'architecture mondiale. Né en 1907, il fit ses études à l'école des Beaux-Arts de Rio de Janeiro. Il travailla ensuite auprès de Licio Costa et collabora avec Le Corbusier. Son œuvre majeure reste sans doute la réalisation des bâtiments officiels de la nouvelle capitale, Brasilia, qui fête cette année son trentième anniversaire. En France, on lui doit notamment le siège du PCF à Paris,

ainsi que le centre culturel du Havre.

Gordon Bunshaft est né en 1909 aux États-Unis. Diplômé du Massachusetts Institute of Technology, admirateur de Le Corbusier et de Mies van der Rohe, Gordon Bunshaft est perçu comme l'un des maîtres de l'architecture américaine. Son œuvre majeure est le 24-Story Lever House à New-York.

DÉJÀ LYRIQUE !

MEDEA  
LE CHANT DE LA SORCIÈRE  
DU 26 AU 28 MAI À 20 H 15  
DIMANCHE À 17 H  
THÉÂTRE DE LA BASTILLE  
75, rue de la Bastille 75011 Paris Tél. 43.57.42.14

ORCHESTRE DE PARIS  
EJC  
CONCERT A DEUX ORCHESTRES  
Luciano Berio Laborintus II  
Arnold Schoenberg Pelléas et Mélisande  
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
ORCHESTRE DE PARIS  
Chœur du Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris.  
Direction  
Pierre Boulez  
Federico Sanguineti, Nicole Tibbels, Judith Rees, Meriel Dickinson, récitant, sopranos mezzo soprano  
Mercredi 1er, Jeudi 2 juin 1988 20 H 30  
Salle Pleyel Loc : 45 63 07 96

GYMNASÉ-MARIE BELL  
ROMAN  
POLANSKI  
La Métamorphose  
de KAFKA  
DERNIER le 11 juin

صك:امن الأهل



# Communication

## La communication des collectivités locales

### Le poids des images et le choc des suffrages

Les collectivités locales ont soif de communication, et multiplient depuis dix ans les structures spécialisées, tant pour s'adresser à leurs habitants que pour attirer des entreprises, nouvelles ou redorer leur image existante. Sans oublier, bien sûr, l'importance électorale de la communication baptisée pudiquement de « fin de mandat ». Cet effort se traduit par des dépenses conséquentes : la communication représentait ainsi un marché de 400 millions de francs par an pour les communes, de 1 milliard pour l'ensemble des collectivités locales, selon les promoteurs du premier salon spécialisé du secteur, Col'Com, qui se tiendra à Valenciennes les 23, 24 et 25 juin (1).

Les villes ont défriché le terrain d'une communication continue, professionnelle, et tous azimuts : d'une part, le support traditionnel de la presse régionale, au lectorat parfois déclinant, ne leur suffisait plus pour informer tous les habitants ; de l'autre, elles ont pris conscience de l'importance de leur image sur leur capacité d'attraction. Depuis la loi de décentralisation qui a été le déclencheur de leur action, les départements ou régions sont saisis de la même boulimie de reconnaissance : une étude menée par le Col'Com auprès de trente-quatre départements et dix régions montre que la quasi-totalité n'ont créé un service communication qu'après 1982. En moyenne, les départements consacrent 0,37 % de leur budget à la communication, contre 1,8 % en moyenne pour les régions, avec un record de 6 % en Ile-de-France.

La même étude menée auprès de 154 villes sur tout le territoire montre que les plus grandes, toutes tendances confondues, sont aussi les plus actives en communication : sur 34 villes de plus de cent mille habitants, seules trois n'ont pas de service spécialisé, et, sur les 29 qui ont accepté de donner leurs comptes, l'enveloppe « communication » atteinte en moyenne 1,31 % du budget (avec des pointes à 7 % pour Bordeaux ou 6 % pour Rennes). Ces services sont relativement récents, seuls 6 existaient avant 1977 ; et 19 sont nés pendant la période municipale 1977-1983.

Dans les 110 villes de moins de 100 000 habitants étudiées, l'existence de services communication est liée en partie à la couleur politique : ces services sont présents dans 60 % des villes RPR, 72 % pour l'UDF, 88 % pour le PS et 91 % pour le PC. Avec des budgets oscillant entre 0,9 % et 1,6 % des ressources com-

munes. Dans la plupart des cas, ces services sont postérieurs à 1977. De « surdoués » à « porte du monde », villes, départements et régions rivalisent de slogans et s'inventent des « positionnements ». Si cette « guerre des images » n'a jamais l'importance des suffrages, la communication locale adopte de plus en plus les méthodes classiques de la publicité ou des relations publiques. Y compris dans la personnalisation des dirigeants, comme en témoigne par exemple l'appât d'exposition des présidents de conseils généraux.

M. C. L.

(1) A côté du salon qui réunit une centaine d'exposants, une série d'ateliers auront pour thème, entre autres, « la place des élus », « la télématique municipale », « le journal », « les relations avec la presse », etc.

## Préavis de grève à FR 3 Alpes Grenoble défend son information contre l'« hégémonie » de Lyon

GRENOBLE  
de notre correspondant

Les personnels de FR 3 Alpes ont déposé, mercredi 25 mai, un préavis de grève d'une durée indéterminée à compter du 31 mai. Ils entendent ainsi protester contre l'organisation par la seule station de Lyon des soirées électorales des 5 et 12 juin. Les journalistes et techniciens de FR 3 Alpes estiment, dans un communiqué, que « cette manœuvre apparaît comme un acte d'essoufflement de la région Rhône-Alpes, la suppression du journal des Alpes ».

Ce journal télévisé régional, créé le 1<sup>er</sup> juin 1982 et diffusé à partir des studios de FR 3 Grenoble, devait disparaître le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Antenne 2 ne souhaite plus, en effet, relayer les journaux régionaux de FR 3 sur ses propres émetteurs et veut ainsi récupérer le créneau horaire qu'elle mettait jusqu'alors complaisamment à la disposition des régions, entre 19 h 10 et 19 h 30.

Les responsables de la chaîne envisagent de remplacer la station de Grenoble dans un état de dépendance vis-à-vis de Lyon semblable à celui qu'elle connaît jusqu'en 1982. Des solutions techniques pourraient cependant être envisagées comme la duplication de plusieurs émetteurs dont celui, très puissant, du mont Pilat. Le coût élevé que cette opé-

## Nouvelle maquette et remise en question des suppléments

### « L'Express » tourne la page de l'ère Goldsmith

Jimmy Goldsmith fait désormais partie du passé de l'Express. Le nouveau maquette symbolise pour le premier hebdomadaire français 355 286 exemplaires en moyenne diffusés en 1987 et à l'étranger — la rupture avec la décennie 1977-1987 pendant laquelle Sir James Goldsmith était aux commandes.

Nouveaux caractères, introduction générale de la couleur, pages rythmées en trois grandes parties (analyses, commentaires et repères) portant sur la vie politique et économique française et internationale ; grands reportages et enquêtes ; spectacles et livres) donnent une allure plus dynamique au journal, décidé à répondre avec son statut de *new magazine*. « Nos lecteurs, déjà informés par les autres médias, n'ont pas besoin de synthèses de

l'actualité aussi bien faites solennelles », commente Yann de l'Ecole, directeur des rédactions de l'Express. Ils exigent des analyses plus précises et veulent qu'on leur raconte des histoires grâce aux reportages et enquêtes. « Nous réfléchissons depuis longtemps à une évolution du journal en ce sens, ajoute-t-il, mais le propriétaire s'y opposait. » Sir James Goldsmith avait refusé, par exemple, le traitement de sujets changeant des modes de vie, etc.) dans l'hebdomadaire. Comme pour mieux marquer la rupture, la couverture de l'Express titre cette semaine sur « Les nouvelles lois de l'amour ».

Jusqu'à l'été dernier, date à laquelle le raider franco-britannique décidait de revendre la maison mère de l'Express, la Générale occidentale, à la Compagnie générale d'électricité, l'Express était son journal. Ces deux dernières années, il avait voulu même en faire le flambeau de l'ultra-libéralisme en France et en Europe. Non sans rencontrer des oppositions au sein de la rédaction et enregistrer le départ de contestataires, en juin 1986. Sa grande idée, c'était les « hebdomadaires » (sport, style, argent, économie, sciences-société) destinés à accueillir les sujets non traités dans l'hebdomadaire. La rédaction et une partie de la hiérarchie les avaient pourtant clairement désavoués. Coûteux — les « hebdomadaires » lancés à l'automne 1986 représentaient entre 200 et 300 millions de francs d'investissement —, cette création est défective : seul le titre l'Express - Votre argent engrange des bénéfices grâce à la publicité. La préparation de Le 5, à laquelle Jimmy Goldsmith s'était porté candidat et ces « hebdomadaires » avaient d'ailleurs prévu les comptes de la Générale occidentale.

Mi-juin, un conseil d'administration doit décider de la survie de ces suppléments. Mais, dès le 2 juin, un comité d'entreprise se réunit. Les couloirs de l'hebdomadaire font déjà écho de dizaines de licenciements, qu'entraînerait la suppression des quatre « hebdomadaires ». M. Willy Stricker, administrateur-directeur de l'Express, se refuse à préciser leur nombre mais confirme « que, le 2 juin, d'importantes décisions seront annoncées ».

CLAUDE FRANÇON.

YVES-MARIE LABÉ.

## Coup de force des TV privées en Allemagne

### Bertelsmann arrache le football aux chaînes publiques

BONN  
de notre correspondant

Coup de poker et coup de force réussi pour les chaînes privées de télévision de RFA : UFA-Film, une filiale du groupe Bertelsmann, qui contrôle également la chaîne privée RTL Plus, s'est assuré, mercredi 25 mai l'exclusivité des droits de diffusion des rencontres de football de la Bundesliga, la première division du championnat ouest-allemand. Le comité directeur de la Fédération, réuni à Stuttgart, a accepté l'offre de UFA, 135 millions de deutschemarks (environ 450 millions de francs), pour les trois prochaines années, une somme deux fois supérieure aux propositions des deux chaînes publiques, ARD et ZDF, qui avaient jusqu-là le monopole des retransmissions.

Jusqu'au dernier moment, ARD et ZDF n'avaient pas cru que les clubs allaient sauter le pas et abandonner le service public pour les offres alléchantes du privé. Les deux chaînes privées ouest-allemandes, RTL Plus et SAT 1, ne sont pour l'instant repues que par un quart des foyers allemands, ceux qui bénéficient de la télévision par câble. Sûres de leur force et de leur couverture nationale, les chaînes publiques considéraient comme un droit acquis le fait de pouvoir rassembler devant leurs écrans du samedi soir les amateurs de ballon rond : l'émission « Sportschau », qui rend compte des matches de première division tous les samedis à 18 heures sur la première chaîne, est la plus regardée de toutes les émissions de la télévision, à une heure où la publicité sur le petit écran est encore permise par la loi.

On peut s'imaginer l'émotion suscitée dans le public par cette affaire : les trois quarts des fans risquent bien de se retrouver privés de leur droit hebdomadaire ! Pas entièrement toutefois, car la loi prévoit que des extraits d'excellents matchs peuvent être librement diffusés. Mais quelle frustration tout de même ! Les amateurs de football étant également des électeurs, de nombreux hommes politiques ont pris position : si les chrétiens-démocrates, les plus chauds partisans du développement de la télévision privée, sont plutôt discrets et demandent simplement, comme le chancelier Kohl, que « l'on assure au plus grand nombre d'Allemands la possibilité de voir les matchs », les membres de l'opposition social-démocrate tempèrent : les maires, gestionnaires des stades, menacent de supprimer les tarifs de faveur accordés pour la location des terrains, et même de

faire payer aux clubs les frais de police nécessaires au maintien de l'ordre dans les stades.

Les vainqueurs du bras de fer, RTL Plus, Bertelsmann et UFA, sont maintenant en bonne position pour assurer les chaînes publiques à leurs conditions, les droits de diffusion en attendant d'avoir atteint une couverture nationale. En jouant gros sur le football, RTL et Bertelsmann espèrent donner un coup d'accélérateur au développement des chaînes privées en RFA, qui est nettement moins avancé qu'en France ou en Italie.

Les grands perdants de ce combat sont les téléspectateurs de la République démocratique allemande. Les supporters des grandes équipes ouest-allemandes sont en effet fort nombreux de l'autre côté du mur et n'ont aucune chance, dans un avenir prévisible, d'avoir accès à la télévision par câble.

LUC ROSENZWEIG.

● Les grands prix audiovisuels 1988. — A l'unanimité, le jury des grands prix de télévision a désigné les lauréats pour 1988. Il s'agit de Anne Hoeng, diffusée le 7 octobre 1987, pour l'ensemble de son œuvre audiovisuelle (Contre-Enquête notamment) et Claude Lanzmann pour Shoah. Une mention spéciale a été décernée au film de Mirailles Dumas et Dominique Colonna les Trois Familles d'Eric Robert.

Les grands prix de radio ont également été décernés à l'unanimité à Mildred Clary pour l'ensemble de son œuvre radiophonique et à Jean Daive pour sa série « Mardi du cinéma » (France-Culture) et « Une vie - une Déesse » (France-Culture), consacrée à Jean-François Vivet, était composé de nombreuses personnalités de la radio et de la télévision, membres de la Société des gens de lettres ou de la Société civile des auteurs multimédias.

● M. Berlusconi signe un accord avec la télévision catalane TV 3. — M. Silvio Berlusconi a signé un accord sur trois ans avec la télévision catalane TV 3 en vertu duquel elle pourra diffuser des séries américaines, dont notamment le célèbre feuilleton « Dallas », et soixante longs métrages. Il a déclaré mercredi à la presse que cet accord entre la société Reteitalia, filiale de son groupe Fininvest Media, et la radio et télévision catalane prévoyait également la coproduction de programmes de divertissement qui seraient vendus à d'autres télévisions européennes.

## La grève des imprimeurs de province

### Quotidiens régionaux et titres matinaux sont touchés

La grève lancée par la fédération CGT du Livre a eu des conséquences diverses sur la diffusion de la presse régionale et départementale, le jeudi 26 mai. Alors que plusieurs grands quotidiens régionaux comme la Montagne, la Dépêche du Midi, le Midi libre, l'Est républicain, le République lorrain, la Voix du Nord, Paris-Normandie, le Provençal, le Dauphiné libéré, Nice-Matin, paraissent normalement, d'autres ont été légalement absents des kiosques (Ouest-France, le Télégramme de Brest, les Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace, le Progrès de Lyon, le Bien public (Dijon), l'Union de Reims...).

D'autres, enfin, n'ont pu faire paraître qu'une partie de leurs éditions, comme Sud-Ouest qui a tiré trente mille exemplaires au lieu de quatre cent vingt mille habitants.

La grève a aussi eu des conséquences sur les éditions décentralisées des quotidiens nationaux, dont la plupart n'ont pu être imprimés dans les imprimeries de province en grève comme à Toulouse, Marseille ou Saint-Etienne.

Libération, qui cherchait à pallier le manque en tirant cent mille exemplaires supplémentaires dans une imprimerie parisienne, proteste contre le fait que les ouvriers du Livre CGT puissent limiter son tirage. De son côté, la CGT fait remarquer que Libération a pu imprimer cinquante mille exemplaires de plus que son tirage habituel, mais que le supplément demandé dépassait les limites techniques de l'imprimerie.

Vendredi, la grève a touché l'impression des quotidiens matinaux Presse-Océan et l'Eclair, absents des kiosques, ainsi que les éditions décentralisées à Nantes des quotidiens nationaux.

M. C. L.

La Renault 21<sup>n</sup> 497F / mois la 1<sup>re</sup> année.

ça m'intéresse

C'est une L.O.A. sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 28 400 F (dont 17 750 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 10 650 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 497 F ensuite 12 loyers de 817 F enfin 36 loyers de 1 341 F. Coût total en cas d'acquisition 91 947 F. Offre valable jusqu'au 30/06/88 sur toute la gamme V.P. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DAC SA au capital de F. 321 490 700. 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221. RENAULT 21 TL Prix TTC : 71 000 F au 08/02/88. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

APPEL GRATUIT 05.25.25.25

M. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

RENAULT  
DES VOITURES  
À VIVRE



















# Economie

## SOMMAIRE

■ La direction de Renault, avec l'aide d'un cabinet « de dégrèvement », a mis au point des procédés sophistiqués pour inciter certains salariés à quitter l'entreprise (lire première page et page 33). ■ Ni nationalisation ni

privatisation avait déclaré le candidat Mitterrand. La réalité sera plus nuancée, avec pour seule règle : apporter aux entreprises le capital dont elles ont besoin (lire ci-dessous). ■ La société

d'électronique ouest-allemande Grundig ne « délocalise » pas ses usines en Asie. Elle mise sur le Portugal (lire page 31). ■ Une polémique inutile s'instaure sur les chiffres du chômage (lire ci-contre).

## Le débat sur les nationalisations-privatisations

### La seule règle sera celle du besoin en capital des entreprises publiques

Privatise-t-on ? Ne privatise-t-on pas ? Visiblement, les observateurs ont quelque mal à se faire une opinion sur les desseins du gouvernement de M. Rocard sur la question. Le 25 mai, M. Roger Fournier, ministre de l'Industrie, affirmait, dans une interview à la Tribune de l'Expansion, qu'il n'y avait pas d'objection à ouvrir le capital des sociétés encore nationalisées pour permettre aux capitaux privés d'y tenir une plus grande place. Le 26 mai, lors de son point de presse, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, déclarait de son côté qu'il n'y avait pas de projet en préparation pour vendre sur le marché une partie du capital des sociétés nationalisées.

Certains ont pu y voir une contradiction, même si les deux affirmations ne sont pas incompatibles. Mais force est de reconnaître qu'un certain flou entoure les intentions gouvernementales, dont l'origine est à chercher dans les déclarations faites par M. Mitterrand pendant sa campagne présidentielle : « Ni privatisations, ni nationalisations pour les cinq ans à venir. » Le principe énoncé par le président-candidat, autant pour désamorcer tout débat politique sur le sujet que pour

éviter un va-et-vient nuisible aux grands groupes industriels, aux banques et aux compagnies d'assurances avant l'échéance de 1992, était posé. Mais, dans la pratique, la marge de manœuvre laissée au gouvernement est large.

Au sens strict, la déclaration présidentielle signifie que l'Etat, encore actionnaire d'entreprises publiques (Thomson, Pechiney, BNP, UAP, AGF...), ne pourra faire descendre sa participation en dessous de la barre fatidique de 51 % qui fixe la ligne de démarcation légale entre une entreprise nationalisée et une entreprise privatisée.

L'Etat actionnaire peut donc, en principe, vendre 49 % de ses titres en Bourse. Mais pas dans n'importe quel but, s'empresse-t-on de préciser Rue de Rivoli. Pas question en effet de céder des participations publiques dans le but unique de privatiser, comme le réclament - ou le réclamaient - certains PDG d'entreprises publiques, expliquent-ils dans l'entourage du ministre de l'Economie.

A la différence de la logique de M. Balladur, les socialistes affirment ne vouloir l'entrée de capitaux privés dans

les entreprises publiques que dans l'intérêt des sociétés elles-mêmes, afin de leur permettre de renforcer leurs capitaux propres. Une nécessité pour plusieurs d'entre elles qui voient à la fois mettre leur situation financière au niveau de celle de leurs concurrents - en réduisant le rapport entre les dettes et les fonds propres - et disposer d'argent frais pour mener à bien des acquisitions nécessaires au développement de leur stratégie internationale. C'est notamment le cas de Rhône-Poulenc ou de Pechiney.

#### Entre zéro et cent

Pour se procurer des capitaux, les nationalisées ont en principe trois sources de financement. Les dotations en capital apportées par le budget de l'Etat d'abord la prise de participation d'autres entreprises publiques - riches - ensuite - ou pense aux compagnies d'assurances - et enfin l'appel au marché. M. Bérégovoy est hostile à la première, rigueur budgétaire et néolibéralisme obligent. La deuxième doit être appuyée sur une synergie entre les groupes et une volonté des investisseurs de jouer un rôle actif dans les entreprises où elles prennent une participation : ce n'est pas toujours possible, loin de là. Reste donc la troisième solution, permise notamment par l'émission de

titres participatifs ou de certificats d'investissement, limitée pour l'heure par les textes à 25 % du capital des entreprises publiques. Mais rien n'empêche que cette limite soit portée à 49 %, comme l'a déclaré le 26 mai M. Bérégovoy. Sans qu'il soit obligatoirement nécessaire de prévoir un texte législatif, les problèmes de « seuil » relevant la plupart du temps de décrets et non de la loi.

Alors ? « Pour l'heure, affirme-t-on Rue de Rivoli, il n'y a aucun projet parce qu'il n'y a pas d'objet de projet. » Toute vente pure et simple de titres d'Etat et toute conversion de certificats d'investissement en actions - qui consisterait à privatiser pour privatiser - sont exclues. Le pragmatisme est désormais le maître mot en la matière. « L'important, c'est que la déclaration de M. Mitterrand n'empêche pas un jour ou l'autre, au gré des besoins financiers ou des alliances, de franchir la barre des 51 % du capital détenus par l'Etat. Le premier ministre lui-même, favorable en 1981 à une nationalisation à 51 %, ne reconnaît-il pas dans une interview aux Echos, le 19 avril, qu'il ne voulait pas faire de félicité à M. Mitterrand ? 51 % - ne gêne, car il a acquis une valeur symbolique excessive. On peut choisir n'importe quel pourcentage entre zéro et cent. »

CLAIRE BLANDIN.

## BILLET

### Chômage : l'inutile polémique

On veut croire que la polémique à propos des chiffres du chômage s'arrêtera aux premières escarmouches. Et que le gouvernement Rocard, qui se veut modeste et ouvert, nous épargnera les calculs de notaire qui ne devraient plus avoir cours, même en période électorale. Par crainte de se voir reprocher de mauvais résultats, M. Séguin avait parlé de « chômage incompressible ». La même crainte, aussi fondée soit-elle, ne devrait pas amener son successeur à commettre pareille erreur, sauf à y voir un aveu d'impuissance.

On en est aujourd'hui à dénoncer les effets négatifs du traitement social du chômage. En amplifiant un procédé que les socialistes avaient eux-mêmes mis au point, M. Séguin avait aussi, comme ses prédécesseurs, l'idée d'améliorer les statistiques. Mais il s'agit de statistiques portant sur une notion contestable, celle de « population active ». Par cette expression, on entend l'ensemble des personnes qui ont un emploi et celles qui déclarent en rechercher un. On ne tient pas compte de tous ceux et de toutes celles qui ne se déclarent pas comme tels parce qu'ils jugent la démarche inutile.

Lorsque la situation de l'emploi se dégrade, note l'INSEE, certains « actifs potentiels » se retirent du marché du travail et vice versa (1). Autrement dit, une amélioration du marché du travail peut aboutir à une augmentation du chômage dans la mesure où cette population potentielle souhaiterait prendre ou reprendre une activité. L'INSEE donne à 94 000 en moyenne par an le nombre des personnes concernées. Evaluation basse.

Une étude de Michel-Louis Lévy (2) fait état d'une masse virtuelle de cinq millions de personnes à même de réclamer du travail si elles estimaient qu'il pourrait leur apporter une réponse positive à leur demande. Si la population active s'élevait à 23,5 millions de personnes, 36 millions de Français ont

entre quinze et soixante-quatre ans. Même en tenant compte des étudiants et des retraités ou pré-retraités, il reste un nombre considérable de prétendants éventuels à un emploi, surtout si se développent des formules comme le travail à temps partiel ou à domicile.

Cela rend vaines certaines polémiques et renvoie au seul problème qui vaille : si on ne veut pas que la France compte en 1991 plus de 3,5 millions de chômeurs, soit 14 % de la population active, il faut envisager l'avenir autrement qu'à travers la publication de statistiques mensuelles.

« Une amélioration sensible des perspectives de l'emploi passe par une croissance plus soutenue, et par conséquent par une offre industrielle plus dynamique et une accélération de la création d'emplois nouveaux », conclut l'INSEE. S'il faisait sienne cette conclusion, le gouvernement reconnaîtrait que son prédécesseur a eu, au moins en partie, cette ambition. Il lui appartiendrait d'amplifier le mouvement et de veiller, ce qu'il n'a pas fait vraiment, à la création d'emplois dans les services. En commençant par définir rigoureusement les besoins.

Une économie dynamique permet de surmonter tous les obstacles. Michel-Louis Lévy rappelle ce qui se produisit en 1962, année du rapatriement de plus d'un million de Français d'Algérie, du retour du contingent et des premiers effets du « baby boom » sur le marché du travail. « De 1962 à 1967, écrit-il, l'afflux de nouveaux actifs a été entièrement absorbé par de nouveaux emplois au point que l'appel aux travailleurs étrangers, qui avait commencé en 1965, s'est poursuivi avec un simple ralentissement. »

Faisons d'abord tourner les machines.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Economie et statistiques, n° 195, janvier 1987.  
(2) Annuaire des Mises, mars 1987.

## ETRANGER

### Réponse de l'American Express Bank au FMI

#### Les banques continuent de financer les pays en développement

Les banques commerciales accordent des financements « considérables » aux pays les plus endettés, à ceux d'Amérique latine principalement. Elles ont donc suivi le plan Baker, affirme l'American Express Bank.

Dans une étude intitulée « La dette des pays en développement : le débat s'élargit », l'American Express répond au Fonds monétaire international et au secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui reprochent aux banques de ne pas en faire assez pour les pays endettés du tiers-monde.

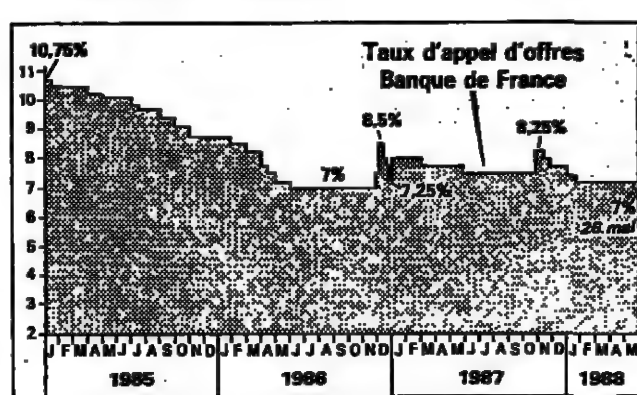
Selon cette étude, depuis le lancement du plan Baker en octobre 1985, qui demandait aux banques d'accroître de 20 milliards de dollars en trois ans leurs financements, la communauté bancaire a déjà accordé 14 milliards de dollars. Cette somme, ajoute la banque américaine, atteindra 19 milliards lorsque le montage financier actuel avec le Brésil sera réalisé et 20 milliards

dès que de nouveaux prêts seront accordés à l'Argentine. De plus, ajoute l'étude, ces transferts ne tiennent pas compte des 7,5 milliards de dollars que représentent les échanges de créances contre des investissements dans les pays endettés.

Cependant, reconnaît l'American Express, « l'impact de la contribution des banques semble être moindre lorsque l'on tient compte des importants transferts nets de capitaux des pays en développement vers les banques ». Selon l'étude, ce transfert est « invivable » car ces pays cherchent à la fois à réduire le service de leur dette et à ralentir l'accroissement de leur endettement.

De plus, l'American Express indique que « la prudence des banques » à l'égard du Brésil « est compréhensible » après le moratoire décidé en 1987 par ce pays sur une partie de sa dette et les importantes provisions faites par les banques l'année dernière pour faire face à leurs créances douteuses. — (AFP.)

### L'évolution du taux d'intérêt en France



Après sa diminution d'un quart de point, le 26 mai 1988, le taux d'appel d'offres de la Banque de France, considéré comme le taux directeur par le marché financier français, est revenu à son niveau de la fin 1986 avant un excès de faiblesse du franc, suivi d'un autre en novembre 1987. La bonne santé retrouvée du franc permettrait maintenant une poursuite de la descente des taux à court terme en France, au-dessous des 7 % atteints de juin à décembre 1986.

## DÉVELOPPEMENT

### Devant le Conseil mondial de l'alimentation

#### Les pays européens refusent de lier les problèmes de la famine et des excédents agricoles

Le Conseil mondial de l'alimentation (CMA), qui a terminé, jeudi 26 mai à Nice, les travaux de sa quatorzième session, a adopté à l'unanimité le texte d'une « Initiative contre la faim dans le monde », aussitôt baptisée « Initiative de Chypre ». Elle consiste à créer un groupe de travail restreint, chargé d'examiner et d'évaluer les politiques actuellement disponibles pour combattre la faim et la malnutrition chronique dans les pays en développement (...), d'étudier des mesures concrètes et réalistes qui pourraient rendre plus efficaces les politiques et instruments existants, d'identifier des initiatives valables, de recommander une marche à suivre pour combattre la faim plus efficacement.

Les premières propositions devraient être formulées avant la fin de l'année.

Le CMA a repoussé une proposition tendant à lier par une initiative internationale les problèmes de la faim avec ceux des excédents alimentaires, grâce à des transferts à des conditions de faveur. Cette proposition, qui a reçu l'appui des pays en développement, ainsi que de pays à forts excédents, comme le Canada, ou de pays développés importateurs, comme l'Union soviétique et le Japon, s'est heurtée à l'opposition des pays européens, pour qui il ne faut pas mélanger les problèmes de la faim et ceux des excédents alimentaires.

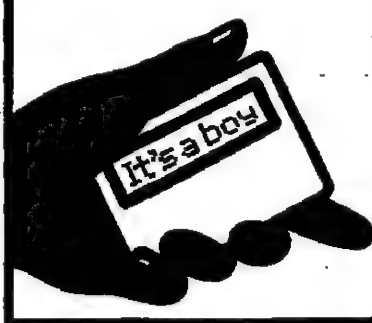
C&C Computers and Communications

## Où est NEC ?

L'information qui roule pour vous !  
- Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule !



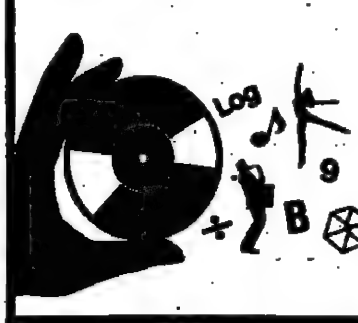
Les bonnes nouvelles n'attendent pas - Les bipsers NEC vous les envoient et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle !



Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension - Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



Le compact joue un nouvel air - De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil - Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images, aussi vrais que nature.



هكزامت الأصل



# Économie

## AFFAIRES

### Tandis que ses concurrents misent sur le Sud-Est asiatique Grundig joue son va-tout au Portugal

BRAGA (Portugal)  
de notre envoyé spécial

Grundig, le célèbre fabricant allemand de matériels électroniques — téléviseurs, magnétoscopes... — (environ 11 milliards de francs de chiffre d'affaires) refuse de se laisser déborder par Philips, le géant néerlandais et son actionnaire majoritaire avec 33 % du capital actions, mais surtout avec 51 % des droits de vote.

Fils de son identité, la firme de Fortu Nuremberg déploie ses talents pour la conquête. L'opération consiste à gagner de l'argent, des parts de marché, des performances. Pas facile avec l'absence de la concurrence exercée par les fabricants du Sud-Est asiatique (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Hongkong), par Philips lui-même et Thomson, enfin par Nokia, le challenger finlandais.

Pour maintenir la tête hors de l'eau, Grundig mise à fond sur la qualité, un argument déterminant pour ses dirigeants. Cependant, si important soit-il, cet atout n'est pas suffisant. Encore affaibli par trois années d'hémorragie financière (333 millions de deutschemarks de déficit, soit 1,81 milliard de francs entre 1983 et 1987) provoquée par l'abandon du standard de magnétoscopes V-2000 hérité de Philips, l'entreprise n'a commencé à rentrer dans l'ère des profits que durant l'exercice 1986-1987 (110 millions de deutschemarks, 373 millions de francs). Pour l'année fiscale close le 31 mars dernier, le résultat (non encore publié) devrait se situer entre 120 et 140 millions de DM (408 et 478 millions de francs).

Pour relever le défi technologique des années 90, premier grand virage avant la révolution du vingt et unième siècle (télévision haute définition à grand écran, super magnétoscope VHS, matériels numériques...), Grundig a besoin d'argent. Et, à moins d'en appeler à Philips, il lui faut compter sur ses propres forces. Or les recettes pour trouver des capitaux sans perdre sa liberté ne sont pas légères. La plus délicate, également la plus efficace, consiste à jouer sur les coûts.

Installée au Portugal depuis 1965, où aujourd'hui encore l'heure de main-d'œuvre est une des moindres cotées au monde (28 F environ contre 75 F en Grande-Bretagne, 78 F en France, 102 F en Suède et 17 F à Taiwan), Grundig a décidé de jouer à fond la carte institutionnelle, tandis que ses concurrents européens, eux, « délocalisent » leurs usines dans le Sud-Est asiatique. Après avoir pris la décision de concentrer son futur sans vendre de Braga toutes ses activités audio (autoradios, lecteurs à laser de disques compacts, chaînes hi-fi, radios-réveils et bien sûr DAT), la direction de Grundig met l'accent sur un fort développement de la branche autoradios en abandonnant l'idée initiale de sous-traiter ces productions chez Blaupunkt (groupe Bosch).

Le marché européen de l'autoradio est prometteur avec une croissance de 12 % à 13 % l'an depuis 1983 et 15 millions d'appareils vendus l'année dernière (2,5 milliards de francs). Si Philips en est le leader avec une part de 20 % (3 millions d'appareils), presque

au coude à coude avec Blaupunkt, les Japonais ont des ambitions compréhensibles que Grundig s'est mis en tête de battre en brèche. Les installations relativement obsolètes de Braga sont en conséquence modernisées à toute allure. Rien que l'achat de machines ultra-performantes chez Matsushita (Japon), mais aussi d'un robot en France pour souder les microprocesseurs, a exigé le débours de 6 millions de deutschemarks (20 millions de francs).

#### Manque de flexibilité

Résultat de cette mutation : la production d'autoradios (54,6 % des fabrications de Braga) passera cette année à 1,2 million de pièces environ (+ 59 % en deux ans), plaçant Grundig au troisième rang européen avec de très gros clients comme la région Rhénan, Peugeot, Ford, Volkswagen. Et l'exclusivité de deux nouveautés : le système RDS (radio data system), un procédé assurant la réception de la meilleure fréquence d'émission diffusant un même programme en fonction de la localisation géographique (encombrement à l'autoradio) et l'autoradio à tableau de commandes amovible. L'usine de Braga pèse lourd dans les

ventes du groupe (20 % environ du chiffre d'affaires consolidé). Mais la marge de manœuvre de Grundig à Braga est étroite. La loi portugaise interdit les licenciements économiques. Pour comprimer le personnel rendu excédentaire par la robotisation, M. Germain Vieille, directeur de la production (responsable de la filiale avec M. Cornells Rinck, directeur financier), ne peut compter que sur la masse de travailleurs temporaires (25 % sur un total de deux mille six cents personnes). Grundig est donc obligé d'augmenter sa production pour absorber le surplus de main-d'œuvre et donc condamné à réussir. Un pari difficile avec l'incertitude de la maison mère allemande qui, comme de nombreuses grandes entreprises en RFA, semble être victime d'une certaine ankylose. Par manque de flexibilité, Grundig va probablement rater une vente de trois mille autoradios en France.

Avec cette carte portugaise, Grundig joue son va-tout en prévision du grand marché européen de 1993. Même si Philips, occupé à dégraisser massivement ses filiales européennes, est plutôt enclin à lui laisser la bride sur le cou, le groupe sait qu'il a tout juste quatre ans pour réussir.

ANDRÉ DESSOT.

### Le compromis entre Schneider et Framatome en suspens

#### M. Suard (CGE) arbitre du dossier Télémechanique

Télémechanique traverse une nouvelle passe difficile : le compromis péniblement mis au point il y a dix jours pour permettre à Schneider de se retirer sans perdre la face est remis en question par l'opposition de plusieurs actionnaires de Framatome, en particulier la CGE (Compagnie générale d'électricité).

Aucun élément nouveau n'est intervenu depuis la dernière réunion du conseil d'administration de Framatome, le vendredi 21 mai (le Monde du 22-23 mai). Malgré leurs efforts, les négociateurs n'ont pu obtenir de M. Pierre Suard, le patron de la CGE, un feu vert sur le montage envisagé, à savoir le lancement par Framatome d'une nouvelle OPA (offre publique d'achat) à 5000 F pour les actionnaires qui accepteraient de vendre leurs titres immédiatement et à 5000 F pour ceux qui ne le feraient que dans un an.

Ce prix est nettement plus élevé que celui proposé dans sa dernière offre par Framatome (4500 F) mais il permettrait au patron de Schneider, M. Didier Pinesse-Valencienne, de se retirer de la bataille boursière qui dure depuis le mois de février en réalisant une plus-value de 500 millions de francs environ.

Sans qu'on puisse évaluer exactement quel débours cette opération représente pour Framatome — puisque cela dépendra de l'attitude des actionnaires — il est évident qu'elle lui coûtera extrêmement cher et, en tout cas, plus que les 7 milliards consentis pour l'offre à 4500 F. Diverses solutions pourraient être envisagées pour réduire

le débours (aide sous diverses formes de Télémechanique ou création d'une RES — reprise de l'entreprise par les salariés...). Mais ces arguments n'ont, semble-t-il, pas suffi à satisfaire M. Suard qui nous confiait récemment que 4 500 francs constituaient « son dernier prix » et qu'il « n'était pas plus loin ».

Le président de la CGE a donc estimé lors du dernier conseil d'administration de Framatome que le nouveau prix proposé était trop élevé. Et il a demandé quelques jours de délai. Aujourd'hui, les choses sont en l'état, malgré des négociations interrompues qui se sont déroulées jusqu'à la nuit de jeudi à vendredi.

La situation de Télémechanique est de nouveau critique : si Framatome veut lancer une nouvelle OPA « auxiliaire » sur cette entreprise, il doit le faire dix jours de Bourse ouvrables avant la clôture, le 7 juin, des offres précédentes. En d'autres termes, le constructeur de chaudières nucléaires doit le faire le vendredi 27 mai, dernier délai. Or plusieurs administrateurs de Framatome, dont M. Suard, seraient en déplacement soit à l'étranger, soit en province. Une réunion du conseil d'administration pour prendre une décision paraît donc difficile à imaginer.

Les autorités boursières vont être sollicitées pour donner un sursis de grâce aux parties en présence, comme le réclame Télémechanique.

F. V.

## FISCALITÉ

### Un rapport au Conseil économique et social

#### Les dépôts des collectivités locales au Trésor représentent 80 milliards de francs

Le Conseil économique et social a adopté, le mercredi 25 mai, un rapport présenté par M. André Tissière sur le financement externe des collectivités locales (régions, départements, communes). Ce document rédigé à partir d'investigations souvent inédites traite donc des emprunts et des relations financières entre les collectivités et l'Etat pour la gestion de leur trésorerie. Il n'analyse pas les questions des impôts locaux ou des transferts (subventions, remboursements, dotations diverses) de l'Etat vers les collectivités, transferts qui dans le budget de 1988 atteignent 140 milliards de francs (+ 4,54 % par rapport à 1987).

Depuis la loi du 2 mars 1982, les collectivités locales (dont les budgets totaux ont dépassé 500 milliards de francs en 1987) peuvent contracter librement leurs emprunts et participent au mouvement général de banalisation et de désencastrement des circuits bancaires. Leur poids sur le marché financier est considérable, avec un encours de dettes en 1986 de 400 milliards — non comprises les cautions de garan-

tie, — dont les trois quarts pour les communes.

Soucieux de gérer leurs finances de la façon la plus performante, les élus font jouer de plus en plus la concurrence entre établissements bancaires pour émettre des emprunts ou programmer leurs dépenses d'investissement.

Mais leur liberté n'est toujours que relative car les collectivités sont obligées, de par la loi, de déposer tous leurs fonds disponibles ou en attente d'emploi au Trésor. Et ce sans rémunération. Elles ne sont donc pas incitées à épargner. Leur compte au Trésor (80 milliards environ en 1987) ne doit en aucun cas être débiteur. En contrepartie, l'Etat, qui est leur caissier, leur fait des avances (par douzième) sur impôts locaux et recouvre à leur place ces impôts (un service qu'il leur facture). En fait, depuis 1978, ce compte d'avances est toujours négatif pour l'Etat (40 milliards de déficit cumulé à la fin 1986). Mais, remarque M. Tissière, il est impossible d'identifier précisément les flux sur chacun des comptes du Trésor ou la répartition des sommes d'impôts qui restent à recouvrer entre impôts locaux ou nationaux, ces restes n'étant pas individualisés par catégorie d'impôts. Le système actuel de « l'unité de caisse » (qui remonte à un décret de 1806) assure une solidarité et une sorte de mutualisation, à travers le Trésor, entre les différentes collectivités. « Un système, ajoute le rapporteur, qui aboutit en fait à des transferts qui bénéficient principalement aux collectivités les plus importantes. Alors que les grandes collectivités, y compris les villes de plus de cent mille habitants, représentent 26 % des dépôts de trésorerie, les avances que l'Etat leur consent pèsent pour 47 % du total ».

Pour « optimiser » la gestion de la trésorerie des collectivités locales, le Conseil économique suggère, pour que les dépôts au Trésor ne soient pas rémunérés, d'établir chaque année un plan de trésorerie avec, mois par mois, les prévisions d'encaissement et de décaissement à l'aide notamment des outils informatiques modernes. Les collectivités doivent à la fois maintenir le montant de leur trésorerie à un niveau suffisant pour éviter les incidents de paiement et veiller à ce que les fonds disponibles n'excèdent pas les besoins réels. Pour échapper à ces contraintes, beaucoup de collectivités locales sont tentées de faire « riper » des fonds vers des sociétés d'économie mixte placées sous leur contrôle ou des offices d'HLM car ces organismes échappent à l'obligation de dépôt des fonds au Trésor.

Pour que les collectivités qui ont une gestion avisée ne soient pas pénalisées, le CES suggère la mise en place de « plans d'épargne ».

F. G.

### Le Crédit local de France et Indosuez élaborent une stratégie européenne

« Avec un bilan total de 153 milliards, qui a triplé en six ans, le Crédit local de France vient après le Crédit foncier (290 milliards) mais bien avant le Crédit national (102 milliards) et il est un établissement qui compte dans le paysage financier », a déclaré le 26 mai, M. Pierre Richard, président du directoire de cet organisme qui présente les comptes de 1987.

Créé en octobre 1987 pour prendre la suite de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales, le Crédit local de France (CLF) dont près des trois-quarts du capital sont détenus par l'Etat et la Caisse des dépôts et prêts de 7 % par des établissements financiers étrangers, notamment le Crédit communal de Belgique, a recueilli plus de 25 milliards de francs sur le marché national l'an dernier, ce qui le place au premier rang des émetteurs d'emprunts après l'Etat. Il a prêt 34 milliards aux collectivités, soit 50 % de leurs besoins d'emprunts. Cette jeune banque est aussi le premier prêteur en ECU, soit l'équivalent de 5 milliards de francs en 1987.

Bien que la concurrence entre banques sur le marché des prêts aux communes, régions et départements ou pour la gestion de leurs dettes soit désormais totale, le CLF veut être, selon M. Richard, « l'établissement de référence du financement du développement local et de l'aménagement du territoire dans le cadre de l'Europe ». Deux conventions viennent d'être signées avec les villes de Marseille et de Nice pour les assister dans leurs programmes d'emprunt et de gestion de leurs dettes.

Parmi les grands projets faisant appel à des capitaux privés pour lesquels le CLF contribue au montage financier on retiendra le système Orlyval de desserte de l'aéroport d'Orly. D'autres sont à l'étude et notamment le pont de Normandie, l'autoroute A-14 au-delà de la Défense à l'ouest de Paris, le métro de Toulouse, le tunnel du Prado à Marseille ou le clivage de Strasbourg. Mais le CLF veut aller plus loin et concevoir cette activité d'ingénierie financière au niveau de l'Europe entière. C'est l'esprit de l'accord qui vient d'être conclu avec Indosuez à 50-50 sous le nom d'Europrojet-Développement.

Interrogé sur la réforme qui consisterait à supprimer l'obligation qu'ont les collectivités locales de déposer leurs fonds disponibles au Trésor, sans rémunération, M. Richard a déclaré qu'il était favorable à cette modification qui ne serait que la traduction logique de la décentralisation. Mais, selon lui, il faut opter pour des solutions progressives voire à options, car le sujet est fort complexe. Un point de vue qui rejoint celui exprimé le 25 mai par M. Jean-Michel Boucheron, nouveau secrétaire d'Etat aux collectivités locales, qui prêche dans ce domaine pour « beaucoup de pragmatisme et de prudence ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

Pour faire bonne impression - Offrez-vous une NEC: la imprimante P2200 imprime vos textes en qualité courtoise à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.



Soyez synchro avec NEC Multisync - Il balaye automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM.



Le portable NEC se pèse à tous vos besoins - Il est beau, léger, le Multisync portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.



Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone - NEFAAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.



« Nous recherchons votre correspondant » - Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles - Grâce aux faisceaux Hertzien NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommée internationale, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FEDERATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



## mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société tout entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne. Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain. Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, il y aura toujours du NEC quelque part.

NEC Electronics (France) S.A., 10 rue Paul Cézanne - 92127 - 75142 Ville-Val de France Cedex.





# Économie

## SOCIAL

### Tensions sociales et concertation

## • La journée d'action de la CGT n'a pas fait recette • M. Rocard a reçu la CGC et FO.

Reçue, le vendredi 27 mai, par M. Michel Rocard, la CGT n'a pas fait recette avec sa journée nationale interprofessionnelle d'action du jeudi 26 mai sur l'ensemble des revendications. A Paris, la manifestation de la centrale de M. Henri Krasucki a rassemblé 50 000 personnes selon ses organisateurs (et 6 000 selon la police). Or, si l'on se réfère uniquement aux chiffres de la CGT, la baisse de participation est sensible par rapport aux manifestations parisiennes des précédentes journées nationales d'action qui avaient réuni 150 000 personnes le 24 octobre 1985 et le 14 mai 1987 et 100 000 le 1<sup>er</sup> octobre 1987.

En province, les manifestations de la CGT n'ont eu qu'un écho très limité, les plus importantes se déroulant à Marseille, à Lyon, à Toulouse et à Bordeaux. Les appels à des arrêts de travail ont été — l'exception des dockers, en grève à 100 % — assez peu suivis, selon les chiffres des directions : 8 % de grévistes à la

SNCF, 16 % à EDF, 2,9 % à la poste et 2,7 % aux télécommunications. Au départ de la manifestation parisienne, M. Krasucki a déclaré : « Il est de plus en plus difficile de cacher la poussée revendicative qui se manifeste dans le monde du travail. Les luttes sociales se font plus nombreuses, plus combatives, plus tenaces et persévérantes. »

Le secrétaire général de la CGT n'a pas tort : il y a un regain de conflits. Mais pour autant les salariés ne se retrouvent pas dans ces journées d'action fourre-tout et à répétition. Critiquant les premières mesures du gouvernement de M. Rocard, M. Krasucki a souligné qu'il fallait « réduire sensiblement l'injustice sociale qui règne dans ce pays ». « Pour y parvenir, a-t-il ajouté, nous ne le cachons pas, il faut absolument une forte mobilisation des travailleurs. Ils ne doivent entretenir aucune illusion, ni avoir aucun attentisme. » Dans la mani-

festation parisienne — où les slogans les plus répandus étaient « Pericot, Rocard, Mitterrand, le Smic à 6 000 F » ou encore « Faut rien attendre de l'ouverture, mieux vaut lutter, c'est bien plus sûr » — le secteur public était dominant. On notait la présence d'une délégation du PCF avec MM. Paul Laurent et Jean-Claude Gayssot.

### Les rencontres de Matignon

Le 26 mai a également été marqué par l'ouverture de la concertation sociale du premier ministre qui a reçu successivement la CGC et FO. Les dirigeants de ces deux confédérations ne tarissent pas d'éloges sur M. Rocard. S'exprimant sur RMC, le 25 mai, M. Paul Marchelli l'a qualifié de « personnage intéressant, très gentil, responsable ». Quant à M. André Bergeron, il l'a décrit le 27 mai sur RMC comme « chaleureux, très gentil, responsable ». Au-delà de ces compliments, la concertation n'a pas permis encore d'entrer dans le vif du débat social. M. Rocard écoute ses interlocuteurs plus qu'il ne précise ses intentions.

M. Marchelli a avancé l'idée d'un mois de formation par an pour les cadres : « Nous souhaitons, a précisé le président de la CGC, que la matérialisation de ce droit apparaisse sous la forme d'un chèque-formation que chacun utilisera au

gré de ses convenances et compte tenu des contraintes professionnelles soit au coup par coup annuel, soit cumulé dans un cadre quinquennal. »

Dès le début de son entretien avec M. Rocard, M. Bergeron l'a interrogé sur son idée d'un « nouveau pacte social ». Le premier ministre a répondu qu'il ne faut pas en rajouter. « Si les perspectives d'emploi du gouvernement se précisent, elles posent des problèmes financiers à l'UNEDIC. »

M. Bergeron a aussi, après avoir approuvé la reconduction des cotisations pour la Sécurité sociale, souligné qu'un « lâche du lest » sur les salaires. M. Rocard lui a répondu qu'il souhaitait d'abord « faire l'inventaire des réalités économiques ». Mais au même moment, M. Durafour, le nouveau ministre de la fonction publique, en recevant une délégation de la FEN, annonçait que les négociations salariales s'ouvriraient après les élections législatives.

MICHEL NOBLECOURT.

## REPÈRES

### Chômeurs indemnisés

#### Stabilité en avril

Au mois d'avril, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC a augmenté de 0,1 % en données corrigées et diminué de 2,4 % en données brutes. La baisse est de 1,9 % en un an. Au total, estime l'UNEDIC dans un communiqué, 2 199 500 personnes ont reçu une allocation au titre du dernier jour du mois d'avril, contre 2 284 000 en mars.

Il y a eu 1 767 600 demandeurs d'emploi indemnisés, dont 1 300 400 par le régime d'assurance (+ 0,9 % en un an). 181 900 jeunes n'ayant jamais travaillé ont reçu l'allocation d'insertion, et 285 300 chômeurs de longue durée ont perçu l'allocation spécifique de solidarité (+ 13,8 % en un an), ces deux prestations étant financées par l'Etat. Alors qu'elle effectuait un stage de formation, 13 000 personnes ont touché une allocation. Le nombre de préretraités indemnisés est en diminution de 16,2 % en un an et s'élève à 418 900.

### Europe

#### Baisse de 2,1 % du chômage en mars

Le chômage a baissé de 2,1 % à la fin du mois de mars pour l'ensemble des douze pays de la Communauté européenne. Saisonnière, cette diminution du nombre de demandeurs d'emploi (de 340 000) ramène à 1 631 490 le total des chômeurs inscrits, en données brutes. Par rapport à l'an passé, la baisse est de 2,5 % alors que le taux de chômage, pour les douze pays, s'établit en données corrigées à 10,4 % de la population active.

L'Office européen des statistiques, Eurostat, qui vient de publier ces résultats, souligne que la part des jeunes dans le chômage des femmes est particulièrement élevée en Espagne (51,9 %), en Italie (48,5 %) et au Portugal (46,8 %).

En données corrigées et selon un mode de calcul standardisé, le taux de chômage par pays est le suivant : Espagne, 20,7 %; Irlande, 19 %; Italie, 11,5 %; Belgique, 11 %; France, 10,2 %; Pays-Bas, 10 %; Royaume-Uni, 9,2 %; RFA, 6,7 %; Portugal, 6,6 %; Danemark, 6,2 % et Luxembourg, 3 %.

● PÊCHE : nouvelle rencontre franco-canadienne. — Les négociateurs français et canadiens doivent à nouveau se rencontrer au sein d'un comité de travail pour tenter de dénouer le conflit sur la pêche, a-t-on appris le 26 mai, à l'issue de l'entretien que M. Brian Mulroney, premier ministre canadien, a eu à Paris avec MM. Mitterrand et Rocard. L'entretien a été à la recherche d'une solution par la voie d'un médiateur pour délimiter les quotas de morue à attribuer aux pêcheurs français dans les parages de Terre-Neuve.

### PNB

#### La croissance est révisée en hausse aux Etats-Unis

La croissance du produit national brut (PNB) des Etats-Unis a été plus forte que prévu au premier trimestre 1988, avec un rythme annuel de 3,9 % révisé en hausse sur une première estimation de 2,3 %. La révision est nettement supérieure aux pronostics des experts, qui attendaient généralement à une progression de 3,2 % à 3,4 %. Son ampleur est due, en grande partie, au « boom » des exportations favorisé par la baisse du dollar, conjugué avec une nette reprise des dépenses de consommation, qui représentent les deux tiers du PNB et ont augmenté de 4,3 % en rythme annuel au premier trimestre 1988, après un recul de 2,5 % au quatrième trimestre 1987.

Par ailleurs, les investissements des entreprises américaines ont bondi de 32,8 % pendant les trois premiers mois de 1988, toujours en rythme annuel, pour répondre à la poussée des exportations. Au total, la croissance du PNB pourrait dépasser les estimations officielles de 2,9 % et même atteindre 3,5 % en 1988. L'élévation des milieux financiers aux Etats-Unis a été négative, les taux d'intérêt reprenant leur hausse dans la crainte d'une surchauffe et d'un resserrement de la politique de crédit par la Réserve fédérale.

### Prix de détail

#### Un mois d'avril exceptionnel au Japon

Les prix de détail ont sensiblement augmenté en avril au Japon, passant de 100,8 en mars à 101,3, sur la base 100 en 1985. Cette hausse de 0,5 % fait suite à plusieurs mois de quasi-stabilité du coût de la vie. En un an (avril 1988 comparé à avril 1987), l'augmentation des prix de détail reste très faible : + 0,3 %.

● PARIS : manifestation contre la vente des tours Capri et Ferrare. — Les tours Capri et Ferrare, situées dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, construites grâce au 1<sup>er</sup> logement des entreprises, ont été vendues par leur propriétaire au groupe Merco, marchand de biens, qui a entrepris de les vendre en copropriété. Un procès est en cours, qui fait l'objet d'un pourvoi en cassation (le Monde du 10 décembre 1987). L'association de défense des locataires (les tours comprennent quatre cent vingt logements) appelle à une manifestation devant la tour Ferrare (100, boulevard Masséna à Paris), samedi 28 mai à midi, pour demander le respect du droit de réservation des employeurs cotisants sur ces logements sociaux.

### La lutte contre la pauvreté

## Les « compléments locaux de ressources » ne bénéficient qu'à 12 000 personnes

Le gouvernement vient de décider de créer un « revenu minimum d'insertion ». Cette mesure répond sans nul doute à l'attente des Français : selon une enquête effectuée par le Credo en décembre 1987, 82 % des personnes interrogées étaient favorables à la « garantie sans conditions d'un revenu minimum aux plus pauvres ». Mais elle ne sera pas facile à mettre en œuvre : comme le montre le bilan des « compléments locaux de ressources » dressé fin avril par le ministère des affaires sociales.

Celui-ci met d'abord en évidence le faible nombre de gens concernés pour l'instant par le système et la lenteur de sa montée en charge. Alors que l'objectif était d'assurer un revenu minimum à 20 000 personnes, et que 71 conventions avec des départements avaient été signées fin 1987, permettant d'en prendre en charge 77 700, 12 447 seulement étaient effectivement.

Si certains départements comme la Marne, la Vienne, l'Ille-et-Vilaine avaient largement dépassé leurs « quotas », d'autres en étaient encore à des taux très faibles, comme l'Eure ou le Bas-Rhin, qui n'arrivaient qu'à 14 % de l'objectif au bout de neuf ou dix mois, ou la Loire-Atlantique, à 26 % en huit mois.

A cette diversité des effectifs correspond une diversité des publics et des pratiques. Les bénéficiaires ont été en majorité des hommes (57 %) jeunes (81 % ont moins de quarante-cinq ans, 50 % moins de trente-cinq ans), d'un niveau scolaire souvent faible (35 % savent seulement lire, écrire et compter, tandis que 11 % ont le bac, voire plus...). Mais cela varie d'un département à l'autre : dans l'Aveyron, par exemple, on trouve une majorité de femmes de vingt-cinq à trente-cinq ans, dont 73 % avaient au plus le certificat d'études (40 % avaient juste fin).

La difficulté majeure est d'assurer l'insertion ou la réinsertion pour des gens sans emploi souvent depuis longtemps (37 % n'avaient jamais eu d'emploi stable, 34 % n'en avaient pas depuis au moins deux

ans, 11 % depuis un à deux ans). Si les travailleurs sociaux qui les suivent observent l'effet psychologique généralement positif du revenu minimum, la durée brève de versement (six mois au départ) limite les effets pratiques quant à l'insertion.

Il n'est déjà pas facile de trouver des travaux pour les demandeurs comme le souligne la Région, les organismes d'accueil, collectifs (pour 58 %) et associations, sont déjà sollicités pour les TUC, les PIA, les PLIF (réinsertion des femmes), et ne souhaitent pas avoir des publics trop divers, ce qui complique leur gestion du personnel. La nature des travaux proposés limite d'ailleurs la clientèle : il s'agit dans 45 % des cas de travaux d'entretien des équipements collectifs, et dans 12 % de protection de la nature ou de l'environnement. Quant à la formation, elle n'est assurée que dans un minimum de départements.

Certaines limites sont inhérentes au système adopté : beaucoup de demandeurs sont éliminés en raison de l'existence dans le ménage de revenus de remplacement faibles ; d'autres en raison de la condition de deux ans de résidence dans le département (assouplie fin 1987) ; hébergés par des tiers faute de revenus, ils ne peuvent attester de leur résidence. Le constat pose la question des conditions d'accès au revenu minimum : quelles ressources, faut-il y inclure — par exemple les prestations familiales ?

Dernière observation : les incertitudes du statut des bénéficiaires, au regard de la Sécurité sociale et de l'emploi : sont-ils demandeurs d'emploi ? par exemple, comment sont-ils pris en charge par la Sécurité sociale ? Et quelles sont leurs obligations ? Doivent-ils par exemple, comme l'indiquent des bénéficiaires de Romans (Drôme) payer leur loyer et leur quittance d'électricité (pris auparavant en charge par les bureaux d'aide sociale ou des fonds spécifiques), ce qui réduit sensiblement le revenu réel disponible ?

G. H.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PÉNARROYA

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de la Société minière et métallurgique de Penarroya se tiendront le lundi 27 juin 1988 à 10 h 30 dans les salons de la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris-7.

L'Européenne de Banque, 21, rue La Fayette à Paris-9 (tél. : 42-47-31-32) sollicite par Penarroya pour gérer le service de ses titres, et à la disposition des actionnaires pour leur fournir tous renseignements au sujet de ces assemblées.



## LES GRANDS MOULINS DE PARIS

Le Conseil d'administration s'est réuni le 4 mai pour examiner les comptes de l'exercice 1987.

Pendant cet exercice, l'activité moulinière a subi un tassement important de ses marges sur le marché intérieur, principalement à cause de la mauvaise qualité de la récolte 1987 et de la mauvaise tenue du marché des issues de mouture. Par ailleurs, l'exportation, malgré une activité en progression, a subi, également au niveau des marges, l'incidence d'une intense concurrence internationale sur ses principaux marchés.

Les résultats de l'exercice 1987, au niveau social comme au niveau consolidé, traduisent donc les mauvaises performances de la division mouture, qui n'ont pas suffisamment compensé les bénéfices du secteur Surgelés.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en 1987, est de F 4 196 000 000 et le bénéfice net consolidé de F 2 300 000.

Un niveau de la Société, le chiffre d'affaires est de F 2 046 000 000 et le bénéfice de F 1 100 000.

Dans la perspective d'une amélioration des conditions d'exploitation, en 1988, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer un dividende de F 5 par action, avant avoir fiscal, au lieu de F 7 pour l'exercice précédent.

### PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16<sup>e</sup>, le 29 juin 1988 à 10 heures.

Les actionnaires qui n'assisteront pas à cette assemblée, et qui n'auront pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, auprès d'un intermédiaire habilité, pourront demander à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, de lui envoyer ledit formulaire.

Les autres documents, dont les actionnaires peuvent demander à en voir, leur seront adressés sur simple demande.

Toutes les demandes doivent être adressées au service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16<sup>e</sup>.



## Économie

### SOCIAL

#### Aides au reclassement et à la reconversion chez Renault

### Les « décrutements » en douceur de la Régie

(Suite de la première page.)

« Nous essayons avec des gens pour qui nous pensons qu'il faut faire plus », argumente M. Claude Girault, directeur des relations sociales. « Ce sont des gens de production qui n'ont pas démerité. En phase d'expansion, ils auraient pu rester. Mais ils ne le peuvent pas à cause de la situation de l'entreprise et de la productivité. » Leur travail n'est pas en cause, poursuit-il. « Ils sont en surnombre dans les secteurs les plus touchés. » Plus qu'une avance dans la réduction d'effectifs, meilleure serait la qualité de ceux qui doivent partir.

Raison de plus pour se séparer correctement et en donnant les chances d'une réussite, ailleurs. « Nous sommes partis de la conjonction de la motivation de la direction et de la propre volonté des candidats de tenter le coup », souligne encore M. Girault. « On paie ce qu'il faut et cela doit pouvoir se faire sans heurts », un peu à la manière des congés de formation-reclassement que M. Delebarre avait tenté d'instaurer en 1985.

L'action, programmée sur cinq mois, prévoit que les « cobayes » sont toujours salariés de la Régie pendant les deux premiers mois, sont rétribués normalement pendant leur préavis de deux mois, et, si nécessaire, sont suivis pendant un mois. Pendant toute cette phase, ils sont accompagnés par l'équipe de MOA et les conseillers de la Régie. La période d'essai dans la future entreprise est payée par Renault et, le cas échéant, la formation est fournie « uniquement pour l'adaptation à un emploi identifié ».

#### Des pompiers de l'emploi

Au long de cette épreuve, psychologiquement difficile, tout est fait pour rassurer et surtout pour faciliter par la prise de conscience la fin du maternage par une grande entreprise. De fait, les résultats sont plutôt encourageants. Une création d'entreprise est en cours. Huit travailleurs sont en période d'essai pour quatre postes de magasiniers, dont deux futurs caristes, deux préparateurs de voitures de location, un ouvrier d'entretien dans un garage et un monteur à lampes. « L'objectif est d'anticiper », reprend M. Girault, qui imagine la suite. Si ce marche, la formule deviendra une démarche normale. Il nous faut des dispositifs de ce type quand les départs naturels ne suffisent plus. Il faudrait même que cela devienne une revendication... »

A Flins, où l'on a oublié les événements épiques de mai 1968, l'équipe de MOA s'est aussi mise au travail. MM. Christian Ménéard et Daniel Cohen, déjà vieux routiers du « décrutement collectif », y interviennent sans complexe, plutôt fiers de leur métier qu'ils n'assistent pas du tout au rôle de « licenciés ». « Plutôt que rassurer, il faut mobiliser », prétendent ces pompiers de l'emploi en quenouille qui veulent obliger cadres, dirigeants et salariés, coincés dans leurs habitudes ou leurs craintes « à regarder la réalité en face, à affronter le monde extérieur ».

Ils sont là pour faire sortir du cocon et provoquer l'électrochoc nécessaire pour l'entreprise elle-même, pour les travailleurs qui doivent vite reprendre confiance, le moment d'émotion passé. Cela n'est

pas toujours facile bien sûr, et passe par de brusques instants de tension, mais, affirment-ils, l'impulsion donnée est salutaire. « Le point se remet dans une autre réalité progressive. C'est gagné quand il commence à se positionner par rapport au marché du travail. »

Mais l'essentiel n'est pas là : il réside davantage dans la faculté des consultants « souvent des commerciaux » — à donner de la crédibilité à leur action. Pour ce faire, et dès les premiers jours de leur arrivée, ils recherchent activement de l'emploi, font « du marketing direct » auprès des entreprises de la région et dénichent des postes comme des sources. « 60 % de l'emploi disponible n'apparaît pas dans les petites annonces ou à l'ANPE », prétendent MM. Christian Ménéard et Daniel Cohen. « Il faut le révéler, faire des rapprochements et, au futur employeur, offrir un service de recrutement gratuit avec toutes les garanties. Non seulement il fait une bonne action, mais il réalise une bonne affaire. »

La réussite dépend de ce démarrage offensif. MOA se vante d'avoir un fichier de 10 000 entreprises. « Pour obtenir un reclassement, nous comptons en moyenne dix postes valables et cent contacts », estiment les deux compères, qui annoncent « 80 % des cas résolus dans un bassin d'emplois normal pour une opération normale avec moins de deux cents personnes ». Mais il y a plus rassurant pour ces spécialistes du « service après-vente » de l'emploi : « Il y a un savoir-faire réel de l'OS que les petites entreprises découvrent vite. » Les employeurs qui ont embauché beaucoup de jeunes songent maintenant à se rééquilibrer avec des quarante-cinq-cinquante ans et plus.

Comme M. Girault, ils pensent aussi que les grosses entreprises vont intégrer ces nouvelles procédures, disposer en leur sein de services spécialisés et en faire un élément permanent de leur politique sociale. « Chez Renault, nous avons déjà formé quatre-vingts conseillers, observent-ils. Il y a une forme de complicité entre la Régie et nous. Elle pompe ainsi un nouveau métier comme seule une vieille entreprise peut le faire en utilisant les services d'une petite boîte. Renault se modifiera comme ça. »

Le « décrutement collectif » est pourtant « un outil parmi tant d'autres », fait remarquer M. Girault. Parallèlement en effet, la direction des affaires sociales a installé, depuis avril 1987, « un carrefour de l'emploi » qui fonctionne dans des locaux distincts, à proximité de l'usine de Billancourt. Là, on s'adresse aux agents de produc-

tion, aux techniciens BTS mais aussi aux cadres pour qui on organise la sortie discrète de l'entreprise ou la mutation. Plus de 120 reclassements ont été effectués en utilisant en permanence les méthodes de la reconversion. Les offres d'emploi sont affichées, collationnées et surtout spécialement recherchées par une équipe. Le journal téléphonique hebdomadaire a reçu plus de 2 000 appels, tout comme le numéro de téléphone vert, signe évident d'un intérêt de la part du personnel. Dernier exemple : 900 salariés de chez Renault ont été ou repris une entreprise depuis trois ans sur les 1700 personnes repues, dont une forte proportion de cadres. Ainsi qu'on le dit à Boulogne-Billancourt, il s'agit, par toutes ces opérations, d'« ajouter un coup de turbo sur le mouvement naturel de turn over ». Une comparaison qui convient parfaitement pour une entreprise de l'automobile qui découvre les licenciements directs.

ALAIN LEBEAUCHE.

### Une population vieillissante

« La population Renault vieillit de 0,8 en par année », se lamente M. Praderie, directeur du personnel et des affaires sociales du groupe, anglois à l'idée de ce qu'il attend.

Si la situation financière s'améliore, si les résultats industriels sont confortants, l'avenir de la Régie pourrait, en effet, se lire dans l'évolution prévisible des courbes d'âge. Et les indices ne sont pas encourageants, ni socialement ni techniquement. Dans le secteur fabrication, la moyenne d'âge est actuellement de 39,7 ans, mais atteint les 44,2 ans à l'usine de Renault-Billancourt, alors que le site lui-même vieillit et que ses fabrications sont sur le déclin. Alors, ce n'est guère mieux, à l'exception de Douai — « bon » — ou de Dreux — « le seul usine jeune, mais petite ». A Clon, la situation n'est pas dramatique, mais pourrait le devenir à Orléans. Choisy-le-Roi prend de l'âge, en partie avec l'arrivée d'éléments en provenance de Billancourt. Flins, en revanche, commence

à se rider sérieusement et on assiste à un vieillissement important dans les secteurs de la carrosserie ou du montage.

En outre, un phénomène se conjugue avec la situation déjà délicate des ouvriers de production. Les métiers physiquement difficiles ont certes tendance à disparaître, mais ils sont occupés par des travailleurs moins jeunes qu'autrefois. Comme il y a peu d'apports nouveaux, les derniers arrivés ne voient pas le relèvement et ne peuvent espérer se déplacer vers des fonctions moins épuisantes et plus qualifiantes. Les espoirs professionnels se réduisent.

Faute d'embauche, des creux et des poches se constituent qui pourraient avoir des conséquences sur les évolutions. A Billancourt, il n'y a personne au-delà de cinquante-cinq ans, mais également au-dessous de vingt-cinq ans. Les plus forts effectifs sont âgés de trente-cinq à cinquante-quatre ans et comptent deux cents salariés, de vingt-cinq à

vingt-neuf ans, trois cents de trente à trente-quatre ans.

La renouvellement enfin ne se fait pas. Alors que, dans les belles années, la Régie recrutait de dix mille à quinze mille personnes, on a embauché mille trois cents salariés en 1987, soit 2 % des effectifs employés. L'essentiel de cet apport est allé vers la direction technique, les services commerciaux ou le réseau de ventes. Hormis les vendeurs, il y a eu quatre cent seize cadres nouveaux, deux cent quarante techniciens ou employés, cent soixante ouvriers P2 embauchés chez les concessionnaires. Le compte des agents de production est vite fait : la Régie a embauché quarante ouvriers et huit P3, le complément étant le fait d'intérimaires.

Alors que la division automobile emploie plus de soixante-dix mille personnes, cette situation devient un facteur de blocage et cela se fera sentir encore davantage dans les prochaines années.

A.L.

# European spoken here

The Economist

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

« La machine de traitement de l'information du monde »

THE ECONOMIST, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CAP GEMINI SOGETI

CHIFFRE D'AFFAIRES  
DES 4 PREMIERS MOIS DE 1988

« Hors SESA, le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé, pour les quatre premiers mois de l'année 1988, un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 1 420 millions de francs, soit une progression de 30 % par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent (1 095 millions de francs). »

A ce chiffre d'affaires il convient d'ajouter celui réalisé par le groupe SESA (dans lequel CAP GEMINI SOGETI vient de porter sa participation de 93 % à 100 %) qui est de 390 millions de francs. On peut rappeler que le chiffre d'affaires total prévu pour l'exercice 1988 pour l'ensemble CAP GEMINI SOGETI + SESA est de 5,4 milliards de francs.



Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués à fin de matinée par une grande banque de la place.

## هكذا من الأهل



## BOURSE DU 26 MAI

[illegible]

Comptant (collection)

SICAV (collection)

26/5

VALEURS	% de cote.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evolution Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Evolution Fraie Incl.	Rachet net	Evolution Fraie Incl.	Rachet net	
<b>Obligations</b>			Cashel	128	128 80	Louis (S&P)	1187	1184	Tunis-Anglais	205	205	A.A.A.	789 25	740 65	11881 17	11881 17	Pennine-H&M	1074 72	1074 72	
Exp. 8,00 7/8	128 10	0 008	Chandlers (H)	978		Tour Eiffel	1129	1115	Tour Eiffel	388	350	Act. A	193 44	193 13	Facit	241 96	238 36	Parafin-Parafin	1885 10	1885 10
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chapman (H)	148	142	Union S.M.D.	502	505	Union S.M.D.	502	505	Act. Force	388 40	384 00	Parafin	677 36	680 84	Parafin	160 80	160 80
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	C.I.C. France (H)	184	186	U.A.P.	288	281	U.A.P.	288	281	Act. Industrie	655 68	487 32	Facit	240 74	234 31	Plat. Placements	244 00	234 00
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	C.I.C. Maritime	880	872	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8 7/8	102 20	0 008	Chenier (H)	909	909	U.T.A.	220	220	U.T.A.	220	220	Act. Ind. & C.	640 56	620 80	Facit	4184 50	4174 00	Plat. Placements	440 40	440 40
8,00 5/8																				



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Le sommet de l'OUA à Addis-Abeba. 9 Afghanistan : la libération d'Alain Guillo serait imminente. 6-7 Les changements en Union soviétique et le sommet de Moscou. 7 Les négociations sur le Nicaragua.	10-11 La préparation des élections législatives. 13 La situation en Nouvelle-Calédonie. <b>DÉBATS</b> 2 « Les villes sortent à l'inventaire », par Gérard Blanc. « L'implicite érosion de la droite », par Pierre de Boisdeffre.	14 M. Pierre Joxe en visite à Madrid. — Sursis confirmé pour l'expulsion de cinq iraniens. 16 Sports : le tournoi de Roland-Garros.	23 Deux festivals en Allemagne : le théâtre français à Sarrebruck et le théâtre pour la jeunesse à Munich. 24 « Le Palais-Royal » au musée Carnavalet. 25 Communication.	30 Inutile polémique sur les chiffres du chômage. — Le débat sur les nationalisations et les privatisations. 32 Tensions sociales et concertation. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements... 2 Annonces classées... 28 Campus... 28 Carnet... 28 Loto... 28 Météorologie... 28 Mots croisés... 28 Philatélie... 27 Radio-télévision... 28 Spectacles... 28	● Législatives : tous les sondages... TELO ● Admissibilité aux grandes écoles... ECOLES ● Les jeux du Monde... JEUX Actualité International, Chèques, Bourses, Abonnements... 3615 Tapez LEMONDE

## LIBAN

## L'armée syrienne devait entrer vendredi à Beyrouth-Sud

Le chef des services de renseignement de l'armée syrienne au Liban, le général Ghazi Kanaan, a échappé jeudi soir 26 mai à un attentat dans la banlieue chiite de Beyrouth. Il venait de confirmer de début du déploiement vendredi de ses troupes dans cette banlieue, « sur la ligne de démarcation entre les belligérants », les chiites pro-syriens du mouvement Amal et les chiites pro-iraniens du Hezbollah.

BEYROUTH  
de notre correspondant

L'opération devait commencer vendredi 27 mai vers 11 heures du matin et s'étaler sur deux jours. Tout d'abord, deux colonnes syriennes pénétrèrent dans la banlieue sud et prendront position aux points encore chauds — Ghobeiri, Chyah, Moawad — où se trouvent les nouvelles lignes de démarcation entre le Hezbollah et Amal. Samedi, des troupes supplémentaires seront appelées à se déployer dans le reste de la banlieue sud, là où le Hezbollah est maître, sauf le long des lignes de démarcation qui séparent les sectes chiite et musulmane. Il n'est cependant pas très clair si, du côté banlieue sud, c'est la sixième brigade de l'armée libanaise qui s'installera comme cela a été annoncé ou les milices, c'est-à-dire Amal et le Hezbollah, puisqu'il est prévu qu'elles refinent vers ce secteur.

Il est encore trop tôt pour pouvoir évaluer l'ampleur et l'importance du déploiement syrien. Selon des renseignements qui paraissent fiables, celui-ci se situerait entre la présence symbolique et l'implantation en force. Tel serait le résultat des difficiles tractations engagées par Damas avec des émissaires iraniens

et une délégation du Hezbollah qui a été repoussée à Latakia par le président Assad. Selon certaines indications, la présence syrienne serait dense et sévère le long des nouvelles lignes de démarcation interchiites, mais légère dans le territoire acquis par les intégristes, qui y demeureraient de facto libres de leurs mouvements. Les stages occidentaux s'y trouvent selon toute vraisemblance.

Le plan et le calendrier des déploiements n'ont pas été remis en question par l'attentat de jeudi soir. Le général Ghazi Kanaan, qui se trouvait au volant de la voiture mitraillée, a d'ailleurs déclaré ne s'être aperçu de rien, alors que le général Bayraktar, commandant des troupes syriennes au Liban, se contentait de préciser que la voiture dans laquelle il se trouvait au côté du général Kanaan avait été touchée par des dizaines de balles. Les deux autres passagers de la voiture étaient le général Ali Hammond, chef des « observateurs » syriens et le général Zuhair Mousaoui. A eux quatre, ils représentaient l'essentiel du commandement syrien au Liban, qui était été décapité s'ils avaient été tués.

## Un défi à Damas

La voiture des quatre officiers ouvrait un convoi qui revenait de la banlieue sud après une visite à Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah à son domicile de Bir-el-Abed, lorsque, peu avant de déboucher sur le rond-point du boulevard de l'aéroport et d'atteindre, donc, les lignes syriennes, elle fut prise sous un feu nourri de mitrailleuses lourdes et légères. Le général Kanaan, qui roulait à très faible allure entre les détonations, se précipita à la suite des combats, a accéléré à fond et s'est sorti en quelques secondes du secteur dangereux. Une voiture

d'escorte l'a suivi. Les trois autres sont restés coincés sur place. Toutes ont été atteintes. Lorsqu'une cinquantaine d'hommes en armes les ont entourés et que les passagers se sont fait connaître, ils les ont laissés partir.

Toute la scène s'est déroulée dans une zone dont le Hezbollah a pris le contrôle. Entre-temps les quatre généraux atteignaient un poste syrien, et la voiture d'escorte leur signalait que le réservoir de leur véhicule était transpercé et risquait d'exploser. Ils changeaient de voiture et continuaient leur programme de visites en se rendant chez le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Mohamed Modti Chamseddine. Ils avaient été en fait sauvés par le blindage de leur voiture.

A ceux qui font valoir que le convoi n'était pas visé mais qu'il avait été attaqué parce qu'il passait dans une zone d'hostilités, on rétorque, de source syrienne, que son passage avait été dûment signalé et que, de surcroît, il avait déjà emprunté à l'aller le même trajet et suivait au retour rigoureusement le même itinéraire. Damas aurait exigé que les coupables lui soient livrés.

S'il s'agit bien d'un attentat, comme on le pense, il est perçu à Beyrouth-Ouest comme un défi à l'autorité syrienne, et s'il apparaît qu'il avait pour but de mitrailler la voiture et non de tuer ses passagers — puisqu'il est connu que la Mercedes du général Kanaan est blindée — l'opération serait un coup de semonce destiné à rappeler les limites du déploiement syrien dans la banlieue sud. C'est un fait que la Syrie n'a pu pénétrer qu'après avoir reçu l'aval de l'Iran, et pour cela avoir patiemment attendu durant près de deux semaines. Si elle a fini par obtenir satisfaction et imposer sa volonté, elle n'a pu faire qu'un acte d'autorité mitigé.

LUCIEN GEORGE.

## M. Reagan en Finlande

## Manifestations d'organisations juives américaines à Helsinki

HELSINKI  
de notre envoyé spécial

Un rabbin dans une cage, devant la cathédrale luthérienne d'Helsinki, et des manifestants en treillis à rayures de prisonniers : c'est l'une des nombreuses manifestations organisées durant l'après-midi du président Reagan avant le sommet de Moscou, par des groupes d'activistes juifs, venus spécialement des États-Unis pour attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la situation de leurs quatre cent mille coreligionnaires d'Union soviétique.

Deux mouvements — la Conférence nationale sur les juifs d'Union soviétique (NCSJ) et l'Action d'Helsinki pour libérer les juifs soviétiques — tiennent, pendant trois jours, hearings, conférences de presse et services religieux. Ces manifestations sont destinées à appuyer l'un des éléments essentiels du discours que devait prononcer le président Reagan, vendredi après-midi, au palais finlandais d'Helsinki : la question des droits de l'homme, l'une des « corbeilles » de l'acte final de la CSCE.

Le porte-parole du NCSJ, qui représente cinquante organisations nationales juives aux États-Unis, reconnaît que la situation des juifs d'Union soviétique n'est pas une question d'importance majeure pour le monde, mais il espère que M. Reagan abordera le sujet à Moscou dans ses entretiens avec M. Gorbatchev. Des progrès cependant sont relevés : 8 155 juifs ont obtenu l'autorisation de quitter l'Union soviétique en 1987, contre 914 en 1986.

FRANÇOISE NIETO.

## Adjoint au maire de Lyon

## M. André Mure (UDF) chargé de mission auprès de M. Jack Lang

M. André Mure (UDF), adjoint au maire de Lyon, a été nommé par le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, chargé de mission au cabinet du ministre.

« L'ouverture doit se pratiquer au sein même des cabinets ministériels dans la participation de personnalités issues des horizons les plus variés », a déclaré M. Lang après cette nomination. La mission devra « cerner les retombées économiques locales de la culture, analyser les modalités de gestion et de financement des équipements culturels des collectivités locales, établir des liens nouveaux entre les établissements de formation et les industries et faire un premier bilan de la procédure de cofinancement mise en place dans la cadre du Conseil supérieur du mécénat culturel ». M. Lang a la fin de l'année.

## M. Jean Popereau invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jean Popereau, ministre chargé des relations avec le Parlement, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 29 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

Ancien membre du PS, député socialiste du Rhône, maire de Meyrieux, M. Jean Popereau répondra aux questions d'André Fournier et d'Anne Chamaillard du Monde, et de Dominique Ponsard et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Dufour.

## Sur le vif

## Piquette

Faut pas me parler, là, aujourd'hui, je suis d'une humeur de chien. Vende l'Humilité ! A un point ! Vous pouvez pas savoir. Pourquoi ? Parce que ce concours de croûtes, le concours du vin, organisé à l'automne, dans nos colonies.

Je regarde les premières questions. Facile ! Surtout pour quelqu'un comme moi, qui aille son cubainier de Postillon à chaque repas. C'était des trucs du genre : c'est quoi, la chlorose ? Evident ! La maladie des os du pied de vigne. Et le blanc de blancs ? C'est un produit pour nettoyer les cuves. Et le vin de messe, ça vient d'où ? Des vignes du Seigneur. Et la femme à Marx est malade, Engèle, lui envoie du médoc, lequel ? Alors, là !

Je dégringole demander aux copains des informations générales. Ils m'envoient pêter. Parait que j'ai pas le droit de concourir vu que je bosse là. C'était mais, dans le règlement, mais, bon, ça m'avait échappé. Ramenez, c'est normal, avec moi, ils avaient pas une chance, les participants. Bon, je vais m'arranger autrement. Mettre ma belle-sœur sur le coup. Elle hérite, des fois que ça lui donnerait des idées.

Elle a 3 kilos à perdre, alors Bedoit, Bedoit, Bedoit. J'insiste. Elle accepte. Et elle se casse le nez. Elle se précipite dans je ne sais plus quel musée pour voir l'original du menu servi je ne sais plus quand à je ne sais plus quel général américain. Rien. La vitrine était vide. Un des concurrents l'avait volé, ce truc. Parait qu'à Beaubourg ils ont fait exprès de barbouiller des documents pour que les autres puissent pas les consulter. Dégoûtés, on abandonne.

Là-dessus, hier, en fin d'après-midi, distribution des prix dans le bureau du diré. Et qu'est-ce qui doit les remettre, les prix ? C'est Bibi. A qui ? A un mec qui m'a tout copié. Si, si, là-dedans plus d'une centaine à plancher, dernière épreuve, sur les devoirs de la civilisation envers le pinard.

Lui, il y va d'un à la manière de moi, en parlant de mon Mimé, tout ça. Et il décroche le gros lot. Forcément. Encore une chance que j'ai pas laissé traîner mes réponses aux questions du début. Il me les aurait piquées aussi sec. Il y en a, je vous jure, ils recourent devant rien pour gagner un concours.

CLAUDE SARRAUTE.

## Mort de la comédienne Barbara Laage

La comédienne française Barbara Laage vient de mourir à Deauville. Elle était âgée de soixante-sept ans.

De père finlandais, de mère française, Barbara Laage fait ses débuts au théâtre après avoir suivi les cours de René Simon et de Raymond Rouleau. Elle est remarquée par le magazine *Life* et tourne aux États-Unis *l'Indomptée*, de Robert Z. Leonard, avec Barbara Stanwick, en 1948.

Mais c'est à son retour en France qu'elle connaît la célébrité en jouant, avec Marcel Pagliaro, la *Putain respectueuse*, d'après la pièce de Jean-Paul Sartre.

Elle travaille ensuite sous la direction de Martin Ritt, Yves Ciampi, Anatole Litvak, Bernard Borderie... Elle abandonne le métier de comédienne au début des années 70 et se retire à Deauville, chez sa sœur, qui l'a amenée à la polyclinique où il y a deux semaines, inanimée. Barbara Laage est morte sans avoir repris connaissance.

Le numéro de « Monde » daté 27 mai 1988 a été tiré à 558 357 exemplaires.

Indispensable à savoir : **TISSUS D'AMEUBLEMENT. LA JUNGLE DES PRIX !** Les prix, dans les tissus d'ameublement, c'est tout et n'importe quoi ! Il y a des prix ridiculement bas, mais pour tissus assez laids dont personne ne veut. Il y a des prix « mégalo » pour des tissus courants mais devenus « sublimés » grâce aux mondanités et à l'habitation. On ne s'y retrouve plus ! Alors faites-vous une idée sérieuse. Chez Rodin, on ne néglige rien dans un tissu : ni la qualité, ni la création, ni son prix...

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**CONVERTIBLE ROBUSTE ET PEU ENCOMBRANT**  
1 ou 2 places  
Librie 0,05-0,10-0,120 et 140  
GRAND CHOIX  
**MODELE EXCLUSIF**  
**CAPÉLOU**  
37, AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS  
TEL. 43 57 46 39 • METRO PARMETIER

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 mai

## Consolidation

La semaine s'achève sur une note ferme à la Bourse de Paris où, durant la matinée, le marché demeure bien orienté. L'indicateur instantané progressif de 0,31 % dans cette séance qui devrait consolider l'excellente performance des journées précédentes. Parmi les plus fortes hausses figuraient Alsipi (+ 3,79 %), Sommer-Allibert (+ 3,18 %), Penarroya (+ 3,13 %) et Schneider (+ 3,07 %).

## La Grèce et la Turquie signent des accords économiques et culturels

La commission économique et culturelle gréco-turque a achevé ses travaux, le jeudi 26 mai, à Ankara. Les deux délégations, conduites par le ministre grec de l'économie nationale, M. Papoulas Rousselot, et le ministre d'État turc, M. Adnan Kahveci, ont adopté une résolution soulignant la nécessité de développer les relations bilatérales dans ces deux domaines ainsi que le tourisme, « afin de créer un climat de confiance et de bonne volonté », évoquant le rapprochement entre

Athènes et Ankara amorcé ces derniers mois. M. Kahveci a insisté sur la responsabilité de la presse et invité les journalistes grecs et turcs à faire preuve de modération dans leurs commentaires sur les litiges qui opposent les deux pays. Le document final précise l'importance des relations culturelles et annonce une coopération originale tendant à réviser les « éléments manichéens » des livres concernant les deux peuples, en particulier dans l'enseignement secondaire.

Dans la capitale grecque, la commission mixte chargée des questions politiques devait achever ses travaux dans la matinée du 27 mai. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Carlos Papoulas et son homologue turc, M. Mesut Yilmaz, ont adopté, semble-t-il, une série de mesures de « bonne conduite » destinées à confirmer le dégel des relations bilatérales.

## En Catalogne

## Attentat contre un candidat aux élections régionales

Le secrétaire général du Parti andalou en Catalogne, M. Carlos Obregon, tête de liste de son mouvement aux élections régionales de dimanche, a été blessé dans un attentat dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 mai en plein centre de Barcelone. Attentat au bras de plusieurs coups de revolver, il est parvenu à se réfugier sous le porche d'un immeuble.

L'attentat a été revendiqué quelques instants plus tard par l'organisation indépendantiste catalane Terra Llura, mais la police ne semblait pas accorder, vendredi, beaucoup de crédit à cette revendication.

(Lire page 4 l'article de notre correspondant THIERRY MALINIAK.)

Pour votre **DEMEMAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE **democo**  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

FÊTE DES MÈRES

**Aldebert**  
Joailler

vous invite dans ses magasins à une vente de montres et de bijoux

**"EXCLUSIFS ET À PRIX SPÉCIAUX"**

du mardi 24 mai  
au mardi 31 mai 1988

PARIS  
J. Bernard 6, rue du Fg-St-Honoré  
70, rue du Fg-St-Honoré  
1, bd de la Madeleine  
16, place Vendôme  
Palais des Congrès  
CANNES  
19, La Croisette

A B C D F G H